



MARDI 30 JUIN 2020

COVID-19 nombre de morts dans le monde : 433 000. GRIPPE ANNUELLE 2017-2018 : 2 500 000. La race humaine va bientôt s'éteindre à cause du coronavirus. ;-(

- ▶ Dans l'obscurité : Où la Fed nous mène (Chris Martenson) p.1
- ▶ Troubles actuels et à venir (James Howard Kunstler) p.7
- ▶ La géothermie peut-elle compenser le déclin des combustibles fossiles ? (Alice Friedemann) p.9
- ▶ LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE : La dette publique et privée totale des États-Unis devrait atteindre 80 000 milliards de dollars au deuxième trimestre 2020 (Steve Rocco) p.16
- ▶ La surconsommation et l'économie de croissance sont les principaux moteurs des crises environnementales p.17
- ▶ Vous voulez l'électricité la plus chère et la moins fiable du monde ? Essayez l'énergie éolienne en mer p.20
- ▶ Chesapeake Energy, la faillite du symbole de la révolution énergétique américaine p.23
- ▶ Cyril Dion, Rob Hopkins, Vincent Verzat, Andreas Malm, etc. : le développement durable et ses apôtres (Nicolas Casaux) p.25
- ▶ QUELQUES NIOUZES IMPORTANTES... (Patrick Reymond) p.35

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Gaël Giraud : « Le monde financier sait que ses jours sont comptés » p.39
- ▶ "Attention en bas" : Pourquoi l'économie est sur le point de tomber d'une falaise fiscale (Tyler Durden) p.41
- ▶ Près de la moitié des adultes en âge de travailler aux États-Unis n'ont pas d'emploi en ce moment (Michael Snyder) p.45
- ▶ « Racisme, quand la responsabilité sociale des entreprises mène à la dictature de la pensée ! » (C. Sannat) p.48
- ▶ Travailler 4 jours pour travailler mieux (Michel Santi) p.52
- ▶ L'ODS Bernard Henry Levy (BHL), à la Lumière de Thomas Sowell. (Charles Gave) p.54
- ▶ La BCE offre 1.300 milliards d'euros à -1% pour sauver les banques européennes (Philippe Herlin) p.58
- ▶ «L'argent magique existe, nous en avons tous dans notre porte-monnaie» (Bruno Bertez) p.59
- ▶ L'État veut faire main basse sur les 75 milliards d'épargne du confinement et bien plus encore ! p.61
- ▶ L'or, l'or, l'or ! Hausse boursière = besoin de destruction augmenté= round de printing car la destruction serait insupportable =hausse de l'or. (Bruno Bertez) p.66
- ▶ Au nom du climat ! (Étienne Henri) p.69
- ▶ Ce sont les marchés qui commandent (Bruno Bertez) p.72
- ▶ Warren Buffett a-t-il perdu la main ? (Bill Bonner) p.73

$\langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle (0) \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle \langle \rangle$

Dans l'obscurité : Où la Fed nous mène

Le système est en train de s'effondrer. Protégez-vous dès maintenant.

par Chris Martenson Vendredi 26 juin 2020



Comme vous le savez peut-être, j'ai été l'une des toutes premières voix à faire un rapport public sur le Covid-19, en émettant une alerte selon laquelle le virus était un événement pandémique important le 23 janvier 2020.

C'était bien avant que la plupart des médias ne parviennent à écrire leur premier article "C'est juste la grippe, mon frère !

En utilisant la même logique et la même méthodologie scientifique que celles qui m'ont été enseignées lors de ma thèse de doctorat, j'ai pu "prédire" les choses bien avant la quasi-totalité des sources d'information officielles ou grand public.

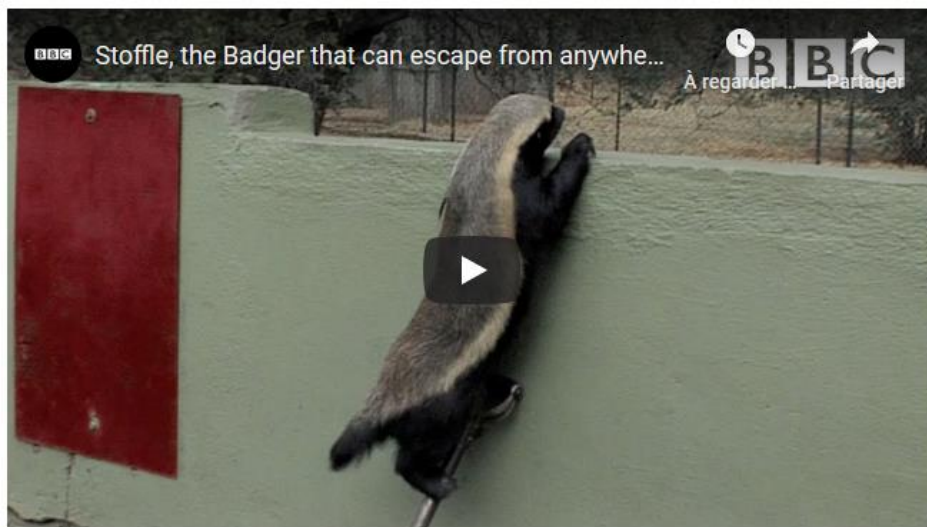
J'utilise des guillemets autour du mot "prédire" parce que ce n'est pas vraiment une prédiction quand on se contente d'extrapoler des tendances déjà en cours.

Tout comme ce n'est pas vraiment une "prédiction" d'estimer où un lancer lancé va voyager, ce n'était pas vraiment une prédiction d'affirmer qu'un nouveau virus avec un R-Naught (R_0) bien supérieur à 3 serait extrêmement difficile à contenir une fois arrivé dans un pays. Notez que je n'ai pas dit impossible - la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, Taiwan et le Vietnam obtiennent tous des notes élevées pour le confinement - mais certainement difficile.

Les États-Unis et le Royaume-Uni l'ont prouvé à maintes reprises, car ils sont tous deux dirigés par des "managers" inférieurs à la moyenne plutôt que par des dirigeants.

Les dirigeants prennent des décisions difficiles sur la base d'informations imparfaites. Les dirigeants hésitent et se protègent et ne prennent des décisions qu'une fois que les faits sont connus et les événements bien engagés. Naturellement, les dirigeants américains et britanniques n'ont pas été à la hauteur du taux exponentiel auquel le virus du blaireau à miel (alias Covid-19) se propage.

Je l'appelle le virus Honey Badger en raison de son incroyable capacité à échapper à la quarantaine, avec autant d'empressement et de facilité que Stoffle, comme le montre cette courte et agréable vidéo :



Un ennemi aussi déterminé que Covid-19 ne peut être raisonné, arrêté par décret ou - au grand étonnement des banques centrales - résolu par l'impression de plus d'argent de poche.

Il fonctionne simplement selon des lois et des règles naturelles. Ce qui, soit dit en passant, le rend assez facile à prévoir.

Mais il est beaucoup plus difficile de prédire quand nous, les humains, nous réveillerons vraiment à notre vraie situation et commencerons à prendre de meilleures décisions. Et je ne parle pas seulement du coronavirus ici. Je parle des dangereux niveaux d'iniquité sociale que la Réserve fédérale est responsable de créer, tant avant qu'après la crise de 19.

Étant donné l'énorme difficulté de faire comprendre à des pans entiers de la classe des cadres et des commerçants une logique aussi simple et évidente que "Tout le monde devrait porter un masque", il semble tout à fait irréaliste d'attendre de ces mêmes personnes qu'elles s'attaquent de manière réfléchie aux dangers d'une politique monétaire et fiscale débridée.

Mais ils doivent vraiment le faire.

Mais ils doivent vraiment le faire. Pourquoi ?

Parce que la trajectoire monétaire et fiscale actuelle de la société a été bien rodée tout au long de l'histoire. Nous savons où elle s'arrête - ce n'est pas l'endroit où nous voulons être.

Le commerce est détruit. Les ménages échouent. Le gouvernement et l'ordre social s'effondrent. L'équité et les libertés sont perdues, car il devient difficile de distinguer les politiques officielles des pillages manifestes.

Les vrais dirigeants connaissent cette histoire et penseraient et agiraient différemment afin d'éviter les pires risques. Mais les dirigeants ? Ils continuent de fonctionner à partir du même manuel, répétant sans réfléchir les mêmes étapes tout en espérant un résultat différent.

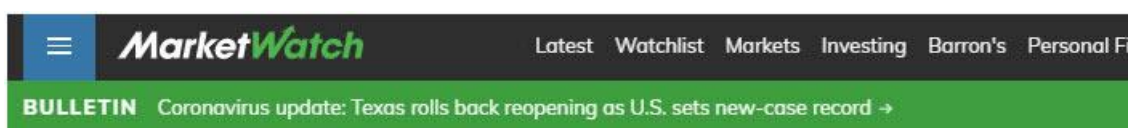
Le pari dangereux de la Fed

J'ai parlé de la Réserve fédérale comme d'une bande de psychopathes se livrant à du vandalisme culturel. C'est injuste pour les psychopathes et les vandales.

Après tout, les plus ambitieux d'entre eux ne font pas plus de plusieurs dizaines de victimes au cours de leur vie. Peut-être même quelques centaines, au maximum.

Mais les fédéraux ? Elle ruine des centaines de millions de vies et de moyens de subsistance - aujourd'hui et demain.

Malheureusement, la Réserve fédérale fait cela - sans contrôle - depuis très longtemps. Voici un extrait que j'ai écrit pour MarketWatch.com il y a six ans. Chaque mot reste aussi vrai aujourd'hui qu'il l'était alors :



Home > Economy & Politics > Federal Reserve > Outside the Box

Outside the Box

Opinion: The Fed is deliberately stealing from savers

Published: Oct. 22, 2014 at 9:11 a.m. ET

By Chris Martenson

Yellen has created the wealth gap by printing money

Le nom académique de la politique actuelle de la Fed est la répression financière. Mais un nom plus approprié serait "Jeter la grand-mère sous le bus", car le programme se résume à prendre aux épargnants et aux bénéficiaires de revenus fixes et à transférer ce pouvoir d'achat à d'autres entités.

La pierre angulaire de la répression financière est constituée par les taux d'intérêt réels négatifs, dont la Réserve fédérale est le principal architecte et propriétaire.

Depuis le début de l'intervention de la Fed dans l'après-crise jusqu'en 2013, le coût total de ces taux d'intérêt réels négatifs s'est élevé à plus de 750 milliards de dollars rien que pour les épargnants. La perte de revenus pour les investissements à revenu fixe (comme les obligations détenues dans les caisses de retraite et les marchés monétaires) a été encore plus importante.

Mais voici le hic. Cette perte de revenu et de pouvoir d'achat n'a pas seulement disparu. Elle a été transférée de la poche A à la poche B.

Elle est réapparue comme par magie sous la forme de primes bancaires record à Wall Street, de déficits publics en baisse (en raison de taux d'intérêt plus bas que la normale), de bénéfices des entreprises en hausse (profitant principalement aux déjà riches), de rachats d'actions records (idem) et d'une inégalité croissante des richesses.

Plus directement, lorsque la Fed achète des actifs financiers avec de l'argent imprimé et - par définition - fait monter le prix de ces actifs, elle ne peut pas alors agir de façon mystérieuse en expliquant pourquoi les principaux propriétaires d'actifs financiers se sont enrichis. Ce faisant, elle insulte simplement notre intelligence.

(Source - MarketWatch)

Le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, puis Ben Bernanke, puis Janet Yellen et maintenant Jay Powell ont tous fonctionné comme de simples gestionnaires (et non comme des leaders) en choisissant des jeux sûrs et prévisibles dans le livre de cuisine de la Réserve fédérale. Ce dernier prescrit une routine d'actions d'une extrême finesse dont le principal ingrédient est l'impression de monnaie à partir de rien.

Chaque président de la Fed a consciencieusement préparé des plats malsains assaisonnés de quantités importantes de corrosion sociale, d'injustice structurelle, d'élitisme, et sans même un soupçon de contexte historique.

En l'absence de leadership et encouragée par une presse complaisante incapable de formuler une seule question critique, la Fed est maintenant trop impliquée dans son livre de cuisine pour faire autre chose que de mener le processus à son inévitable conclusion.

La Fed a longtemps prétendu être mystifiée par l'inégalité croissante que ses politiques causent manifestement. Jerome Powell a récemment et (in)notoirement déclaré lors d'une séance de questions-réponses après un discours que la Fed "ne contribue absolument pas" à l'inégalité. Ce mensonge éhonté est exaspérant pour ceux qui réalisent à quel point les actions de la Fed sont socialement et culturellement injustes et nuisibles.

Lorsque les choses deviennent trop injustes, les gens cessent de participer. Si les lois sont trop unilatérales et truquées, les gens cessent de les suivre. Si les nouvelles recrues reçoivent un salaire plus élevé pour un travail équivalent, les employés vétérans cessent de travailler aussi dur. Si les étudiants savent que leurs camarades de classe trichent et obtiennent de bonnes notes, ils commenceront à tricher eux aussi.

C'est comme ça qu'on est branché. L'aversion pour l'injustice est dans notre ADN social.

Les lecteurs de Peak Prosperity savent que je suis un grand fan de cette courte vidéo. Elle explique tout sur la marée montante de la rébellion sociale en Amérique (et met en scène de mignons singes, pour couronner le tout !):



En accélérant injustement l'écart de richesse entre le 1% supérieur et tous les autres, la Fed joue avec le feu. Elle semble avoir le même degré d'ignorance des conséquences qu'un chimpanzé avec une loupe sur une savane sèche comme de l'amadou.

L'argent est notre contrat social.

Lorsque ce contrat est rompu, c'est là que les choses se gâtent vraiment pour une nation. Le Zimbabwe, la République Weimar, le Venezuela et l'Argentine sont tous des exemples passés (et certains actuels encore, malheureusement) de l'effondrement du niveau de vie lorsque le système monétaire d'une nation s'effondre.

L'inévitable

Je ne peux pas prédire quand tout cela s'effondrera aussi facilement que je peux prédire qu'il s'effondrera. Un équilibre doit toujours être maintenu entre l'argent, qui est une créance sur les choses, et les choses elles-mêmes. Trop de revendications et on obtient de l'inflation. Trop peu et nous avons la déflation.

La Fed et les autres banques centrales mondiales ont toujours (toujours !) péché par excès de créances dans cette histoire. En cas de doute, elles impriment plus de monnaie.

Et ce processus est maintenant sur l'hyperpropulsion. L'économie post-Covid est en très mauvais état, et l'impression de monnaie au cœur des efforts de "sauvetage" des banques centrales est donc la plus importante de l'histoire. Et de loin.

Les demandes d'indemnisation ne cessent donc d'augmenter, tandis que l'économie se contracte. Ce qui nous laisse avec BEAUCOUP plus d'argent pour poursuivre BEAUCOUP moins de "trucs".

Cela vaut également pour les actifs financiers, comme les actions et les obligations. L'impression fait monter les prix sur les marchés et rend les investisseurs de plus en plus dépendants de l'impression d'argent pour soutenir ces prix. En fin de compte, comme c'est le cas aujourd'hui, la Fed doit continuer à injecter des liquidités en permanence, sinon les marchés s'effondreront immédiatement.

Ainsi, l'impression de monnaie se poursuit.

Et comme avantage secondaire, les plus proches de la Fed deviennent incroyablement riches grâce à l'argent frais qui afflue dans le monde. Ce sont ces mêmes entreprises de Wall Street qui embauchent les employés de la Fed à la fin de leur mandat, les remerciant par des emplois de luxe avec peu de responsabilités et un salaire énorme.

Mais, dans la vraie Amérique, nous sommes des centaines de millions de singes en colère à regarder la Fed fourrer du raisin dans le ventre déjà plein des élites. Un jour, un mouvement de protestation à grande échelle contre l'injustice de la Fed va éclater. Les protestations vont s'amplifier et devenir plus violentes. La police se rendra compte qu'elle protège les mauvaises personnes et changera de camp. Les choses vont alors devenir très compliquées.

Ma préférence dans la vie est d'éviter les douleurs et les souffrances inutiles. Pourquoi attendre que les fédéraux nous gâchent tout ? Je préférerais que nous soyons proactifs ici pour éviter une crise à part entière. Sinon, nous serons obligés de répéter l'histoire, que nous le voulions ou non.

Malheureusement, répéter l'histoire et préserver le statu quo est exactement ce que les directeurs nationaux des États-Unis ont l'intention de faire. La plupart des gens considèrent encore la Fed comme le héros de cette histoire et non comme le méchant qu'elle est vraiment, et c'est pourquoi trop de gens l'acclament. L'UE et le Royaume-Uni sont plus ou moins dans le même bateau.

Tout cela signifie que, tout comme j'ai averti les gens de se préparer à la pandémie de Covid-19 avant qu'elle ne frappe de plein fouet, vous devez vous préparer dès maintenant à la prochaine crise économique/sociale créée par la Fed.

Troubles actuels et à venir

Par James Howard Kunstler – Le 15 juin 2020 – Source kunstler.com



La condition désespérée des États-Unis est une maladie bien plus grave que le grief symptomatique du racisme systémique – bien que, pour le moment, cette plainte galvanise l'attention de la nation parce qu'elle est tissée dans tellement de fils du mythe national, de la narration et du psychodrame historique. La version courte du racisme systémique est que des Européens blancs prédateurs sont venus dans le Nouveau Monde, l'ont violé, puis, utilisant ce trésor mal acquis, ont procédé au viol du reste du monde et des non-blancs qui y vivaient paisiblement – lire colonialisme. Qui a de la sympathie pour un violeur ?

Abstraction faite des omissions dans cette histoire, les États-Unis sont confrontés à un ensemble de circonstances plus graves que l'animosité entre les Noirs et les Blancs. En arrière-plan de ces semaines de protestations, d'émeutes, de pillages et d'incendies criminels se trouve la désintégration de l'économie, qui signifie que pratiquement personne dans ce pays ne pourra continuer à vivre comme avant. Tout le monde aura plus de mal à gagner sa vie. Tout le monde va subir des pertes choquantes en termes de richesse, de statut et de confort. Et, malheureusement, tout le monde sera trop perplexe et embrouillé par la précipitation des événements pour comprendre pourquoi.

La version courte de cette histoire est que nous avons dépassé la capacité de nos ressources, en particulier des ressources énergétiques de base que toutes les autres activités requièrent. Cela mystifie également le public, mais on peut résumer l'histoire en disant que le coût de l'extraction du pétrole est trop élevé pour les clients et pas assez pour que les producteurs de pétrole puissent couvrir leurs coûts – un dilemme. L'un des résultats a été la faillite rapide de l'industrie du pétrole de schiste. Une autre est l'appauvrissement progressif de ce qui était autrefois la classe moyenne américaine – un virus qui a, pour l'instant, permis aux habitants de Wall Street, le

tristement célèbre 1% – de la population – de se mettre à l’abri, et continuer à se réjouir de la hausse des cours des actions et des dividendes pendant que tous les autres cherchent des nêfles dans les fossés avec – ou – sans le fléau supplémentaire de la Covid-19.

Parmi les personnes perplexes et déboussolées, on trouve tout le noyau des dirigeants du pays, qui semblent carrément incapables d’agir de manière cohérente dans le tourbillon de la crise qui se resserre. Alors que Trump semble appréhender avec tiédeur le besoin urgent de restructuration économique, il n’est capable de l’exprimer que dans des messages qui ressemblent à une publicité pour *Frigidaire* en 1961, avec des connotations grandioses de super-héros de *Marvel Comics*. Le président peut comprendre qu’un pays ne peut pas consommer sans produire, mais il ne comprend pas qu’il est trop tard pour ramener toute cette activité au niveau qu’elle avait quand il était jeune, dans les années 1960. Sa réponse à l’appel de la restructuration – ce que les Soviétiques appelaient la *perestroïka* avant qu’ils ne s’effondrent – est d’accumuler plus de dettes, c’est-à-dire d’emprunter davantage à l’avenir pour payer les hamburgers d’aujourd’hui.

Cela correspond parfaitement aux besoins de la communauté financière, dirigée par le malheureux « Jay » Powell de la Réserve fédérale, qui a pour mission de détruire le dollar américain afin de sauver le système bancaire et ses auxiliaires sur les marchés boursiers. Il ne sait littéralement pas quoi faire – à part « imprimer » plus de dollars pour soutenir le prix des actions, un talisman symbolique de l’économie théorique qui a de moins en moins à voir avec ce que les gens font réellement sur le terrain pendant les heures où ils ne dorment pas. Il semble peu probable que la Fed vienne à la rescousse de Wall Street ou de Main Street [*l’économie réelle*]. Plus il soutiendra la première au détriment de la seconde, plus il est certain qu’elle provoquera une insurrection qui ira bien au-delà des hostilités actuelles.

Ensuite, il y a l’opposition à Trump, toujours séditeuse, au Parti Démocrate et chez ses alliés de la *Résistance*. La guerre raciale est leur dernière « solution » aux malheurs d’une économie en désintégration, qui ne fait qu’ajouter l’effondrement social et culturel à l’obscurantisme. Étant donné qu’une grande partie de la direction de la *Résistance* est issue de la classe intellectuelle américaine – les médias, les facultés des campus, les [honchos](#), *chefs* de la bureaucratie, le système judiciaire politisé et les singes savants d’Hollywood – ils finiront par se dénoncer et se dévorer mutuellement dans leur compétition zélée pour faire tomber le détesté Trump en inventant des fantasmes toujours nouveaux pour justifier la destruction de la civilisation occidentale et de tous les chevaux qui la tiraient, à savoir : la liberté individuelle, la libre enquête dans la recherche de la vérité, la règle de droit, le respect de la légalité, et le consentement des gouvernés.

Jamais dans l’histoire des États-Unis, il n’y a eu de faction aussi malhonnête que le Parti Démocrate actuel ou aussi exercée à l’application de la mauvaise foi dans les conflits politiques. Leur dépendance aux canulars malveillants et aux contre-vérités fabriquées ne connaît pas de limites – et cela va de soi, puisqu’ils sont principalement motivés par le rêve de dissoudre toutes les frontières en matière de politique, de droit, de relations sexuelles et de conduite personnelle. Ces dernières semaines, ils se sont employés à prouver qu’ils sont contre le contrat social en tant que postulat de base, en exhortant à la fin des services de police assurant l’application de la loi, tout en incitant à la violence dans la rue, aux crimes contre la propriété et au meurtre.

De nombreux électeurs ne sont pas dupes. La *Résistance* est donc également déterminée à faire dérailler les élections de 2020 par tous les moyens nécessaires, en commençant d’abord par la fraude électorale, mais en passant certainement par des chicanes et des perturbations nouvelles et innovantes. Le candidat qu’ils ont choisi pour la présidence – c’est-à-dire leur « chef » présumé – est une évidente vessie crevée, manipulée par des forces sinistres en arrière-plan. Ils ont fourré Joe Biden à la cave il y a douze semaines et n’ont pas l’intention de le relâcher dans le paysage où il révélerait son inaptitude à chaque respiration et à chaque mouvement qu’il fait. Les médias, en particulier, dans leur rôle de mauvaise foi, font semblant de ne rien remarquer, mais leurs larbins sont trop imbus d’eux-même pour se rendre compte qu’il existe d’autres moyens pour les citoyens d’apprendre ce qui se passe là-bas.

Les événements se précipitent à un rythme que l'on peut à peine suivre. L'été commence dans une semaine et pourquoi, maintenant, vous attendriez-vous à une diminution des troubles civils ? Une vague de chaleur se prépare ici dans l'est des États-Unis, très densément peuplé, à la fin de cette semaine, et c'est toujours une invitation à des comportements bruyants dans les rues torrides. Chuck Schumer et Nancy Pelosi ont-ils lancé un appel à leurs partisans pour qu'ils mettent fin à leur violence ? Peut-être que je l'ai raté. Ils font allusion à un retour aux conditions de confinement du Covid-19 – mais vous pouvez oublier l'idée que les gens vont s'y plier lorsque la température atteindra 30°, et les dirigeants du Parti Démocrate le savent certainement.

La dévastation des petites entreprises, des carrières, des moyens de subsistance, des ménages et de l'avenir continue. Prenez des mesures pour protéger votre propre avenir, dans la mesure du possible. Dépensez votre énergie à imaginer comment vous pouvez être utile aux autres, et peut-être accessoirement gagner leur confiance et leur aide de manière mutuellement bénéfique. Pensez à trouver un lieu de vie plausible où l'État de droit perdure. Réfléchissez à la façon dont vous pourriez vous intégrer dans une économie gérée à plus petite échelle. Commencez à agir en fonction de cette réflexion. Beaucoup de gens risquent d'être heurtés par les troubles à venir. Vous pouvez faire beaucoup de choses pour ne pas en faire partie.

La géothermie peut-elle compenser le déclin des combustibles fossiles ?

Alice Friedemann Posté le 27 juin 2020 par energyskeptic

Préface. Le coût des centrales géothermiques n'est justifié que dans les endroits où l'activité volcanique ou tectonique apporte de la chaleur près de la surface, principalement dans les pays du "cercle de feu" et les points chauds volcaniques comme Hawaï. Même dans ce cas, le forage ne peut être effectué qu'aux endroits où les roches en dessous sont fracturées de certaines manières avec des chimies particulières. Une grande partie de la chaleur doit également être amenée assez près de la surface, car le forage en profondeur est assez coûteux.

Les raisons pour lesquelles le forage est si difficile et si coûteux sont les suivantes :

- 1.** Vous devez retirer toutes les roches que vous avez coupées du trou, qui devient de plus en plus dur à mesure que le trou s'approfondit
- 2.** Le forage érode le trépan et le tube, il faut donc continuer à les remplacer
- 3.** Le forage chauffe la roche, il faut donc la refroidir pour éviter que l'équipement ne soit endommagé
- 4.** Plus on s'enfonce, plus il fait chaud et plus le matériel de forage est coûteux en utilisant une métallurgie spéciale
- 5.** Les fluides font des ravages dans les forages en détruisant leur revêtement et les bouchons de béton, et sont très corrosifs, c'est un truc effrayant (Oberhaus 2020)
- 6.** Les tuyaux doivent être épais et lourds pour survivre à la pression de pompage, environ 40 à 50 livres par pied. Un puits profond peut contenir un million de livres de tuyaux. Son seul poids peut le casser s'il n'est pas bien construit, et il est difficile de trouver des équipements de levage suffisamment puissants pour le soulever.
- 7.** Si les roches ne sont pas stables, le trou peut s'effondrer
- 8.** Il y a souvent des fluides sous pression qui veulent s'écouler par le trou et qui peuvent provoquer une dangereuse éruption
- 9.** Certaines roches profondes laissent s'échapper des matières toxiques ou radioactives, ce qui augmente les coûts d'élimination et peut rendre le matériel de forage dangereux au toucher

10. Le forage à plus de 1 500 mètres de profondeur nécessite une attention particulière car les facteurs inconnus liés au sous-sol augmentent. "En dessous de ces profondeurs, la stabilité du site de forage est de plus en plus difficile et de mauvaises décisions pourraient déclencher un tremblement de terre". (Minetto 2020)

La géothermie fournit moins d'un demi pour cent de l'énergie électrique américaine.

Le NREL (2016) a récemment examiné si les 3,8 GWe actuels pouvaient être doublés pour atteindre 7,6 GWe en 2020, et a constaté que seuls 0,784 GWe étaient probables, 0,856 GWe supplémentaires étant possibles avec un développement accéléré (ces projets prennent souvent 5 ans), et 1,722 GWe supplémentaires si un financement pouvait être trouvé et des permis accordés. Le rapport a conclu qu'il était peu probable que la capacité de production d'électricité géothermique soit doublée d'ici 2020.

Il n'y a pas assez de géothermie pour faire une brèche dans la "crise imminente des combustibles liquides" (Murphy 2012).

Abondance, puissance ou niche ? Hmmm. C'est complexe. Sur le papier, nous venons de voir que la croûte terrestre contient une énergie thermique abondante, avec un temps d'épuisement très long. Mais l'extraction exige un effort constant pour forer de nouveaux trous et partager la chaleur dérivée. Au niveau mondial, nous utilisons 12 TW d'énergie. La chaleur dégagée par l'ensemble des terres est de 9 TW, mais son utilisation pratique est impossible. D'une part, l'efficacité avec laquelle nous pouvons produire de l'électricité réduit considérablement le plafond à l'échelle de 2 TW. Et pour chauffer une seule maison, il faudrait capter la chaleur d'une zone de 100 mètres de côté. Il est clair que l'énergie géothermique fonctionne bien dans certains endroits (points chauds géologiques). Mais elle est trop faible pour fournir une part significative de notre électricité, et l'utilisation thermique directe nécessite des volumes/zones souterrains importants pour atténuer l'épuisement. Tout cela s'ajoute à la nécessité de placer de nombreuses infrastructures de tuyauterie à des kilomètres de profondeur dans la roche (est-ce que j'entends les gémissements de l'EROEI ?). Et la géothermie ne vient certainement pas à la rescousse de la crise imminente des combustibles liquides.

La géothermie consomme des quantités massives d'eau et d'énergie

Les centrales géothermiques utilisent beaucoup d'énergie pour maintenir l'eau suffisamment chaude pour empêcher les minéraux de précipiter et d'obstruer les tuyaux et les échangeurs de chaleur. Certaines étaient mal gérées et s'épuisaient après avoir manqué d'eau. Les coûts de maintenance sont élevés en raison de la corrosion due aux gaz et aérosols corrosifs, etc.

"Comme pour les centrales électriques à combustibles fossiles et l'énergie solaire à concentration, l'augmentation des températures de l'air et de l'eau peut réduire l'efficacité avec laquelle les installations géothermiques produisent de l'électricité, selon l'évaluation du DOE pour 2013. Les centrales géothermiques peuvent également prélever et consommer d'importantes quantités d'eau, selon le DOE, ce qui les rend susceptibles de manquer d'eau en raison de changements dans les précipitations ou du réchauffement des températures" (USGAO 2014).

94 % de toutes les ressources géothermiques américaines connues sont situées en Californie.



Figure 1. Carte des régions géothermiques des États-Unis.

Source : NREL 2016. Capacité totale estimée des projets géothermiques aux États-Unis (en mégawatts) par région géothermique (2012-2015). Cette figure met en évidence les régions dans lesquelles une proportion importante de projets ont été soit abandonnés, soit reportés : Batholithe de l'Idaho (100 %), zone du rift du golfe de Californie (77 %), Alaska (45 %), bassin et chaîne du Nord-Ouest (47 %), zone de transition de la Walker-Lane (44 %) et bassin et chaîne du Nord (36 %).

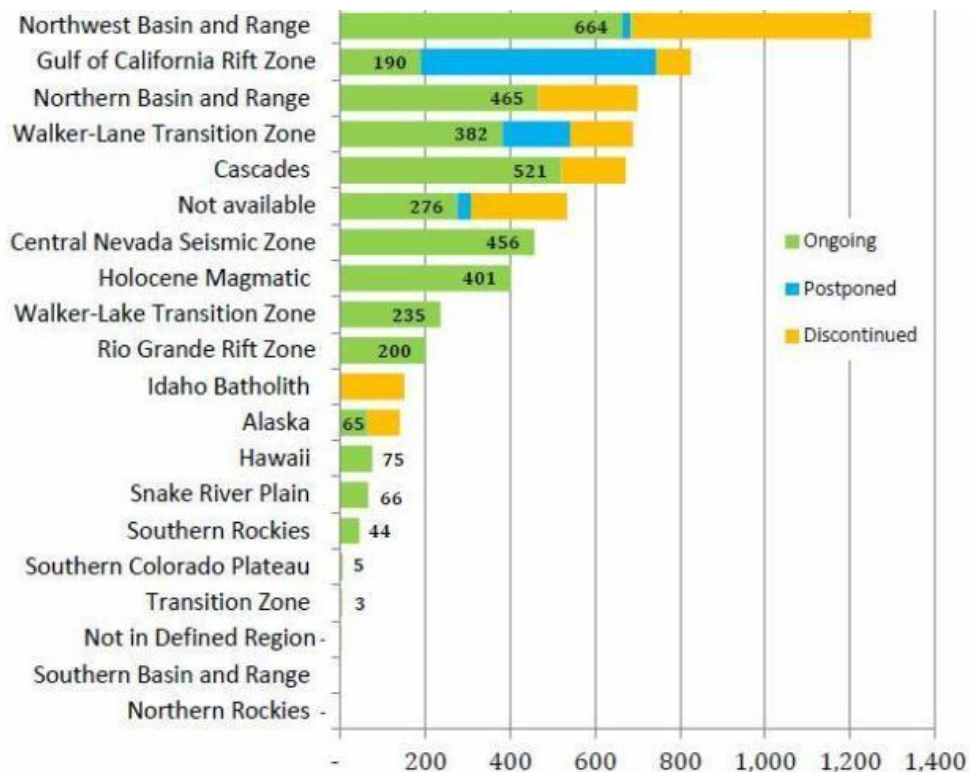


Figure 2. Source : NREL 2016. Capacité totale estimée des projets géothermiques aux États-Unis (en mégawatts) par région géothermique (2012-2015). Cette figure met en évidence les régions dans lesquelles une

proportion importante de projets ont été soit abandonnés, soit reportés : Batholithe de l'Idaho (100 %), zone du rift du golfe de Californie (77 %), Alaska (45 %), bassin et chaîne du Nord-Ouest (47 %), zone de transition de la Walker-Lane (44 %) et bassin et chaîne du Nord (36 %).

L'absence de lignes de transport d'électricité est à l'origine de nombreux sites géothermiques

Seules quelques zones urbaines de Californie et d'autres États disposant de ressources géothermiques (c'est-à-dire de volcans, de sources chaudes et de geysers) sont suffisamment proches pour les exploiter. En effet, le coût de l'ajout de très longues lignes de transmission à des geysers éloignés peut rendre une ressource géothermique trop chère - elles sont déjà très chères même lorsqu'elles sont plus proches des villes. De plus, à moins que la ressource géothermique ne soit très importante, les lignes de transmission perdent plus d'énergie que les centrales électriques classiques (CEC 2014 page 73).

Obtenir le financement est difficile

L'environnement actuel pour le financement de projets d'énergie indépendants est difficile. Parmi ces défis figurent la faiblesse des bénéfices des entreprises, les changements d'orientation des entreprises et une aversion accrue pour le risque. En conséquence, un certain nombre d'institutions financières qui étaient auparavant les principaux souscripteurs se retirent du marché ou adoptent un profil plus bas dans le financement de projets.

Les projets de biomasse et de géothermie sont considérés comme plus risqués que les projets de gaz naturel, d'énergie solaire et éolienne. Cela se traduit par un effet de levier plus faible, une tarification plus élevée et des DSCR plus élevés que pour les autres technologies de production. Le niveau de risque plus élevé des projets de biomasse et de géothermie est en partie attribué à la technologie et aux sources de combustible. Les centrales électriques à combustibles solides nécessitent plus d'infrastructures de projet que les autres types de combustibles. Les projets géothermiques ont un approvisionnement en vapeur intrinsèquement incertain, comme on l'a vu aux Geysers. Une partie du risque repose également sur le nombre relativement faible de ces projets en cours de développement.

L'augmentation constante des frais d'accès aux roues que l'ISO de Californie prévoit de mettre en place au cours de la prochaine décennie représente un coût important et croissant pour les promoteurs de projets d'énergies renouvelables qui trouvent leurs meilleures ressources renouvelables dans des endroits éloignés de la demande.

Leur développement peut être risqué car ils ne fonctionnent pas toujours. En juin 1980, Southern California Edison (SCE) a commencé à exploiter une centrale électrique expérimentale de 10 MW sur le champ géothermique de Brawley, également dans le comté d'Imperial. Cependant, après quelques années d'exploitation, le développement a été interrompu en raison de la corrosion, des incertitudes liées au réservoir et de la présence de saumures à forte salinité.

Problèmes liés aux installations géothermiques

La base de ressources géothermiques comprend deux composantes : l'hydrothermie (eau chauffée par la Terre) qui existe jusqu'à une profondeur d'environ 3 km, et les systèmes géothermiques améliorés (EGS) associés à des roches chauffées à faible perméabilité ou à faible porosité à des profondeurs allant jusqu'à 10 km.

Une Académie nationale des sciences a conclu que les ressources hydrothermales sont trop faibles pour avoir un impact global majeur sur la production totale d'électricité aux États-Unis - au mieux 13 GW de capacité électrique dans les ressources identifiées (NAS 2009).

La plus grande installation géothermique au monde est celle des Geysers, en Californie du Nord, qui occupe une superficie de 30 miles carrés. Les 15 centrales électriques ont une capacité de production nette totale d'environ 725 MW d'électricité, soit assez pour alimenter 725 000 foyers (Heinberg).

- Les centrales géothermiques émettent souvent du sulfure d'hydrogène, du CO₂ et des boues toxiques contenant des composés d'arsenic, de mercure, de soufre et de silice.
- Des terrains supplémentaires peuvent être nécessaires pour éliminer les déchets et les sels excédentaires des eaux souterraines et l'eau douce peuvent être une force limitante puisque les systèmes hydrothermaux et les systèmes de roche sèche ont tous deux besoins d'eau
- Les coûts de maintenance sont élevés car la vapeur est corrosive et dépose des minéraux, ce qui bouche les tuyaux et détruit les vannes.
- Lorsque vous extrayez de l'énergie d'à peu près n'importe quoi, elle diminue, il en va de même pour la géothermie. Vous devez donc sans cesse chercher de nouvelles perspectives. Par exemple, la région des "Geysers" en Californie du Nord est passée de 2000 MWe à 850 MWe depuis qu'elle a été exploitée pour la première fois. J. Coleman. 15 avril 20001. À bout de souffle : Le champ géothermique a été exploité comme source d'énergie alternative. Associated Press.
- Nous avons besoin d'une percée dans les matériaux qui ne fondent pas pour forer assez profondément afin d'obtenir une puissance significative dans les zones non géothermiques.

- Vous pouvez perdre une quantité importante de vapeur parce que l'eau que vous versez dans le trou est si chaude qu'elle fracture les roches et s'échappe dans les fissures avant de pouvoir remonter par le conduit de vapeur. Au fil du temps, la production de vapeur pour la production d'électricité diminue de plus en plus.
- Si vous vouliez exploiter la chaleur sans aucune activité géothermique, cela devient très gourmand en énergie, car vous devez forer beaucoup plus profondément (les sources géothermiques sont déjà proches de la surface), la roche en dessous doit être fracturée (ce qui est déjà le cas dans les régions géothermiques) pour libérer de la vapeur, et fracturer et maintenir la roche fracturée demande beaucoup plus d'énergie continue que le forage initial.
- Personne n'a encore trouvé comment faire de la roche chaude et sèche de manière économique - le temps presse.
- Même si la géodynamique réussit à transposer ses expériences à l'échelle d'une véritable centrale géothermique, cela sera en grande partie dû à l'emplacement : "C'est le meilleur endroit au monde, un monstre de géologie", a déclaré à Reuters le directeur général de Geodynamics, Bertus de Graaf. "C'est vraiment un heureux hasard, la façon dont les éléments - la température, la tectonique, les roches isolantes - se sont réunis ici.

Bien que ce serait formidable si nous pouvions accéder à la chaleur à 3 à 10 km sous terre, de telles opérations se refroidiraient tellement qu'elles devraient être arrêtées dans les 20 à 30 ans, et les puits de production devraient être reforés tous les 4 à 8 ans entre-temps. De toute façon, nous ne savons pas comment faire. Malgré les forages pétroliers et gaziers, nous n'avons pas beaucoup d'expérience à cette profondeur et nous ne savons pas comment améliorer les performances de transfert de chaleur pour les fluides à basse température dans la production d'électricité. Un autre défi consiste à améliorer les techniques de stimulation des réservoirs afin d'obtenir une connectivité suffisante dans la roche fracturée. La France essaie de faire en sorte que cela fonctionne depuis plus de deux décennies, alors ne retenez pas votre souffle (NAS 2009).

Coûts de la technologie géothermique

Les technologies géothermiques restent viables en Californie, bien qu'elles soient soumises à un certain nombre de limitations qui sont susceptibles de réduire le nombre de sites développés en Californie.

Le coût des ressources géothermiques est largement déterminé par les coûts très variables et importants du forage et du développement des puits. Ces coûts sont propres à chaque site et représentent un risque important pour le développeur. Si un puits réussi peut être capable de produire de l'électricité à faible coût, d'autres puits dans la même région peuvent nécessiter un investissement beaucoup plus important en temps et en ressources avant de produire efficacement. Les coûts des nouvelles centrales géothermiques devraient augmenter légèrement au cours des prochaines années. Il est peu probable que les limites d'emplacement et de forage s'améliorent en Californie, alors qu'à l'échelle nationale, très peu de projets géothermiques sont en cours de développement.

Facteurs affectant le développement futur de la géothermie

L'abondance relative des ressources géothermiques de la Californie par rapport au reste des États-Unis ne signifie pas que la production d'énergie géothermique serait viable ou rentable partout dans l'État. Les promoteurs doivent tenir compte de multiples facteurs de coût et de viabilité lorsqu'ils décident de l'emplacement de nouvelles centrales géothermiques. À leur tour, ces considérations déterminent les estimations des coûts futurs des nouvelles centrales géothermiques en Californie. Les considérations relatives au développement de centrales géothermiques dans des ressources à dominance liquide comprennent (Kagel, 2006) :

- Coûts d'exploration - L'exploration et la cartographie des ressources géothermiques potentielles sont des activités essentielles et parfois coûteuses. Elle permet de définir efficacement les caractéristiques de la ressource géothermique.
- Coûts de confirmation - Il s'agit des coûts associés à la confirmation du potentiel énergétique d'une ressource par le forage de puits de production et le test de leur débit jusqu'à ce qu'environ 25 % de la capacité de la ressource nécessaire au projet soit confirmée.
- Coûts du site et du développement - Ils couvrent toutes les activités restantes qui permettent de mettre en service une centrale électrique, notamment Forage - Le taux de réussite pour le forage de puits de production pendant le développement du site est en moyenne de 70 à 80 % (Entingh, et al., 2012). La taille du puits et la profondeur du réservoir géothermique sont les facteurs les plus importants pour déterminer le coût du forage.
- Location et autorisation des projets - Comme tous les projets de production d'électricité, les centrales géothermiques doivent se conformer à une série d'exigences légales liées aux préoccupations environnementales et aux critères de construction.
- Réseau de canalisations - Le réseau de canalisations est nécessaire pour relier la centrale électrique aux puits de production et d'injection. Les puits de production amènent le fluide géothermique (ou saumure) à la surface pour être utilisé pour la production d'électricité, tandis que les puits d'injection renvoient le fluide utilisé au système géothermique pour être réutilisé.
- Conception et construction des centrales électriques - Lors de la conception d'une centrale électrique, les développeurs doivent trouver un équilibre entre la taille et la technologie des matériaux de la centrale, d'une part, et l'efficacité et la rentabilité, d'autre part. La conception et la construction d'une centrale électrique dépendent du type de centrale (binaire ou flash) ainsi que du type de cycle de refroidissement utilisé (refroidissement par eau ou par air).
- Transport - Comprend les coûts de construction de nouvelles lignes, de mise à niveau des lignes existantes ou de nouveaux transformateurs et sous-stations.

Un autre facteur important contribuant aux coûts globaux est celui des coûts d'exploitation et d'entretien, qui comprennent tous les coûts encourus pendant la phase opérationnelle de la centrale électrique (Hance, 2005). Les coûts d'exploitation comprennent la main d'œuvre, les dépenses pour les biens consommables, les taxes, les redevances et autres charges diverses.

Les coûts d'entretien consistent à maintenir l'équipement en bon état de fonctionnement. En outre, l'entretien du champ de vapeur, y compris l'entretien des puits de production et d'injection (pipelines, routes, etc.) et le forage de puits d'appoint, implique des dépenses considérables.

Les facteurs de développement ne sont pas constants pour chaque site géothermique. Chacun des facteurs ci-dessus peut varier de manière significative en fonction des caractéristiques spécifiques du site.

Le forage d'appoint vise à compenser la baisse de productivité naturelle des puits de démarrage du projet en forant des puits de production supplémentaires. Les principaux facteurs de coût des centrales géothermiques (non mentionnés directement ci-dessus car ils sont très spécifiques au projet) sont les retards du projet, la température de la ressource et la taille de la centrale.

La température de la ressource est un paramètre essentiel qui influence le coût des équipements de la centrale. Chaque centrale électrique est conçue pour optimiser l'utilisation de la chaleur fournie par le fluide géothermique. La taille, et donc le coût, des différents composants (par exemple, les échangeurs de chaleur) est déterminée par la température de la ressource. Plus la température de la ressource augmente, plus l'efficacité du système électrique augmente, et le coût spécifique des équipements diminue à mesure que l'on produit plus d'énergie avec des équipements similaires. Comme les systèmes binaires utilisent des températures de fonctionnement des ressources plus basses que les systèmes à vapeur de revaporisation, on peut s'attendre à ce que les coûts binaires soient plus élevés. La figure 33 fournit des estimations de l'écart de coût dû à la température des ressources. Comme le montre la figure, le coût des systèmes binaires varie de 2 000 \$/kWh à un peu plus de 4 000 \$/kWh, tandis que celui des systèmes de vapeur de revaporisation varie de 1 000 \$/kWh à un peu plus de 3 000 \$/kWh (Hance, 2005).

Considérations relatives au développement technologique

En plus des facteurs de coût énumérés dans la section précédente du rapport concernant les centrales binaires géothermiques, pour certaines centrales à flamme, un fluide géothermique corrosif peut nécessiter l'utilisation de tuyaux résistifs et de ciment. L'ajout d'un revêtement en titane pour protéger le tubage peut augmenter considérablement le coût du puits. Ce type d'exigence est rare aux États-Unis, on ne le trouve que dans la ressource de la mer de Salton, dans le sud de la Californie (Hance, 2005).

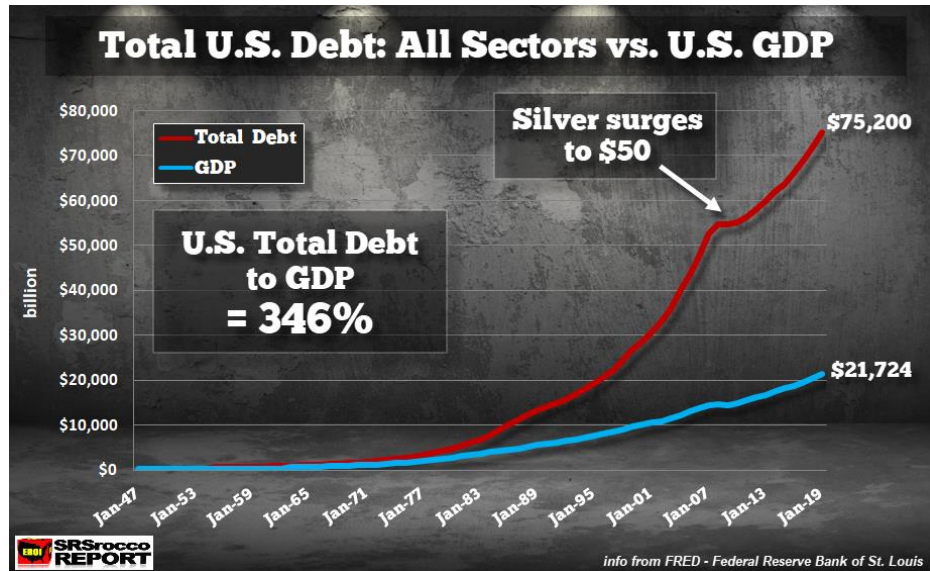
Bradley, Robert L., Jr. Geothermal : The Nonrenewable Renewable. Centre national pour l'analyse des politiques.

LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE : La dette publique et privée totale des États-Unis devrait atteindre 80 000 milliards de dollars au deuxième trimestre 2020

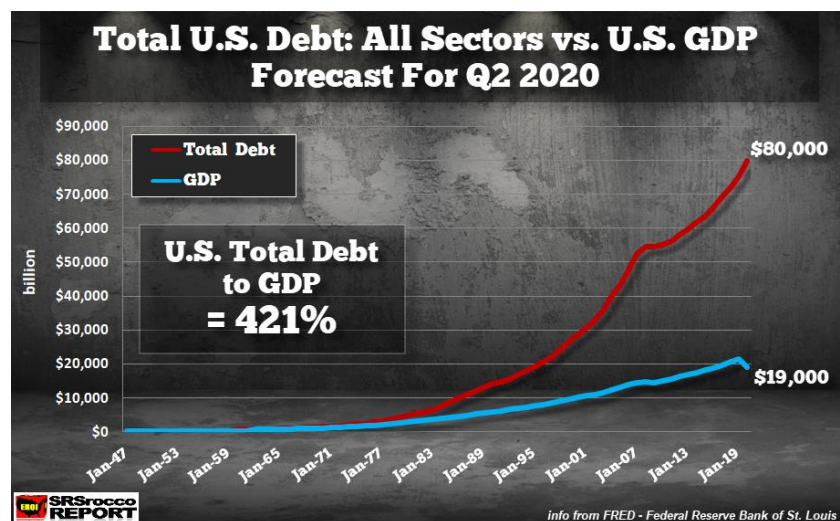
Posté par Steve Rocco le 27 juin 2020

Lorsque les résultats seront publiés, les données économiques du deuxième trimestre seront les plus mauvaises jamais enregistrées. Avec l'impression massive de monnaie par le gouvernement américain, la dette publique a gonflé de plus de 3 000 milliards de dollars depuis le blocage de l'économie nationale. La dette publique et privée totale des États-Unis dépassera probablement 80 000 milliards de dollars au deuxième trimestre 2020.

Voici ma dernière mise à jour concernant la dette totale des États-Unis, tous secteurs confondus, par rapport au PIB, pour le début de l'année 2019 :



La dette américaine totale pour le quatrième trimestre 2019 était de 75,2 billions de dollars. Cependant, la Fed a actualisé le chiffre à 75,4 billions de dollars. Au premier trimestre 2020, la dette totale des États-Unis s'élevait à 77,6 billions de dollars, soit une hausse de 2,4 billions de dollars en un seul trimestre. Si l'on suppose que la dette publique américaine augmentera d'au moins 2 500 milliards de dollars d'ici le deuxième trimestre 2020, le total atteindra au moins 80 000 milliards de dollars :



J'ai prévu que le PIB américain tomberait à 19 000 milliards de dollars au deuxième trimestre 2020. Si c'est vrai, le rapport dette/PIB américain total sera de 421 %, contre 346 % il y a deux trimestres à peine. À un moment donné, toute cette dette aura de l'importance.

Vous remarquerez que depuis 1970 environ, la dette totale a augmenté beaucoup plus que le PIB. Je crois que cela est dû au pic de la production américaine de pétrole conventionnel. Comme la production pétrolière américaine a atteint un pic et a diminué, les États-Unis ont financé leur croissance économique davantage par la dette. Aujourd'hui, nous pouvons constater que la dette augmente de manière exponentielle alors que le PIB va commencer à s'aplatir et à diminuer.

C'est une terrible nouvelle pour les Américains qui détiennent la plupart de leurs richesses sous forme d'actions, d'obligations et de biens immobiliers.

La surconsommation et l'économie de croissance sont les principaux moteurs des crises environnementales

par University of New South Wales 19 juin 2020



Un groupe de chercheurs, dirigé par un scientifique de l'UNSW spécialisé dans le développement durable, a passé en revue les discussions universitaires existantes sur le lien entre la richesse, l'économie et les impacts associés, pour arriver à une conclusion claire : la technologie ne nous mènera pas loin dans la voie du développement durable - nous avons besoin de changements profonds dans notre mode de vie et de paradigmes économiques différents.

Dans leur étude, publiée aujourd'hui dans Nature Communications et intitulée "Scientists' Warning on Affluence", les chercheurs ont résumé les preuves disponibles, en identifiant les solutions possibles.

"Les récentes mises en garde des scientifiques ont fait un excellent travail de description des nombreux périls auxquels notre monde naturel est confronté en raison des crises du climat, de la biodiversité et des systèmes alimentaires, pour n'en citer que quelques-uns", déclare l'auteur principal, le professeur Tommy Wiedmann de l'UNSW Engineering.

"Cependant, aucun de ces avertissements n'a explicitement pris en compte le rôle des économies axées sur la croissance et la recherche de l'abondance. Dans l'avertissement de nos scientifiques, nous identifions les forces sous-jacentes de la surconsommation et énonçons les mesures nécessaires pour s'attaquer à l'écrasante "puissance" de la consommation et au paradigme de la croissance économique - c'est le vide que nous comblons.

"La principale conclusion de notre étude est que nous ne pouvons pas compter uniquement sur la technologie pour résoudre les problèmes environnementaux existentiels - comme le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution - mais que nous devons également changer nos modes de vie riches et réduire la surconsommation, en combinaison avec les changements structurels".

Au cours des 40 dernières années, la croissance de la richesse mondiale n'a cessé de dépasser tout gain d'efficacité.

"La technologie peut nous aider à consommer plus efficacement, c'est-à-dire à économiser l'énergie et les ressources, mais ces améliorations technologiques ne peuvent pas suivre le rythme de nos niveaux de consommation toujours croissants", déclare le professeur Wiedmann.

Réduire la surconsommation dans les pays les plus riches du monde

Selon Julia Steinberger, co-auteur et professeur d'économie écologique à l'université de Leeds, la richesse est souvent présentée comme une chose à laquelle on peut aspirer.

"Mais notre article a montré qu'elle est en fait dangereuse et qu'elle conduit à une destruction à l'échelle planétaire. Pour nous protéger de l'aggravation de la crise climatique, nous devons réduire les inégalités et remettre en question la notion selon laquelle les richesses, et ceux qui les possèdent, sont intrinsèquement bons".

En fait, les chercheurs affirment que les citoyens riches du monde sont responsables de la plupart des impacts environnementaux et sont au cœur de toute perspective future de repli vers des conditions plus sûres.

"La consommation des ménages aisés dans le monde entier est de loin le facteur le plus déterminant - et le plus rapide - de l'augmentation des impacts environnementaux et sociaux mondiaux", déclare le co-auteur Lorenz Keysser de l'ETH Zurich.

"Les discussions actuelles sur la manière de traiter les crises écologiques au sein de la science, de la politique et des mouvements sociaux doivent reconnaître la responsabilité des plus riches dans ces crises".

Les chercheurs affirment que la surconsommation et l'affluence doivent être abordées par le biais de changements de mode de vie.

"Ce n'est presque jamais reconnu, mais toute transition vers la durabilité ne peut être efficace que si les avancées technologiques sont complétées par des changements de mode de vie de grande envergure", déclare le co-auteur Manfred Lenzen, professeur de recherche sur la durabilité à l'université de Sydney.

"On me demande souvent d'expliquer cette question lors de réunions sociales. Habituellement, je dis que ce que nous voyons ou associons à nos problèmes environnementaux actuels (voitures, électricité, avions) n'est que la pointe de notre iceberg personnel. Ce sont toutes les choses que nous consommons et la destruction de l'environnement qu'elles incarnent qui forment la partie immergée de l'iceberg. Malheureusement, une fois que nous avons compris cela, les implications pour notre mode de vie sont souvent si confrontées que le déni s'installe".

Aucun niveau de croissance n'est durable

Cependant, les scientifiques affirment que la responsabilité du changement ne repose pas uniquement sur les individus - des changements structurels plus larges sont nécessaires.

"Les tentatives des individus de changer de mode de vie peuvent être vouées à l'échec, parce que les sociétés, les économies et les cultures existantes encouragent l'expansion de la consommation", déclare le professeur Wiedmann.

Un changement des paradigmes économiques est donc indispensable.

"L'impératif structurel de croissance dans des économies de marché compétitives conduit les décideurs à se voir contraints de soutenir la croissance économique et d'empêcher les changements sociétaux nécessaires", déclare le professeur Wiedmann.

"Nous devons donc sortir de notre obsession de la croissance économique - nous devons vraiment commencer à gérer nos économies de manière à protéger notre climat et nos ressources naturelles, même si cela signifie une croissance moindre, nulle ou même négative.

"En Australie, cette discussion n'a pas lieu du tout - la croissance économique est le seul et unique mantra prêché par les deux principaux partis politiques. En Nouvelle-Zélande, la situation est très différente : le budget de bien-être 2019 est un exemple de la manière dont les investissements publics peuvent être orientés dans une direction plus durable, en transformant l'économie plutôt qu'en la faisant croître".

Les chercheurs affirment que la "croissance verte" ou la "croissance durable" est un mythe.

"Tant que la croissance - tant économique que démographique - ne pourra pas suivre la réduction des impacts, les impacts environnementaux globaux ne feront qu'augmenter", déclare le professeur Wiedmann.

Une façon de faire respecter ces changements de mode de vie pourrait être de réduire la surconsommation des super-riches, par exemple par des politiques fiscales.

"Les partisans de la décroissance vont un peu plus loin et suggèrent un changement social plus radical qui éloigne le capitalisme vers d'autres formes de gouvernance économique et sociale", déclare le professeur Wiedmann.

"Les politiques peuvent inclure, par exemple, des éco-taxes, des investissements verts, une redistribution des richesses par le biais de la fiscalité et un revenu maximum, un revenu de base garanti et une réduction du temps de travail".

Modéliser un avenir alternatif

L'équipe du professeur Wiedmann veut maintenant modéliser des scénarios pour des transformations durables, c'est-à-dire explorer différentes voies de développement avec un modèle informatique pour voir ce que nous devons faire pour obtenir le meilleur résultat possible.

"Nous avons déjà commencé à le faire avec une recherche récente qui a montré qu'une Australie plus juste, plus verte et plus prospère est possible - tant que les dirigeants politiques ne se concentrent pas uniquement sur la croissance économique.

"Nous espérons que cette étude montre une perspective différente sur ce qui importe et nous aide à surmonter des opinions profondément ancrées sur la façon dont les humains doivent dominer la nature et sur la façon dont

nos économies doivent croître toujours plus. Nous ne pouvons pas continuer à nous comporter comme si nous disposions d'une planète de rechange".

Commentaire de Jean-Marc Jancovici "54 ans après l'article de Kenneth Boulding "The Economics of the coming spaceship Earth" (https://lnkd.in/ejMCc_A), où l'on pouvait déjà lire que dans un système fermé la croissance de la production deviendrait un problème et non une solution, et 48 ans après The Limits to Growth (<https://lnkd.in/ev4N-EA>), qui a quantifié les propos du précédent d'une certaine manière, un groupe de chercheurs publie dans Nature un article pour dire que la croissance verte, c'est comme une fourmi de dix-huit mètres avec un chapeau sur la tête, ça n'existe pas.

Nos chercheurs montrent en effet que la technologie ne fait au mieux que réduire la croissance des impacts quand l'activité économique augmente, mais ne les "annule" pas.

Il est intéressant de noter que l'expression de cette incompatibilité entre croissance économique et baisse des impacts vient de physiciens, chimistes (Meadows et Boulding) et ingénieurs (une partie des auteurs du papier de Nature), mais pas d'économistes "classiques", qui, une fois qu'ils comprennent que leurs raisonnements sont basés sur des prérequis qui n'existent nulle part dans la vraie vie (dont l'absence de limites physiques), deviennent "prisonniers de leurs rentes" (comme nous tous !) et sont extrêmement rarement capables d'en sortir."

Vous voulez l'électricité la plus chère et la moins fiable du monde ? Essayez l'énergie éolienne en mer

par stopthesethings 29 juin 2020



Vous voulez payer une fortune pour un pouvoir délivré dans le chaos et les crises ? Pourquoi ne pas essayer l'énergie éolienne en mer ?

Le coût réel de l'énergie éolienne intermittente et chaotique est stupéfiant ; le coût de l'énergie éolienne en mer est astronomique.

Le coût en capital de l'énergie éolienne en mer est plusieurs fois supérieur à celui de l'énergie éolienne dans les enclos d'un agriculteur idiot. Pour récupérer ce coût en capital, l'énergie éolienne en mer est 25 fois plus chère que le charbon, le gaz ou le nucléaire.

Interdite sur terre, l'industrie éolienne britannique est entièrement en mer depuis des années. Continuer le rort, c'est convaincre un public crédule que l'énergie éolienne offshore est pratiquement gratuite, et de moins en moins chère.

Paul Homewood explique ci-dessous la différence entre les faits coûteux et la fiction de propagande.

La BBC se vante du parc éolien de Hornsea, mais oublie d'en mentionner le coût

Peu de gens le savent

Paul Homewood 9 juin 2020

Justin Rowlatt, de la BBC, l'a souligné dans son article sur les énergies renouvelables :

Le Royaume-Uni possède aujourd'hui la plus grande industrie éolienne offshore du monde, ainsi que le plus grand parc éolien individuel, achevé au large des côtes du Yorkshire l'année dernière.

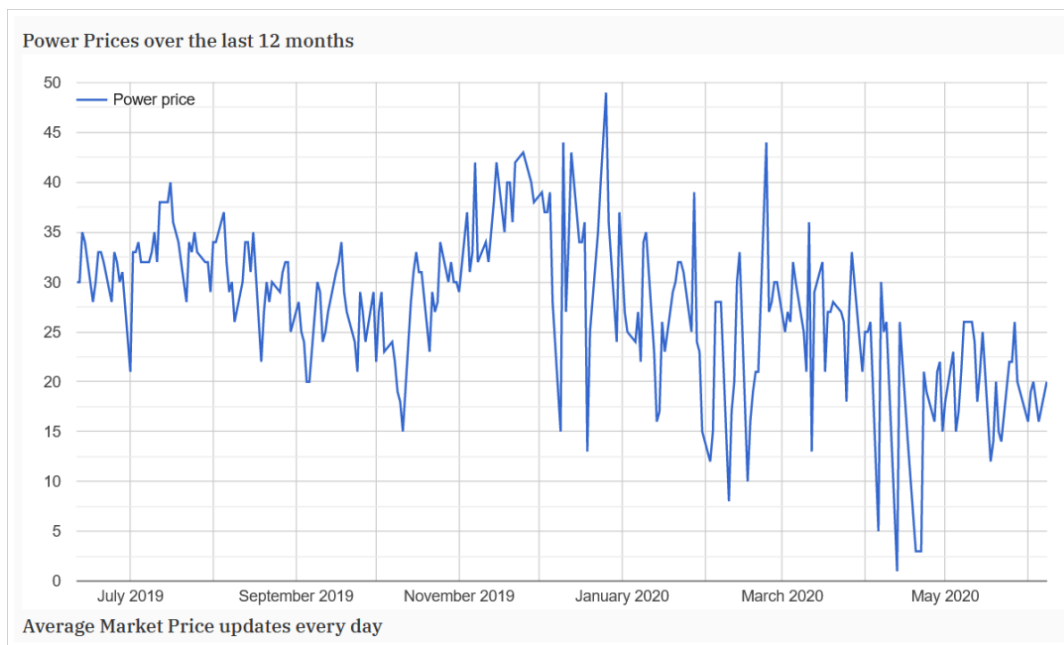
Rien ne pourrait mieux résumer l'obsession débile des énergies renouvelables que cette déclaration. Il y a en fait une bonne raison pour laquelle nous avons la plus grande industrie éolienne offshore - nous sommes le seul pays assez bête pour payer la facture exorbitante pour cela.

Le plus grand parc éolien, bien sûr, est Hornsea, un projet de 1200MW. C'est peut-être le plus grand, mais il se trouve que c'est aussi l'une des sources d'électricité les plus chères du monde.

Le prix du contrat pour Hornsea est de 162,47 £/MWh, ce qui, selon le CfD, est un prix garanti, qui sera indexé pendant 15 ans. En bref, une licence pour imprimer de l'argent.

Hornsea Phase 2 Hornsea 1 Limited	
Relevant Dates	
Date CFD Register Entry was Last Updated	30th April, 2020
Target Commissioning Date	31st March, 2020
Target Commissioning Window Start Date	31st March, 2020
Start Date	31st March, 2020
Strike price	
Initial Strike Price	140.00£/MWh
Change to Strike Price (where applicable)	22.47£/MWh
Current strike price	162.47£/MWh

Le prix actuel du marché de l'électricité est inférieur à 20 £/MWh, ce qui fait que Hornsea obtient huit fois plus que s'il devait faire du commerce sur le marché.



Aux prix actuels, Hornsea recevra une subvention annuelle d'environ 600 millions de livres sterling. OK, si les prix reviennent à des niveaux plus normaux d'environ 40 £/MWh, lorsque l'activité économique reprendra, la subvention sera légèrement inférieure.

Mais voilà le hic. Que les prix soient élevés ou bas, les propriétaires de Hornsea recevront de toute façon leur prix garanti. Le système leur permet même de vendre chaque unité d'électricité qu'ils produisent, et s'il y a un surplus d'électricité sur le marché, ils seront payés pour NE PAS produire.

En d'autres termes, il n'y a aucun risque commercial pour Hornsea. Une licence pour imprimer de l'argent, tout cela aux dépens des payeurs de factures.

Hornsea, d'ailleurs, est la propriété conjointe d'Oersted (anciennement DONG) et de Global Infrastructure Partners LLP, un fonds de richesse mondial. J'ai du mal à comprendre comment le fait d'envoyer des centaines de millions de livres sterling chaque année à l'une ou l'autre de ces sociétés peut éventuellement profiter à l'économie britannique.

Peut-être Justin Rowlatt pourrait-il nous expliquer ?

[Not a Lot of People Know That](#)

Chesapeake Energy, la faillite du symbole de la révolution énergétique américaine

Texte par : [Sébastien SEIBT](#) Publié le : 30/06/2020



Chesapeake Energy était considéré comme le pionnier de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis
REUTERS - Brett Carlsen

La crise sanitaire du Covid-19 a accéléré la chute de Chesapeake Energy, le pionnier américain du gaz de schiste et géant de l'énergie, qui a été l'une des pièces maîtresses de la stratégie américaine pour réduire sa dépendance au pétrole des pays du Golfe.

C'est un pan de l'histoire économique américaine du début de XXI^e siècle qui vient de s'effondrer. La faillite de Chesapeake Energy, annoncée dimanche 28 juin, marque la chute de l'entreprise qui a lancé la ruée vers le gaz de schiste aux États-Unis et incarné durant plus d'une décennie la révolution énergétique américaine. La société n'a pas survécu à la pandémie de Covid-19 qui a [entraîné une chute historique des prix des énergies fossiles](#).

Chesapeake Energy, qui valait plus de 38 milliards de dollars en Bourse à son apogée en 2008, [s'est mise sous la protection de la loi américaine sur les faillites](#) avec seulement environ 80 millions de dollars dans ses caisses. Loin de ce qu'il faudrait pour couvrir ses pertes au premier trimestre (plus de 8 milliards de dollars) et faire face à une montagne de dettes (près de 9,5 milliards de dollars).

De faux airs de success story

Le coronavirus a tourné la dernière page de l'histoire mouvementée d'une entreprise depuis longtemps dans le collimateur des organisations de défense de l'environnement. Pour ces dernières, Chesapeake Energy incarnait le grand Satan de la [fracturation hydraulique](#), cette technique pour aller pomper du gaz et du pétrole dans la roche schisteuse et qui est soupçonnée d'avoir fait des dégâts irrémediables aux sous-sols nord-américains.

Mais d'autres voyaient en Chesapeake Energy la pièce maîtresse de la renaissance énergétique américaine. "Sans cette entreprise, il n'y aurait pas eu de révolution du gaz de schiste, et pas d'indépendance énergétique des États-Unis, point final", a déclaré un spécialiste américain des restructurations industrielles anonyme, [contacté par le Financial Times](#).

L'histoire de Chesapeake Energy a des [faux airs de success story](#). L'ex-géant de l'énergie a été fondé en 1989 à Oklahoma City par deux amis de 29 ans convaincus que les discours de l'époque sur le pic pétrolier étaient inutilement alarmistes. Avec un apport initial de seulement 50 000 dollars, ils ont commencé à acheter et louer des terres dont les grands groupes gaziers et pétroliers ne voulaient pas, dans l'espoir d'en extraire un jour ce qui ne s'appelait pas encore gaz ou pétrole de schiste.

Ils sont continué sur leur lancée, dépensant sans compter tout ce qu'ils pouvaient emprunter pour obtenir des droits de forage sur tout le territoire américain. Vingt ans après sa création, l'empire Chesapeake couvrait plus de 60 000 km², le long d'un corridor allant de la région des montagnes des Appalaches, au nord-est des États-Unis, jusqu'au sud du Texas.

Patron le mieux payé des États-Unis

C'était la belle époque pour le groupe, alors considéré comme le deuxième plus important producteur de gaz naturel du pays. Le prix du précieux hydrocarbure connaissait alors une envolée et Aubrey McClendon, le charismatique PDG et cofondateur de Chesapeake, devenait en 2008 le grand patron le mieux payé du pays avec un chèque plus de 100 millions de dollars.

C'était aussi les beaux jours pour Oklahoma City, dont la renaissance économique du début des années 2000 doit beaucoup aux largesses de Chesapeake Energy et de son PDG. Parmi ses investissements les plus conséquents, Aubrey McClendon y a fait construire un gigantesque stade de basket, a participé au rachat en 2006 de l'équipe de NBA Seattle Supersonics pour en faire le Thunder d'Oklahoma City et a fait bâtir un imposant centre commercial dans le but affiché d'offrir des débouchés à des jeunes de la région tentés d'aller chercher fortune ailleurs.

Interrogé en 2005 sur sa frénésie dépensière, Aubrey McClendon avait répondu que lui "demander quoi faire avec l'argent, c'est comme demander à un étudiant d'une fraternité universitaire ce qu'il va faire avec de la bière". Sauf que les effets de l'alcool s'estompent pour l'étudiant, tandis les dettes contractées par Chesapeake Energy demeurent.

Après la crise financière de 2008, le poids des remboursements à payer est devenu un souci majeur pour le groupe qui rencontrait toujours plus de difficulté à trouver des nouveaux prêteurs. Surtout que Chesapeake Energy n'était plus le seul sur le créneau du gaz de schiste. L'offre devenant de plus en plus abondante, les prix ont dégringolé, privant l'entreprise de précieuses rentrées d'argent.

Mauvais timing

Mais début 2010, Chesapeake Energy était jugé "too big too fail" (c'est-à-dire qu'une faillite aurait eu des conséquences économiques trop lourdes) et, surtout, trop important pour la stratégie américaine visant à devenir moins dépendant de l'or noir des pays du Golfe. Les banques ont ainsi volé au secours du groupe, mais son PDG a été poussé vers la sortie en 2013.

Pour réduire les dettes du groupe, Robert Douglas Lawler, le nouveau patron de Chesapeake Energy a décidé, dès son entrée en fonction, de vendre certains actifs dans le gaz pour se concentrer sur le pétrole, où les marges sont plus importantes. Mais "le sens du timing n'aurait pas pu être pire", [souligne le Wall Street Journal](#).

En effet, à partir de 2014, [l'Arabie saoudite a entamé une guerre des prix](#) afin de préserver ses parts de marché face aux États-Unis, où le pétrole est plus cher à extraire. Le pari de Robert Douglas Lawler ne s'est donc pas avéré payant, même s'il a réussi à réduire la dette de Chesapeake Energy de plusieurs milliards de dollars.

Et lorsque la pandémie de Covid-19 est survenue, paralysant l'économie mondiale et réduisant la demande en énergie fossile, l'ex-roi du gaz de schiste n'avait plus les reins financiers suffisamment solides pour survivre à ce nouveau choc.

Si Chesapeake Energy est la faillite du secteur énergétique américain la plus symbolique et retentissante de la crise sanitaire à ce jour, elle n'est pas la seule. Depuis le début de l'année, une vingtaine de groupes engagés dans l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste ont déposé le bilan et, d'après une récente [analyse du cabinet économique Deloitte](#), plus d'une société du secteur sur trois risque de ne pas survivre à cette crise.

Cyril Dion, Rob Hopkins, Vincent Verzat, Andreas Malm, etc.
: le développement durable et ses apôtres



Je me permets de regrouper ici quelques billets publiés ces dernières semaines sur les réseaux sociaux, parce qu'ils me semblent discuter d'à peu près la même chose — à savoir l'espoir d'un développement durable de la société techno-industrielle, principale espérance de la plupart des écolos, de la gauche, des écomarxistes, etc., et principal objectif des dirigeants de la société industrielle — et qu'ils pourront peut-être intéresser les lecteurs de notre site (rien de très nouveau, mais quelques remarques concernant l'actualité). Ce qu'on remarque, somme toute, Dwight Macdonald le soulignait déjà en 1946 : « [L]es aspirations traditionnelles que l'idéologie marxiste dominante a transmises aux masses européennes en sont venues à coïncider dangereusement avec les intérêts de leurs dirigeants, à tel point que les tribuns du peuple se retrouvent dans la situation, aussi absurde que désagréable, d'exiger ce qui leur sera accordé de toute façon. Ils ne disposent pas du vocabulaire politique leur permettant de formuler des revendications qui serviraient réellement les intérêts des opprimés— et qui ne leur seraient pas accordées par les dirigeants. » (Le socialisme sans le progrès, p. 34)

I. L'industrie minière remercie chaudement la gauche écolo

Certains d'entre vous l'auront sans doute remarqué : la gauche outrée par [le documentaire de Jeff Gibbs, Ozzie Zehner et Michael Moore](#), l'accuse entre autres de « faire le jeu des diaboliques climato-sceptiques de droite », de plaire aux méchants. Idiotie parmi d'autres : si le documentaire a effectivement parfois été complimenté par des gens de droite et/ou climato-sceptiques, c'était le plus souvent très partiellement, la droite lui reprochant, au bout du compte, d'être « antihumain », de prôner la décroissance (cette hérésie), etc. Quoi qu'il en soit, une telle remarque n'a rien d'un argument, mais relève du sophisme par association (ce n'est pas parce qu'un imbécile applaudit une chose qu'elle est automatiquement mauvaise).

Cependant, on fera remarquer à la gauche que le développement des industries de production d'énergie dite « verte », « propre » ou « renouvelable » fait sans ambages (comme tout « développement », qui plus est industriel) le jeu du capitalisme tout entier. Pour preuve, on soulignera par exemple que « les énergies renouvelables sont de plus en plus populaires auprès des compagnies minières » (*PV Magazine*, qui nous rapporte aussi que « le secteur minier repose de plus en plus sur les renouvelables » ; *Mining Review* : « L'adoption des énergies renouvelables dans l'industrie minière s'accélère » ; etc.), ainsi qu'en témoigne un article récemment publié sur le site *mining.com* (« le site d'information et d'opinion sur l'industrie minière le plus lu au monde »), intitulé « C'est le moment d'investir dans les énergies renouvelables ». Nos amies les compagnies minières (et bien d'autres secteurs industriels du capitalisme) remercient chaudement la gauche techno-progressiste.

[Finances](#) > [Commodities](#)

Innovation : les compagnies minières se tournent vers les énergies renouvelables

Par Maimouna Dia | 25/10/2019, 8:05 | 1092 mots



(Crédits : Petra Diamonds)

II. Cyril Dion, Rob Hopkins, Christiana Figueres, Anne Hidalgo et Klaus Schwab : les grands esprits se rencontrent

« Ce rêve bleu vert, c'est un nouveau monde en couleurs
Où personne ne nous dit
C'est interdit
De croire encore au bonheur »

— Aladdin

« Mais si c'était justement ce dont nous avons besoin ? Devenir une armée de rêveurs. »

— Cyril Dion

La popularité de l'écologie des Dion, Delannoy, YAB & Co., s'explique d'abord, bien entendu, par la médiatisation dont ils bénéficient. Ils sont autorisés dans les médias de masse, invités sur les plateaux, collaborent avec le gouvernement, avec l'État, avec des organisations supra-étatiques comme l'ONU, etc.

Mais elle s'explique aussi par le côté rassurant, rassérénant, tranquillisant, de leurs propos — en tout cas vis-à-vis d'une certaine population, dont la perspective est largement le produit des institutions de la société industrielle capitaliste (notamment desdits médias, mais aussi du système scolaire, etc.), et donc qui apprécie (au moins en partie) la société industrielle, ses technologies, son « confort », le genre d'existence qu'elle octroie, qui a (au moins en partie) internalisé les contraintes qu'elle impose au point de les considérer comme à peu près acceptables, voire normales, qui ne considère pas l'État (le Léviathan) comme un problème, ni les fondements du capitalisme (son travail, division et spécialisation du travail, son système économique, le commerce, etc.), qui

aimerait beaucoup (qui rêve de) parvenir à une sorte de société techno-industrielle capitaliste mais plus juste, plus soutenable (plus « résiliente », qui soit en mesure de résister au changement climatique), bref, plus mieux. Et ça tombe bien, parce que c'est exactement la chimère promue par nos écolos !

Et pas que par nos écolos. Ce mirage d'une transformation de la société industrielle capitaliste afin qu'elle devienne plus juste et plus verte est désormais aussi mis en avant par « les patrons de l'ONU et du FMI », par le Forum de Davos, dont l'édition 2021 sera consacrée à l'élaboration d'un « nouveau contrat social », et dont le fondateur et toujours président, l'économiste allemand Klaus Schwab, propose une « grande réinitialisation » (*Great Reset*), notamment au moyen d'une « quatrième révolution industrielle ». Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lui, estime que « le moment est venu pour la communauté mondiale d'opérer un tournant radical », et que : « Nous devons repenser nos manières d'acheter et de consommer. Adopter des habitudes et des modèles agricoles et commerciaux durables. Protéger les espaces sauvages et la faune qui existent encore. Et faire en sorte que l'avenir soit vert et résilient. »

L'ex- « madame climat » de l'ONU (ex-secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)), Christiana Figueres, issue d'une famille de pouvoir (son père a été trois fois président du Costa Rica, sa mère était ambassadrice du Costa Rica en Israël, son frère aîné a aussi été président du Costa Rica, et est désormais président d'un think-tank créé par le milliardaire Richard Branson, fondateur du groupe Virgin), en appelle, elle, à une « mobilisation générale dans une phase critique pour la lutte contre le changement climatique », afin de précipiter « une transformation systémique qui ne peut être organisée que par les politiques publiques, ainsi que des changements financiers et du développement technologique massifs, principalement venant du secteur privé ».

La même Figueres chante d'ailleurs les louanges, à l'instar d'Anne Hidalgo, du dernier livre de Rob Hopkins, dont la traduction française, intitulée *Et si ?* et parue chez Actes Sud ce mois-ci, est bien entendu préfacée par Cyril Dion (comme quoi, tout ce beau monde est lié, interconnecté, comme une grande famille étendue, un clan solidairement, fraternellement unie autour d'un même objectif de justice, de paix, d'égalité, de protection de la veuve, de l'oisillon et de l'orphelin, mais surtout du Progrès technique et de la civilisation). Le dernier chapitre du livre de Rob Hopkins, un des plus importants sinon le plus important du livre, selon lui, est intitulé « Et si nos dirigeants donnaient la priorité à la culture de l'imagination ? » Tout le bouquin est à l'avenant.

C'est-à-dire qu'en parallèle d'un diagnostic souvent très léger, très superficiel, des problèmes auxquels nous faisons face, ces gens-là promeuvent toutes sortes de mesures, de réformes, de changements — parfois idiots, parfois impossibles, toujours reposant sur une évaluation incroyablement niaise ou naïve de la situation, des dynamiques actuelles, des jeux de pouvoir, des forces agissantes — dont ils croient, imaginent, espèrent ou (du moins) prétendent qu'ils pourraient rendre (un peu) plus juste, (un peu) plus durable, (un peu) plus agréable cette société industrielle capitaliste, dans laquelle on vit, et dont ils souhaitent conserver l'essentiel (« le meilleur », selon les mots de Dion).

Déni ? Pensée magique ? Fuite dans l'imaginaire ? Foutage de gueule tous azimuts ? Peut-être un peu de tout ça. Ce qu'il me semble, quoi qu'il en soit, c'est que tandis que la situation générale ne cesse d'empirer, le « rêve vert », illusoire et indésirable, que ces gens-là continuent de nous faire miroiter, occulte dangereusement, criminellement, certaines réalisations cruciales, nécessaires à la formation d'un mouvement de contestation en mesure de véritablement mettre un terme au désastre, en s'opposant à ses commanditaires et aux mécanismes, aux formations (l'État, le capitalisme) qui le perpétuent.



III. SAUVER LA PLANÈTE OU SAUVER LA CIVILISATION (BIS)

« Maintenant, vous nous dites que pour vivre il nous faut travailler ; or le Grand Esprit ne nous a pas faits pour travailler, mais pour vivre de la chasse. [...] Vous autres, hommes blancs, vous pouvez travailler si vous le voulez, nous ne vous gênons nullement ; mais à nouveau vous nous demandez : “Pourquoi ne devenez-vous pas civilisés ?” Nous ne voulons pas de votre civilisation ! »

— Crazy Horse, chef sioux Oglala, *Pieds nus sur la terre sacrée*.

« Mes jeunes gens ne travailleront jamais, les hommes qui travaillent ne peuvent rêver, et la sagesse nous vient des rêves. »

— Smohalla, Amérindien membre de la tribu des Wanapums, *Pieds nus sur la terre sacrée*.

« Le travail rend libre. » (Arbeit macht frei)

— Credo nazi. Phrase apposée par la société allemande IG Farben au-dessus du fronton de ses usines, puis inscrite à l'entrée des camps de concentration et des camps d'extermination nazis.

« Par le travail, la liberté ! »

— Credo soviétique. Formule que l'on trouvait inscrite sur un panneau à l'entrée de l'un des camps du goulag des îles Solovki.

« La transition énergétique peut créer 684 000 emplois. »

La vidéo de Vincent Verzat « Un avenir désirable » fait *un max de buzz*, plus de 2,6 millions de vues rien que sur MarkZuckerbook. Dedans, celui qui, quelques mois auparavant, produisait une vidéo sur l'importance de faire écrouler la civilisation industrielle, nous explique comment on pourrait la sauver, la rendre durable et bio d'ici 2030. Allez comprendre. Un escrologue, ça dit tout et son contraire. Comme Cyril Dion, qui trouve que le capitalisme, c'est pas chouette, qui professe parfois vouloir le combattre, mais parfois non, parfois le capitalisme doit juste devenir vert. Parfois, la contrainte capitaliste de devoir travailler, vendre son temps de vie à un employeur, témoigne de la dépossession qu'impose le capitalisme, et parfois, il suffirait qu'on nous propose des « emplois verts » pour que tout aille pour le mieux dans le Meilleur des mondes.

Dans sa toute dernière vidéo, le Verzat tient à nous prouver que son plan pour sauver la civilisation, c'est du sérieux. Alors il fait appel à un ingénieur du cabinet d'étude B&L évolution, lequel a produit une sorte de feuille de route censée permettre à la société industrielle (à l'État-capitalisme, au Léviathan), d'enrayer le réchauffement climatique, de « rester sous les 1,5 °C », d'éviter « l'emballement climatique », dans le but de sauver son avenir (qu'elle est elle-même en train de saborder). Il ne s'agit pas de combattre la dépossession, l'aliénation, la marchandisation, les inégalités, les iniquités, la dégradation de la biosphère, non, il s'agit simplement de planification d'Etat écolocratique, ou carbonocratique. Le préambule de ladite feuille de route le formule sans ambages :

« Il ne s'agit ni de proposer un programme réaliste économiquement, ni de proposer un programme souhaitable socialement, ni de proposer un programme jugé acceptable politiquement, mais simplement une suite de mesures, aussi synthétique que possible, qui permettrait de respecter, en France, une trajectoire compatible avec les 1,5°C. »

Est-ce vraiment ça qu'on veut, sauver cette société, sauver le capitalisme et l'État, le Léviathan, sauver la civilisation techno-industrielle ? En ce qui me concerne, non merci, je préférerais ne pas.



IV. CYRIL DION SOUHAITE RELANCER L'INDUSTRIE DU BTP

Tout fier de son travail au sein de la « Convention citoyenne pour le climat » du gouvernement Macron (le gouvernement du LBD et des ordonnances, de la répression et de la précarité, celui qui gaze les infirmiers, qui défend les statues de ses tortionnaires, etc.), Cyril Dion se réjouit de la possibilité que ce dernier organise un référendum ! Un référendum non pas pour savoir si oui ou non nous souhaitons que Macron soit décapité puis enfoui dans une butte de permaculture, non pas pour savoir si nous souhaitons en finir avec cette imposture démocratique, avec la délégation obligatoire (autrement dit le vol, la dépossession) du pouvoir, etc., mais pour savoir si nous souhaitons qu'un grand chantier de rénovation de tous les logements soit entrepris afin, comme l'espèrent les conventionneux et autres « « « « « écologistes » » » » », de réduire l'empreinte carbone et/ou

énergétique de la France et de tenter de garantir autant que faire se peut la perpétuation, l'avenir de cette formidable société techno-industrielle capitaliste où il fait vraiment super bon vivre et qui est tout de même plutôt super géniale.

« UNE MESURE RÉCLAMÉE DE LONGUE DATE PAR LES ÉCOLOGISTES QUI PERMETTRAIT AUSSI DE RELANCER LE SECTEUR DU BTP »

— Thomas Legrand [pour France Inter](#)

Eh quoi, je suis sûr que vous avez cru que j'avais encore trouvé une vilaine formule cynique pour me moquer du pauvre Cyril Dion, alors que pas du tout, ce n'est ni de moi, ni une exagération. Présentement, le secteur du BTP et les écologistes se rejoignent, c'est formidable, c'est la réconciliation, c'est le Progrès.

Ce qu'il risque de se passer, c'est juste un grand chantier industriel pour peu voire aucune économie d'énergie ou diminution de l'empreinte carbone de la société industrielle. Et quoi qu'il en soit, rien d'intéressant pour l'écologie (la protection, préservation ou défense du monde naturel).

« Cela semble incroyable que ceux qui prônent les économies d'énergie n'aient pas remarqué ce qui se passe : dès que de l'énergie est libérée par des économies, le système-monde technologique l'engloutit puis en redemande. Peu importe la quantité d'énergie fournie, le système se propage toujours rapidement jusqu'à ce qu'il ait utilisé toute l'énergie disponible, puis il en redemande encore. La même chose est vraie des autres ressources. Le système-monde technologique s'étend inmanquablement jusqu'à atteindre une limite imposée par un manque de ressources, puis il essaie d'aller au-delà de cette limite, sans égard pour les conséquences. »

— [T. Kaczynski](#)



V. LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT ou LE COMBAT HÉROÏQUE POUR SAUVER L'AVENIR DE LA MÉGAMACHINE

Bernard Charbonneau associait le mouvement écologiste à deux notions : nature et liberté. Son écologie était un combat en faveur des deux. Depuis son avènement, le mouvement écologiste a connu d'importantes divisions. La société industrielle capitaliste récupère tout. Il y a déjà plusieurs décennies, elle a largement récupéré les inquiétudes écologistes qui commençaient à se répandre parmi les populations de certains États, les cooptant dans le cadre d'un mouvement (soi-disant) écologiste qui, loin de combattre pour la nature et la liberté, combattait désormais pour le « développement durable ». C'est-à-dire pour le contraire de la nature et de la liberté. Il s'agissait désormais de tenter de faire durer la civilisation techno-industrielle, d'assurer sa perpétuation, son avenir. Pour ce faire, il fallait qu'elle apprenne à mieux gérer ce stock immense de ressources qu'on appelle la nature. Qu'elle mette en place de nouvelles industries de recyclage, de retraitement des déchets, des industries

vertes. Ainsi, au bout du compte, elle parviendrait à la soutenabilité, pour le plus grand bonheur de tous les civilisés, y compris des nouveaux écologistes, lesquels apprécient la servitude moderne, la vie planifiée, contrôlée, surveillée, dirigée, légiférée, réglementée, endoctrinée, gouvernée, technologisée, virtualisée, artificialisée, etc.

Depuis, et malgré l'accumulation inexorable de preuves de son ineptie, de son échec, l'idée de « développement durable » — que des écologistes conscients de son impossibilité et de l'imbécilité qu'elle constitue dénoncent depuis le début — s'est déclinée sous diverses appellations (économie verte, croissance verte, ou bleue, industries vertes, économie symbiotique, Green New Deal, etc.).

Le souci de lutter pour la nature *pour elle-même* (qui animaient un certain nombre des pionniers du mouvement écologiste), pour la raison que les êtres vivants, les espèces vivantes, les paysages, les communautés biotiques, les biomes, les biotopes, etc., ont une valeur en eux-mêmes, indépendamment de leur utilité pour les hommes, sont tous dignes de respect, ne s'est jamais diffusé au sein de la population de la civilisation mondialisée. Une telle perspective risquerait de nuire aux intérêts qui la dominent, lesquels s'arrangent donc pour ne pas la propager (aujourd'hui, toujours, les idées dominantes sont les idées des dominants). C'est pourquoi les « conventionnels » souhaitent inscrire dans la formidable et parfaitement démocratique constitution française l'importance de « la préservation de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité ». « L'environnement », quoi que cela signifie, c'est à nous — ça ne s'appartient pas.

Nous sommes bien loin du biocentrisme ou de l'écocentrisme de certains pionniers de l'écologie, de cette « humilité principielle » qui consiste à « placer la vie avant l'homme », ainsi que l'a formulé Lévi-Strauss (*Mythologiques 3, L'origine des manières de table*) :

« En ce siècle où l'homme [et plus précisément la civilisation, ou l'homme civilisé] s'acharne à détruire d'innombrables formes vivantes, après tant de sociétés dont la richesse et la diversité constituaient de temps immémorial le plus clair de son patrimoine, jamais, sans doute, il n'a été plus nécessaire de dire, comme font les mythes, qu'un humanisme bien ordonné ne commence pas par soi-même, mais place le monde avant la vie, la vie avant l'homme ; le respect des autres êtres avant l'amour-propre ; et que même un séjour d'un ou deux millions d'années sur cette terre, puisque de toute façon il connaîtra un terme, ne saurait servir d'excuse à une espèce quelconque, fût-ce la nôtre, pour se l'approprier comme une chose et s'y conduire sans pudeur ni discrétion. »

La « convention citoyenne pour le climat », louangée par tous les idiots utiles de l'écologie médiatique (Barrau, Dion, etc.), c'est un divertissement de plus conçu dans le cadre du « développement durable », visant à faire croire que quelque chose est fait, ou que quelque chose pourrait être fait, pour garantir le futur de notre glorieuse civilisation, le futur du Léviathan. Comme son nom l'indique, d'ailleurs, le terme écologie tend ces temps-ci à disparaître au profit du « climat », employé à toutes les sauces. Il ne s'agit pas, en effet, de préserver le monde naturel, mais toujours d'assurer l'avenir de la société industrielle, notamment face au réchauffement climatique qu'elle provoque elle-même (qu'il s'agit d'essayer d'enrayer, et d'abord parce qu'il menace sa propre postérité). Des mesures sont proposées pour diminuer les émissions de carbone, diminuer l'empreinte écologique, améliorer l'efficacité énergétique, réguler les pollutions que génère la civilisation industrielle. À l'image de ce « grand chantier national » de rénovation des logements visant à parfaire leur isolation thermique, afin d'économiser de l'énergie. Chantier qui va surtout servir l'économie, l'industrie du BTP. Il s'agit encore et toujours d'essayer de rendre durable l'urbanisme de la civilisation techno-industrielle, toute l'infrastructure qu'elle a construite. Comme si c'était possible, et comme si c'était souhaitable — alors que ce n'est pas possible et que ça ne devrait pas être souhaitable. Selon toute logique, l'infrastructure de la civilisation va de pair avec ses structures sociales, avec les structures sociales qui ont permis son édification et qui rendent possible sa maintenance, lesquelles sont contraires à la liberté, lesquelles impliquent une servitude moderne généralisée. L'infrastructure de la civilisation va aussi de pair avec tout son système techno-industriel, lequel ne sera jamais soutenable. La convention citoyenne pour le climat, c'est une émanation de plus du narcissisme de la civilisation, qui s'aime beaucoup et qui s'inquiète pour son avenir ; une illustration de plus de cette « course sans espoir visant à trouver des remèdes aux maux qu'elle génère ».

Le plus tôt nous commencerons à nous demander collectivement : comment démanteler cette infernale mégamachine techno-industrielle ? (Au lieu de nous demander : comment la rendre soutenable ?) Comment démanteler l'Etat et le capitalisme ? Le plus tôt nous commencerons à enrayer les dynamiques actuelles de destruction du monde et de dépossession, d'asservissement des humains. Mais nous ne nous poserons sans doute jamais collectivement cette question. De là d'autres interrogations pour ceux qui se soucient de la vie sur Terre et de la liberté.

VI. QUELQUES MOTS D'EDWARD ABBEY (*Le Gang de la clef à molette, etc.*)

Mais d'abord (encore) une brève remarque sur la « convention citoyenne pour le climat »

Le nombre d'andouilles qui célèbrent un « grand moment de démocratie » dans la « convention citoyenne pour le climat », c'est impressionnant. Comme s'il s'agissait de démocratie. Les 150 individus choisis, représentatifs de rien du tout, d'aucun peuple, ne constituant eux-mêmes aucun peuple, ne se sont vus doter d'aucun pouvoir. C'est pourtant le sens du terme démocratie. Le pouvoir les a simplement choisis pour l'animation d'un jeu de cirque moderne, campagne de relations publiques parmi d'autres. Vive la démocratie ! (Ma critique de cette convention a encore été l'occasion pour certains de manifester des logiques étonnantes : « tu ne proposes rien, ta critique n'a donc aucun intérêt, en l'absence de proposition positive, autant continuer d'encourager des nuisances », ou mieux : « tu ne proposes rien, ta critique est donc fausse ». Raisonner, aujourd'hui, c'est difficile.)

Quelques morceaux rapidement traduits, donc, d'[une interview d'Edward Abbey](#), en date de 1983. La vision d'Abbey manquait de nuances, je ne la partage pas entièrement, mais on lui doit en partie la naissance de mouvements de défense du monde naturel comme *Earth First*, une certaine popularisation du sabotage, de l'action directe. Abbey mettait bien en lumière ce qui faisait la richesse d'une vie, et l'importance de recouvrer, de reconstituer d'autres rapports au monde, aux antipodes de l'utilitarisme techno-industriel (qui n'est pas un rapport au monde, juste sa consommation) :

« [...] Les êtres humains ont fait de leur histoire collective un cauchemar. Comme James Joyce l'a écrit : "L'histoire est un cauchemar dont j'essaie de me réveiller". Il me semble que les 5000 dernières années ont été atroces — cruauté, esclavage, torture, fanatisme religieux, fanatisme idéologique, ancienne servitude de l'agriculture, nouvelle servitude de l'industrialisme. L'humanité a sans doute commis une grave erreur en abandonnant le mode de vie de la chasse et de la cueillette au profit de l'agriculture. Quelqu'un a dit que la charrue avait davantage nui à la vie humaine sur la planète que l'épée. Je suis d'accord.

J'attends avec impatience le moment où le système industriel s'effondrera et où nous nous remettrons à chasser le gibier sauvage.

Les êtres humains ont le droit d'être ici autant que n'importe quel animal, mais nous avons abusé de ce droit en permettant à notre effectif de croître à l'excès et à notre appétit de grossir au point que nous dévastons la Terre et détruisons toutes les autres formes de vie, menaçant au passage notre propre survie, par avarice, stupidité et à cause de cette obsession démente pour la croissance quantitative, l'expansion perpétuelle, le désir de domination de la nature et de nos camarades humains. Si cela continue, nous détruirons la vie sur cette planète. Les prochains à périr seront les dernières tribus « primitives », les cultures dites traditionnelles qui survivent encore dans des endroits comme le grand nord ou les tropiques africaines et sudaméricaines.

Si la terre entière devait être industrialisée, technologisée, urbanisée, cela serait le pire désastre possible, non seulement pour la planète, mais aussi pour les êtres humains. Cela générerait les pires tyrannies imaginables, du genre de celles que certains de nos meilleurs écrivains de science-fiction ont anticipées. Mais les choses ne doivent pas inéluctablement se passer ainsi. [...]

J'ai été un col bleu pendant la majeure partie de ma vie, occupant divers emplois, la plupart fastidieux, juste pour gagner de quoi m'en sortir. Non, je ne blâme pas les travailleurs. Ce sont les plus accablés par ce processus. [...]

Nous méritons tous d'être respectés en tant qu'individus, qu'êtres vivants. Ce respect, nous devons l'étendre à tous les êtres vivants de cette planète, à commencer par nos chiens, nos chats et nos chevaux. Ceux-là, les humains savent facilement les aimer. Nous devons apprendre à aimer les animaux sauvages, les pumas, les serpents à sonnette, les buffles et les éléphants, comme nous aimons nos compagnons animaux.

En commençant ici, aux États-Unis. Nous devrions montrer l'exemple. Nous montrons l'exemple dans le pillage de la planète. Nous devrions montrer l'exemple dans la préservation de la vie, y compris humaine. Nous devrions simplifier nos besoins afin de ne pas nuire aux autres formes de vie, développer de nouvelles attitudes, une révérence naturelle à l'endroit de toutes les formes de vie.

[...] J'ai hâte du jour où une personne atteinte d'une maladie mortelle (telle que la vie) s'accrochera une ceinture de TNT autour de la taille et descendra dans les boyaux du barrage de Glen Canyon afin de le faire sauter. »

Et ci-joint, en vidéo, un discours d'Edward Abbey en date du 21 mars 1981, à l'occasion d'une des premières manifestations publiques d'*Earth First*, en opposition au barrage de Glen Canyon, situé sur le fleuve Colorado, dans l'Arizona. Barrage qui a englouti une vallée réputée pour sa beauté égale à celle du Grand Canyon. Lors de cette manifestation, des activistes suspendent, le long de la voûte du barrage, une bâche en plastique noir de 81 m de long en forme de fissure.

VII. ANDREAS MALM ET LA GAUCHE (du capitalisme techno-industriel)



Usbek & Rica 18/06/2020 16:00 #Climat #Politique

« Comment peut-on défendre l'intégrité physique de machines qui détruisent la planète ? »

Fabien Benoit



« Comment peut-on défendre l'intégrité physique de machines qui détruisent la planète ? »

C'est une bonne question [que pose Andreas Malm](#). Seulement, c'en est une qu'il devrait se poser à lui-même, comme la gauche en général. La société techno-industrielle socialiste qu'il appelle de ses vœux — lui qui souhaite « accélérer la transition vers des énergies renouvelables », faire en sorte que la société industrielle obtienne « 100% de son électricité à partir de sources non-fossiles, principalement le solaire et l'éolien », « convertir le

transport routier à l'électrique », « étendre tous azimuts les systèmes de transport, du métro aux trains intercontinentaux à grande vitesse », « démanteler l'industrie de la viande et obtenir les besoins en protéines humaines à partir de sources végétales », « investir l'argent public dans le développement et la diffusion des technologies les plus efficaces et les plus durables en matière d'énergies renouvelables, ainsi que dans les technologies de séquestration du dioxyde de carbone », etc. — repose intégralement sur l'utilisation de « machines qui détruisent la planète ». En outre, la planification/rationalisation totale qu'il semble appeler de ses vœux ne ferait que renforcer le côté déjà passablement dystopique (profondément antidémocratique) de la présente société industrielle. On se rappelle alors de [ce que déplorait déjà Orwell en son temps](#) :

« Le machinisme appelle le socialisme, mais le socialisme en tant que système mondial implique le machinisme, puisqu'il sous-entend certaines exigences incompatibles avec le mode de vie primitif. Il exige, par exemple, une intercommunication constante et un échange perpétuel de marchandises entre les différents points du globe. Il exige un certain degré de centralisation. Il exige un niveau de vie sensiblement égal pour tous les êtres humains et, sans doute, une certaine uniformité dans l'éducation. Nous pouvons en conclure qu'une Terre où le socialisme serait devenu une réalité devrait être au moins aussi mécanisée que les États-Unis d'aujourd'hui, et vraisemblablement beaucoup plus. En tout cas, aucun socialiste n'oserait s'inscrire en faux contre cette affirmation. Le monde socialiste est toujours présenté comme un monde totalement mécanisé, strictement organisé, aussi étroitement tributaire de la machine que les civilisations antiques pouvaient l'être des esclaves. [...]

Les individus les mieux disposés à l'égard du socialisme sont en même temps ceux qui se pâment d'enthousiasme devant le progrès mécanique en tant que tel. [...] Le monde socialiste s'annonce avant tout comme un monde ordonné, un monde fonctionnel. [...]

Le socialiste n'a à la bouche que les mots de mécanisation, rationalisation, modernisation — ou du moins croit de son devoir de s'en faire le fervent apôtre. »

On se demande d'où est-ce que ces « socialistes » imaginent que sortent les panneaux solaires photovoltaïques, les éoliennes, les barrages hydroélectriques, etc., de même que les appareils que ces technologies de production énergétique servent à alimenter. Comme si leur production n'impliquait pas la moindre nuisance écologique. Comme s'il n'y avait pas besoin de « machines qui détruisent la planète » pour fabriquer des panneaux solaires photovoltaïques, des éoliennes industrielles et les appareils que ces appareils servent à alimenter, et toute l'infrastructure nécessaire à leur production. Comme si tous ces appareils ne constituaient pas eux-mêmes des « machines qui détruisent la planète ». Heureusement pour lui, Malm ne va pas au bout de sa propre logique.

En revanche, on ne se demande pas si cette gauche est attachée ou non au principe démocratique. Très explicitement, pas du tout. Un léninisme écologique, ça fait rêver. Sous l'égide du Parti, avec camps de travail obligatoire écologiques et tutti quanti. C'est pourquoi les « socialistes » [sic] comme Malm estiment que « les idées anarchistes doivent être combattues », puisque, selon eux (selon Malm, ici), « elles ne nous mèneront nulle part ». Nulle part, c'est-à-dire qu'elles ne permettraient pas la formation d'un « léninisme écologique », d'une société toujours techno-industrielle, et certainement encore davantage, d'une société toujours régie par le salariat, le travail, l'argent, la marchandise, mais écodurable. Parmi les 10 mesures clés mises en avant par Malm, aucune ne relève de la démocratie ou de la redistribution du pouvoir.

Les implications politiques des technologies, le fait qu'un « système technique donné impose qu'on crée et qu'on entretienne un ensemble particulier de conditions sociales en tant qu'environnement de fonctionnement de ce système », que « certains types de technologie exigent une structure particulière de leur environnement social à peu près comme une voiture exige des roues pour pouvoir rouler », autrement dit que « certains appareils et certains systèmes sont invariablement liés à des organisations spécifiques du pouvoir et de l'autorité » (Langdon Winner), tout cela n'intéresse pas les écosocialistes, qui sont aussi technosocialistes, et qui se fichent pas mal de la démocratie, de la liberté, ou qui se contentent de prétendre que le système électoral des États modernes est démocratique, ou de prétendre, contre toute probabilité, contre toute logique, qu'il devrait être possible

d'organiser de manière convenablement (suffisamment) démocratique la société techno-industrielle socialiste écodurable qu'ils fantasment, simple variation sur le thème du cauchemar actuel. Pour l'essentiel, l'espérance des écomarxistes ou des écosocialistes est à peu près celle des Cyril Dion & Co.

On retiendra seulement la question que pose Malm — sans se la poser sérieusement à lui-même.

QUELQUES NIOUZES IMPORTANTES...

29 Juin 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Enfin, des vrais de vrais, des tatouées, des dures...

[Chesapeake](#), d'abord, fait banqueroute. Vlan, 7 milliards (de \$) dans les dents... Firma dont le PDG a été suicidé, et dont l'activité est tuée par... La baisse de la demande...

[Corona dépression](#) : l'Europe du sud ne devrait jamais s'en remettre, au moins dans le cadre actuel...

[Hystérie anti-raciste](#) aux USA, proche de la paranoïa. Les seuls mecs qui ont la paix, ce sont les membres du KKK. On leur demande, "vous n'aimez pas les negros ???" réponse ; "Oui, on peut pas les piffrer". Si on les traite de raciste, ils disent "merci, que ça leur fait bien plaisir" ou "Oui, je suis raciste et je t'emmerde"... Les antiracistes patentés, par contre trouvent toujours un plus antiraciste que lui, et les attitudes cataloguées racistes n'en finissent pas de se développer...

"Les tensions ont principalement eu lieu non pas entre conservateurs et progressistes, mais au sein même de la gauche, entre des personnes qui ont des interprétations différentes de ce qui est raciste".

Dans une révolution, on dirait : "Tout pur, trouve un plus pur, qui l'épure"...

"un jeune Afro-Américain qui déplorait que le mouvement Black Lives Matter ne parle pas plus des personnes noires tuées dans les quartiers à forte criminalité (ses deux cousins étaient morts). "

Un noir tué par des noirs ? ça ne mérite pas une ligne... Et si l'assassin se fait pincer, pas plus de 7 ans... 2 ans s'il est mineur.

"David Shor a tweeté un article sur l'impact des émeutes qui ont éclaté aux États-Unis après l'assassinat de Martin Luther King en 1968. Selon ce papier écrit par le politologue afro-américain Omar Wasow, ces émeutes et leur couverture médiatique avaient contribué à une réduction du vote démocrate dans les régions touchées. L'hypothèse avancée était que les images de violences avaient encouragé certaines personnes à voter conservateur."

Donc, grâce aux conneries progressistes, on va voir se développer [un mouvement inverse](#). Les dits progressistes ne comprennent rien au film, et font partie des complètement paumés dont je parle souvent.

[Hypocrisie totale](#) aussi, des progressistes, qui se gargarisent de lutter contre un esclavagisme défunt depuis deux siècles, et feint de ne pas voir celui qui, éclatant, existe aujourd'hui... Là aussi, la question de l'esclavage rejoint la question des ressources énergétiques. La déplétion pétrolière renvoie l'humanité devant ses vieux démons, et des gens dont les moyens d'existence sont tellement inexistantes, que celui-ci, spontanément, réapparaît...

Pour ce qui est de la suite, il faut préciser qu'à Chicago, la tuerie, le carnage qui a eu lieu est le résultat de l'affrontement de pillards noirs, et de gangs latinos, notamment, les latin kings. Et les noirs, pleurnichards et

geignards, même en gang, n'arrivent pas à la [cheville des sicarios](#). (Je remercie mon service de renseignement personnel pour ces niouzes...). Là aussi, l'affrontement fera apparaître les vrais virils...

On peut envisager, donc, à court terme, une [dislocation des USA](#), et pour l'économie mondiale, la perte de la monnaie de réserve, la perte du consommateur de dernier recours, et l'effondrement de la demande de carburant...

[Le FMI](#) voit une baisse du commerce mondial de 11,9 %.

Aux USA, les fermetures définitives d'entreprises [atteignent des records](#), là aussi pour la même raison, basée sur la consommation, la non-économie US vient simplement, de couler à pic...

RÉSULTAT DES MUNICIPALES...

"L'écologisme est à l'écologie ce que l'élevage d'un crocodile dans sa baignoire au quatrième est à la filière bovine française.

Cette aberration conceptuelle se retrouve donc logiquement l'idéologie de sortie des classes moyennes urbaines, celles des cadres cocus d'un système -appelons-le l'euromondialisme pour faire court- qu'ils se sont échinés à mettre en place et qui maintenant aimerait ouvertement se passer d'eux.

Comme un cadre est con par définition, la manip ne fait encore que se cogner contre leur cortex cérébral comme un spermatozoïde cherche la faille dans l'ovule.

Mais cela va venir et c'est là que Macron, le petit génie de sa mère, intervient.

Comme ce type est un sorcier caméléon qui a le don de changer en merde tout ce qu'il touche, on peut compter sur lui pour accélérer le processus.

Déjà qu'il avait digéré l'ancienne droite dite républicaine sur le dos de ces couillons de Gilets jaunes, il va maintenant tenter de noyer dans ses sucs gastriques la dernière série des promus écolos bidons, d'ailleurs tous Traoré compatibles.

Je ne vous dis pas la couleur (et l'odeur) de la tambouille dans la prochaine cuvette électorale.

Vu la conjoncture économique qui pointe, aucune raison de flipper, pour tirer la chasse cela sera plus facile.

Tenez, un exemple ; dans ma ville pourrie -Grenoble- l'informaticien à vélo Piole à réussi en trois ans à faire gagner trois places à sa cité dans le rang des villes les plus embouteillées de France (de la septième à la quatrième place).

Là est la différence entre un informaticien et un poisson à vélo. La prime à l'efficacité."

D'une manière générale, le macronisme est dans l'air du temps. On a son idéologie, comme le chien son vomi et on sert les dents pour que quand on la dégueule, on garde les gros morceaux.

De fait, si Macron essaie de faire passer son idéologie avant, et de passer la réalité dans son moule, on convient qu'il a beaucoup de problèmes... La réalité est têtue, surtout après une pandémie.

De fait, le con de base, le cadre remplisseur de tableau excel, qui n'a pas encore compris qu'il était purement ornemental, et appelé à faire don de sa personne pour le sacrifice suprême, cherche encore une réalité alternative appelé "écologisme", à la réalité vraie, comme le con de base démocrate aux USA manifeste, brûle,

incendie, "pour les droits des noirs".
Dans les 2 cas, les abrutis n'ont rien compris au film.

Le libéral américain est coincé entre des gens solidement terre à terre, le redneck armé jusqu'aux dents, le cartel latino structuré comme une armée, et aimant fignoler le travail à la machette, et les gangs noirs...

Comme il était apparu, 80 % des USAméricains ne sont pas aptes au service militaire, pour cause de trop gros et/ou trop con. Il est clair qu'avec un système déséducatif, dont le seul but est de ne rien apprendre, mais de ne pas traumatiser en demandant du travail et des résultats, avec des zestes de "discriminations positives pour les minorités", on sort facilement du système avec un illettrisme prononcé, des troubles cognitifs profonds pour s'être emm...iéler pendant 15 ans, des comportements violents et aberrants, qui font qu'il arrive des problèmes avec la police, et que celle-ci ne prend plus de gants, hurle des ordres simples, que la plupart n'arrivent ni à comprendre, ni à exécuter. D'ailleurs, beaucoup sont simplement incapables d'arriver à un rendez-vous à l'heure et sont incapables d'encaisser la moindre frustration.

Les agents de probation voient d'ailleurs clairement le problème. La plupart de leurs ouailles ont un mal fou à se rendre à un rendez-vous, et un mal fou à respecter même un rendez-vous téléphonique.

Donc, pour les USA, entre les latin kings et les gangs noirs, la conflagration aura des effets simples. Les latinos appartiennent à des gangs structurés militairement et très bien organisés, les noirs sont de simples pitbulls souvent ingouvernables, même dans les gangs... Ils seront écrasés, comme visiblement, ils l'ont été à Chicago, ce dont se foutent complètement antifa et blm.

En France, on a la version du démocrate "de gôche", et libéral, dans la personne des écologistes, alors que ce vote est désormais, totalement obsolète.

En effet, le pic pétrolier a eu lieu en 2008, le pic du pétrole en 2018 et le charbonnier, en 2012. L'uranium vit une lente agonie, et le gaz, s'il existe encore, ne pourra prendre la place et les fonctions des autres énergies.

Donc, vouloir une transition, c'est oublier la réalité, que la transition est en train de se passer, mais transition contrainte et forcée, et que l'écologiste des villes, c'est le connard par excellence.

La ville, trop énergivore, est condamnée. Les "efforts" des écologistes sont périmés à l'avance. Ils n'ont d'ailleurs pas compris, ces petits cons de cadres amateurs de vélo, que ce n'était pas le vélo ou l'auto le problème. Le problème, c'est eux, leur niveau de rémunération pour une utilité... Euh... pas très élevée... Mais les cadres aussi pratiquent la lutte des classes, et ceux-ci ont été couverts jusqu'à maintenant, on avait besoin d'eux.

Ce n'est plus le cas.

On va éteindre les lumières.

SECTION ÉCONOMIE



Le géant américain du schiste dépose le bilan

Publié le 30 juin 2020 à 14:00:50 / 0 commentaire / 48 vues

Les choses se passent « comme prévu » à savoir que les autorités ne semblent pas intervenir pour sauver les sociétés de gaz de schiste qui déposent leur bilan. Une... Lire la suite



BCE, vers un nouveau plan à 1 000 milliards d'euros !

Publié le 30 juin 2020 à 12:00:46 / 2 commentaires / 337 vues

D'après cet article qui nous vient des Américains et de la chaîne économique et financière CNBC, la BCE pourrait augmenter ses achats d'obligations d'un autre... Lire la suite



Royaume-Uni: le confinement prolongé des pubs et restaurant inquiète... 40 000 pubs sont en difficulté !

Publié le 30 juin 2020 à 13:00:43 / 0 commentaire / 133 vues

Il n'y a pas qu'en France que la situation des bars et restaurants inquiète et interroge. En Grande-Bretagne, c'est une institution qui est complètement ébranlée :... Lire la suite



Déconfinement: les commerçants déçus par leurs faibles ventes

Publié le 30 juin 2020 à 07:00:05 / 13 commentaires / 710 vues

Avec le déconfinement, les Français vivent un état de semi-liberté, mais sortent encore sur la pointe des pieds. Les commerçants, eux, espéraient un vrai rebond de... Lire la suite



Airbus s'apprête à annoncer un plan massif de suppressions de postes... Selon certaines sources, 15 000 postes sont menacés !

Publié le 29 juin 2020 à 23:21:51 / 3 commentaires / 715 vues

Airbus s'apprête à annoncer un plan massif de suppressions de postes... Selon certains sources, 15 000 postes sont menacés ! Airbus s'apprête à annoncer

un... Lire la suite



Japon: les ventes au détail ont plongé de -12,3% en Mai 2020 sur 1 an.

Publié le 29 juin 2020 à 23:06:15 / 0 commentaire / 216 vues

Japon: les ventes au détail ont plongé de -12,3% en Mai 2020 sur 1 an. Le Japon confronté à une envolée du nombre de faillites Japon: Les ventes des grands magasins à... Lire la suite

PDG d'Airbnb: "Les voyages ne reviendront jamais, jamais à la façon dont ils étaient pré-COVID"



"Mais l'une des choses que je pense être un changement assez permanent est ... une redistribution de la destination des voyageurs."

Le président de la Fed, Powell, a déclaré: "Un rétablissement complet est peu probable jusqu'à ce que les gens se sentent en sécurité"



"une reprise complète est peu probable tant que les gens ne seront pas sûrs de pouvoir se réengager dans un large éventail d'activités."

29 JUIN 2020 16:08 13373

Gaël Giraud : « Le monde financier sait que ses jours sont comptés »

Par Steve Jourdin Le 27 juin 2020



Pour Public Sénat, une personnalité politique ou intellectuelle s'interroge sur le « monde d'après ». L'économiste Gaël Giraud, directeur de recherche au CNRS, analyse une crise qui sonne la fin de l'ère pétrolière, et dessine les contours d'une relance verte.

Qu'est-ce que cette crise sanitaire a révélé de nos sociétés occidentales ?

On a constaté l'impréparation de l'Occident, et l'extrême fragilité de nos économies. Contrairement à un certain nombre de pays, l'Europe et les États-Unis ont été complètement pris de court. Il y a moins d'une dizaine d'années, nous avions des dispositifs sanitaires efficaces et des réserves de masques en grande quantité. Cela n'est plus le cas, et nous avons assisté à la débâcle de la France.

Nos insuffisances sont liées aux politiques mises en place durant la dernière décennie. La puissance publique a délaissé les questions sanitaires. Cela nous a conduit à réagir à l'épidémie de façon médiévale : nous avons dû nous terroriser, chacun chez soi. Le résultat est que nous nous dirigeons maintenant vers une dépression économique qui va durer une dizaine d'années.

Quelle sera l'ampleur de la crise économique ?

La crise sera plus grave que celle de 2008. Nous entrons dans une spirale déflationniste extrêmement dangereuse. L'Europe de l'Ouest pourrait connaître une trajectoire à la japonaise. Dans les années 1990, le Japon a connu une grande répétition de la crise des subprimes, avec une gigantesque bulle financière qui a gonflé sur une bulle immobilière. Les deux bulles ont explosé au même moment, et le Japon est entré dans la déflation, c'est-à-dire dans un régime macroéconomique dans lequel il n'y a plus de croissance, plus d'inflation, énormément de dette privée et un chômage de masse. Nous risquons de subir le même sort si nous continuons de pratiquer l'austérité budgétaire.

Vous êtes très pessimiste, à un moment où les marchés financiers semblent se porter plutôt bien.

Comment expliquez-vous cette bonne santé des marchés ?

Les marchés financiers sont profondément inefficients, irrationnels, traversés par des bulles spéculatives et des mouvements erratiques qui n'ont rien à voir avec l'économie réelle. On ne peut pas demander aux marchés financiers de prédire l'avenir. Ils en sont incapables.

Aujourd'hui, les marchés financiers ont compris qu'on assistait à la fin du pétrole. Le prix du baril est devenu négatif pendant quelques jours. C'est le signe d'une grande fébrilité à l'égard de l'or noir. La sphère financière repose en grande partie sur l'industrie pétrolière. Les banques ont des centaines de milliards d'euros d'actifs liés aux hydrocarbures fossiles, et ces actifs ne valent plus grand chose. La société British Petroleum (BP) vient d'ailleurs de dévaloriser une partie de ses actifs, car elle a bien compris que l'ère du pétrole était terminée. En réalité, c'est toute la sphère financière qui prend peu à peu conscience que ses jours sont comptés. La bonne santé des marchés ressemble à une euphorie des derniers instants, avant le crash final.

Quel regard portez-vous sur l'action de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne (BCE) à l'occasion de cette crise ?

Il faut se réjouir du fait que l'Allemagne a pour la première fois consenti à mutualiser les dettes publiques au niveau de l'Union européenne. Mais le plan de relance de 750 milliards d'euros proposé par la BCE est très insuffisant. Si l'on divise cette somme par le nombre de pays concernés et par année, le montant est presque dérisoire. Ce n'est pas à la hauteur des pertes en PIB colossales que nous allons essuyer. La France devrait enregistrer à elle seule un repli d'au moins 11 % de son PIB en 2020.

Comment cette nouvelle dette, contractée à l'échelle communautaire, doit être remboursée ?

Si cette dette est remboursée par une augmentation de la contribution des pays membres au budget européen, on n'aura rien gagné. Car les pays membres devront eux-mêmes s'endetter pour la payer. Cela n'aurait pas de sens. La dette communautaire doit être financée par une nouvelle ressource fiscale.

C'est l'occasion de mettre en place une taxe carbone aux frontières de la zone euro. On pourrait aussi remettre sur la table la taxe sur les transactions financières, taxe dont on parle depuis vingt ans mais qui n'est toujours pas mise en place de manière efficace. On pourrait enfin penser à une taxe sur les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) : cette crise nous a en effet permis de prendre conscience de la menace que ces entreprises représentaient pour notre souveraineté. Il faut entrer dans un bras de fer avec les GAFAM.

Sur le plan politique, les formations de gauche peinent à proposer un projet alternatif, alors même que la crise aurait pu être l'occasion pour elles de marquer des points. Comment vous l'expliquez ?

La social-démocratie européenne s'est fourvoyée depuis une trentaine d'années. Les formations de gauche ne sont plus keynésiennes depuis les années 1980. Elles ont oublié que la dépense publique et l'investissement public sont des moteurs absolument décisifs de la dynamique macroéconomique.

La gauche s'est laissée fasciner par les marchés financiers. À l'époque, la banque lui offrait le visage trompeur d'une société sans classes sociales, sans cols bleus et sans usines. Comme elle était fatiguée du conflit social, elle a cru que la banque apporterait avec elle le dépassement de la lutte des classes. C'était un mirage : la banque est en réalité le lieu central du creusement massif des inégalités et du conflit social. Aujourd'hui, le patron d'une grande banque française gagne mille fois le SMIC.

Quelles seraient les pistes pour sortir de la crise actuelle ?

La première mesure à prendre d'urgence est la rénovation thermique des bâtiments, publics et privés. Il s'agit de la première grande étape vers la reconstruction écologique de notre pays. Nous savons le faire, cela n'exige aucune révolution technologique. On peut la financer : il suffit d'accorder une garantie publique aux crédits bancaires pour financer les projets de rénovation thermique. Cela permettrait de renouveler complètement le

paysage de nos villes, de réduire notre dépendance au pétrole, de créer entre 500 000 et 1 million d'emplois en quelques années et enfin de réduire le déficit de notre balance commerciale.

La deuxième mesure à prendre est la généralisation de l'expérience Territoires zéro chômeur. Le chômage est et restera notre principale préoccupation pour les mois et années à venir. Avec la crise, on risque d'enregistrer un million de nouveaux chômeurs. La mission de l'État doit être de garantir un travail à tous. Or, les expérimentations Territoires zéro chômeur ont été un vrai succès, et il faut étendre cette logique sur l'ensemble de l'Hexagone.

Troisième proposition : l'annulation des dettes publiques au bilan de la Banque centrale européenne. La BCE détient aujourd'hui environ 2 400 milliards d'euros de dettes publiques des pays membres. Si nous annulons ces dettes, cela ne coûtera rien à personne, et cela permettrait à la France de dégager des marges de manœuvre pour financer la transition écologique dont nous avons tant besoin.

Publié le : 27/06/2020

"Attention en bas" : Pourquoi l'économie est sur le point de tomber d'une falaise fiscale

par Tyler Durden Lun, 29/06/2020 - ZeroHedge.com

Un coup d'œil aux dernières données économiques, commodément résumées par l'explosion de l'indice Citi US econ surprise, devrait suffire à convaincre la plupart des gens que les États-Unis suivent bel et bien un chemin de reprise en forme de V.



Hélas, rien n'est plus faux, car l'actuelle ruée vers le sucre est presque entièrement due à la frénésie des dépenses publiques, une frénésie qui sera effectivement terminée dans un peu plus d'un mois. En conséquence, comme

l'écrit Bank of America, l'économie est confrontée à des falaises budgétaires qui pourraient provoquer la désintégration de la reprise, avec quatre domaines d'intervention particuliers :

1. l'expiration de la prolongation de l'assurance chômage,
2. l'affaiblissement du soutien apporté par les mesures de relance,
3. épuisement du PPP
4. le stress des gouvernements des États et des collectivités locales en matière d'aide.

En réponse, la BofA s'attend à ce qu'un autre projet de loi de relance soit adopté fin juillet pour répondre à certaines de ces préoccupations - mais pas à toutes - et "au lieu d'une falaise, nous serons probablement face à une colline". Cela peut être optimiste, car toute stimulation devrait être bipartisane, et si les démocrates souhaitent écraser les chances de réélection de Trump, c'est le moment pour eux de pousser l'économie dans une dépression avec des élections dans seulement 4 mois.

Le feront-ils ? Nous le saurons dans quelques semaines, et certainement dès que les prestations du 31 juillet seront versées.

D'ici là, voici BofA sur les résultats probables de la crise budgétaire :

Fiscalité : voir ci-dessous

Face au choc de la pandémie de COVID-19, des mesures de relance budgétaire ont été mises en place. Washington a injecté environ 2,8 millions de dollars de mesures de relance, soit 13 % du PIB, tandis que la Fed a porté son bilan à 7,1 millions de dollars. Le soutien rapide et énergique apporté sur le front politique a probablement limité les effets négatifs de la récession et a contribué à soutenir la reprise en cours. Mais nous nous approchons maintenant de quelques "falaises" qui s'avèreraient douloureuses si elles n'étaient pas abordées. Nous voyons quatre domaines de préoccupation :

- L'assurance chômage (UI) : la majoration de 600 dollars par semaine doit expirer le 31 juillet. En chiffres, au niveau actuel de près de 20 millions de personnes bénéficiant de l'assurance chômage, cela équivaldrait à une réduction du revenu personnel de 48 milliards de dollars (576 milliards de dollars annualisés), soit 2,7 % du PIB.
- Les chèques de relance ne sont plus en circulation : la majorité des abattements fiscaux/chèques ont été distribués à la mi/fin avril. À ce jour, environ 270 milliards de dollars sur les 290 milliards de dollars ont été injectés. Nous constatons que les consommateurs ont rapidement dépensé l'argent supplémentaire, ce qui signifie une diminution du soutien aux dépenses.
- Programme de protection des salaires (PPP) : sur les 670 milliards de dollars alloués au PPP, environ 77 % ont été approuvés. La nouvelle législation permet aux petites entreprises d'allouer les fonds jusqu'à la fin de l'année (contre fin juin auparavant), ce qui prolonge le soutien du programme. Toutefois, l'ampleur de l'aide est réduite étant donné que la taille du programme n'a pas changé et qu'il a été initialement conçu pour aider les petites entreprises à surmonter un choc d'une durée d'environ deux mois.
- Aide des États et des collectivités locales : la loi CARES a alloué 150 milliards de dollars aux États et aux collectivités locales pour couvrir les coûts imprévus liés aux coronavirus. Mais cela n'a pas permis de faire face au choc fiscal que les gouvernements nationaux et locaux ont subi. Selon la National Conference of State Legislatures (NCSL), 29 États et le DC s'attendent à ce que les recettes du fonds général pour l'année fiscale 2021 soient inférieures à leurs projections d'avant la crise du coronavirus.

Sans aide, ces gouvernements seront contraints de procéder à de nouvelles réductions de l'emploi et des services.

Quantifier l'impact

Dans le tableau 1, la BofA regroupe les programmes de relance à ce jour dans les principaux secteurs. Environ 23 % des fonds ont été alloués aux ménages pour compenser la forte pression sur les revenus des ménages due aux suppressions massives d'emplois. En outre, si l'on inclut la part salariale des prêts PPP, la part des ménages dans les mesures de relance dépasse les 40 % des fonds.

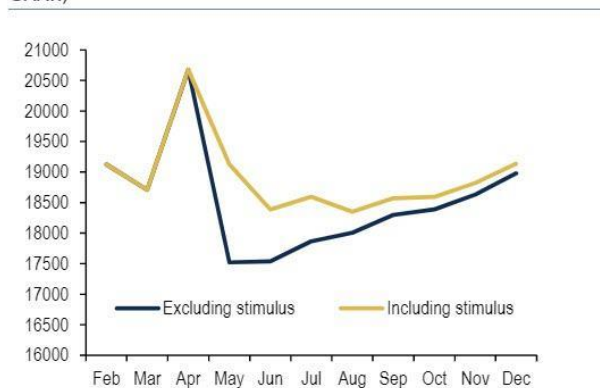
La bonne nouvelle, c'est que ces mesures ont fonctionné. Le revenu personnel a fait un bond de 10,5 % en avril. La baisse annualisée de 879 milliards de dollars des indemnités a été compensée par une augmentation de 2 999 milliards de dollars des paiements de transfert, dont 361 milliards de dollars provenant de l'assurance chômage. Étant donné que la PPA a été lancée en avril, la BofA suppose qu'elle a eu peu ou pas d'impact sur les revenus du travail en avril. Si l'on déduit l'augmentation des chèques de relance et de l'assurance chômage, le revenu personnel aurait diminué de 5,6 % en avril par rapport à l'augmentation de 10,5 % signalée.

Table 1: Breakdown of fiscal stimulus

	Share of stimulus
Transfer to individuals	23%
Stimulus checks	12%
UI benefits	11%
Other transfers to individuals	2%
Government consumption through direct federal purchases of goods and services	24%
Transfers to state and local governments	12%
Grants and uncovered loans to businesses PPP	29%
~ 60% to 75% used on wages	
~25% used on nonpayroll income	
Tax provisions	11%
Reduce individual taxes	1%
Cut business taxes	10%
Other	0%

Source: BofA global Research, CRFB, San Francisco Federal Reserve bank

Chart 1: Outlook for personal income under current law (\$bn SAAR)



Source: BEA < BofA Global Research

Conformément aux attentes, et à l'affaiblissement de l'impulsion budgétaire, nous avons observé vendredi dernier une baisse importante des revenus des particuliers, étant donné que l'impulsion des chèques de relance a fortement diminué par rapport au mois d'avril. Pour le mois de juin, la BofA s'attend à une nouvelle baisse des revenus, car les personnes quittant l'assurance chômage retournent sur le marché du travail. Étant donné que la majorité des bénéficiaires de l'assurance chômage gagnent plus d'argent grâce aux allocations que lorsqu'ils travaillent, le retour à l'emploi sera en fait un net négatif pour le revenu global. En effet, un article récent (Ganong et al. 2020) a montré qu'environ deux tiers des bénéficiaires de l'assurance-chômage gagnent plus que le salaire perdu.

La grande question est de savoir ce qui se passe en août.

Ce sera le premier mois suivant la "falaise". La loi actuelle prévoit l'expiration des 600 dollars supplémentaires par semaine. Selon les prévisions de la BofA concernant le marché du travail, les demandes en cours en août pourraient encore représenter environ 16 millions de dollars, soit une augmentation de près de 15 millions de dollars par rapport aux niveaux de février avant la mise en place du système COVID. En supposant qu'il soit de 16 millions, la perte des 600 dollars par semaine se traduirait par une baisse des revenus d'environ 36 milliards de dollars en août, soit une baisse de 2,3 % par mois.

Le programme de protection des salaires (PPP) a également soutenu les revenus du travail. L'Administration des petites entreprises (SBA) a approuvé des prêts PPP d'un montant de 516 milliards de dollars. En vertu des règles précédentes, 75 % de ces fonds devaient être affectés aux salaires sur une période de 8 semaines pour que le prêt soit annulé. Ainsi, cela se traduirait par une aide de 387 milliards de dollars pour les revenus du travail, principalement en mai et juin. La loi a depuis été modifiée de telle sorte que les entreprises ne doivent utiliser que 60 % des fonds pour les coûts salariaux sur une période de 24 semaines. Toutefois, aucun changement n'a été apporté au montant maximum du prêt, qui est le plus petit des deux montants suivants : 10 millions de dollars ou 2,5x 2019 salaires mensuels moyens. Si ces changements aideront les entreprises à rester à flot face à une demande réduite, ils signifient également que l'aide aux revenus du travail a été considérablement réduite et étalée.

Des revenus aux dépenses

Il est clair que les mesures de relance ont permis d'augmenter considérablement les revenus personnels. Mais il est maintenant temps de se demander comment ces revenus se répercutent sur l'économie réelle par le biais des dépenses de consommation. Les dépenses ont sans doute été les plus fortes sous l'effet des mesures de relance. Un document de la Fed de Chicago (Karger et al. 2020) a révélé que dans les deux semaines suivant la réception des chèques de relance, les ménages ont dépensé environ 48 % de ceux-ci. Ensuite, les dépenses sont revenues à des niveaux normaux. Sur la base d'une analyse des données agrégées des cartes d'alcoolémie, la banque a également constaté que la majeure partie des dépenses supplémentaires résultant des chèques de relance s'est produite sur une période de cinq jours après la réception de l'argent.

En attendant, la trajectoire des dépenses de consommation sera influencée par celle de l'assurance chômage. Un article de Ganong a révélé que les dépenses en biens non durables ont diminué de moins de 1 % pendant que les gens recevaient des prestations d'assurance-chômage, mais qu'à l'épuisement, elles ont chuté de 12 %. Ne pas prolonger le programme signifierait une baisse de 2,3 % du revenu personnel en août. Compte tenu de la forte propension à consommer par le biais de l'assurance-chômage, ce serait un coup de taille similaire aux dépenses de consommation en août.

Toutefois, en prolongeant le programme, le taux de chômage risque également d'être plus élevé, car les gens sont incités à ne pas travailler. En effet, une analyse récente du CBO a révélé que si le programme était prolongé tel quel jusqu'à la fin de l'année, cinq bénéficiaires sur six gagneraient plus d'argent au chômage que s'ils retournaient au travail. Ils estiment que si cela peut stimuler le PIB cette année, cela freinera la croissance l'année prochaine. Si, au contraire, on laissait le programme expirer, on pourrait penser que le taux de chômage diminuerait plus rapidement et que davantage de personnes retourneraient au travail. Toutefois, même avec un engagement plus important sur le marché du travail, les revenus continueraient à baisser étant donné que l'assurance chômage est plus généreuse et que de nombreux travailleurs auront des difficultés à réintégrer la population active.

L'État et le stress local

En plus de la "falaise" imminente pour les revenus des ménages, de nombreux États et collectivités locales sont confrontés à des perspectives de revenus préoccupantes à mesure qu'ils se rapprochent du début de l'exercice 2021. Selon le CBPP (Center on Budget and Policy Priorities), les premières estimations de l'impact du choc COVID sur les recettes indiquent que les recettes de l'État pourraient chuter en 2021 dans des proportions plus importantes que pendant la Grande Récession. Les États seront obligés de puiser d'abord dans leurs fonds pour les mauvais jours avant de procéder finalement à des réductions de dépenses pour compenser le manque à gagner, car ils doivent équilibrer leur budget. En effet, les gouverneurs de l'Ohio, du New Jersey et de la

Géorgie ont déjà demandé aux organismes d'État de se préparer à des réductions importantes des dépenses. En effet, les gouvernements des États et des collectivités locales ont déjà commencé à supprimer des emplois - dans le rapport sur l'emploi d'avril et mai, les gouvernements des États et des collectivités locales ont supprimé près de 1,6 million de travailleurs.

Le Congrès prendra des mesures fin juillet/début août

Les républicains et les démocrates sont en désaccord sur l'opportunité de prolonger le programme élargi d'assurance chômage pour des raisons évidentes. Les démocrates au Congrès préconisent généralement une extension complète comme celle qui a été adoptée dans le HEROES Act, mais les républicains résistent, arguant que la générosité du programme a découragé un retour au travail. Un moyen terme pourrait consister en un montant inférieur (peut-être 250-300 dollars par semaine) avec des primes de retour au travail qui inciteraient les gens à retourner sur le marché du travail.

En ce qui concerne les aides d'État et locales, la loi HEROES prévoit une aide de près d'un trillion de dollars. Bien que ce chiffre soit peu probable à nos yeux, un projet de loi bipartite proposé par les sénateurs Cassidy (R-LA) et Menendez (R-NJ) en mai dernier allouerait 500 milliards de dollars d'aide aux gouvernements des États et des collectivités locales. Le chiffre final sera probablement plus proche de ce chiffre que le montant de la loi HEROES.

Il a également été question d'une nouvelle série de mesures de relance, le président Trump affirmant "Oui, nous allons faire une nouvelle série de mesures de relance", et le conseiller économique de la Maison Blanche Larry Kudlow déclarant qu'une deuxième série de mesures serait probablement mise en place mais qu'elle serait plus ciblée. Bien que cela soit également apparu dans le Dem's HEROES Act, certains républicains au Sénat (le sénateur Toomey (R-PA) et le sénateur Cornyn (R-TX)) ont récemment exprimé leur opposition à un nouveau cycle. Les républicains ont généralement fait part de leurs inquiétudes quant au fait que les contrôles de relance ne sont pas le moyen le plus efficace de cibler les personnes qui en ont le plus besoin.

La Maison Blanche a également demandé d'autres mesures telles qu'une réduction des charges sociales et un paquet d'infrastructures, bien qu'aucune de ces mesures ne soit probable, car la réduction des charges sociales n'aiderait que ceux qui ont encore un emploi, alors qu'un projet de loi sur les infrastructures ne sera probablement pas abordé avant les élections.

En résumé, après le 31 juillet, l'économie américaine devrait s'envoler d'une falaise fiscale qui pourrait être tout aussi douloureuse que ce qui s'est passé fin mars/avril, à moins qu'un accord bipartite ne soit conclu au Congrès sur des billions de dollars supplémentaires en matière de relance fiscale. L'heure tourne.

Près de la moitié des adultes en âge de travailler aux États-Unis n'ont pas d'emploi en ce moment

par Michael Snyder le 29 juin 2020



On parle beaucoup du "taux de chômage" ces jours-ci, mais la façon dont il est calculé est devenue si alambiquée qu'il n'a plus vraiment de sens. Même pendant la soi-disant "bonne période", plus de 100 millions d'adultes américains ne travaillaient pas, mais on nous disait que le taux de chômage était le plus bas depuis des décennies. Bien sûr, maintenant tout a changé. Depuis le début de cette pandémie, plus de 47 millions d'Américains ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage, et les grands médias vont s'assurer que la peur de COVID-19 continue de paralyser notre société dans un avenir prévisible.

Dans cet article, je voudrais parler du rapport emploi-population. Selon Wikipédia, le ratio emploi-population est "un ratio statistique qui mesure la proportion de la population en âge de travailler du pays qui est employée". Je pense que c'est une mesure bien plus précise que le "taux de chômage", et nous avons vu ce ratio évoluer de façon assez spectaculaire au cours des deux derniers mois. Selon CNBC, le ratio emploi-population a atteint 52,8 % en mai, ce qui signifie que 47,2 % de tous les Américains en âge de travailler n'avaient pas d'emploi...

Près de la moitié de la population est toujours sans emploi, ce qui montre à quel point le marché du travail américain doit se remettre des effets du coronavirus.

Le ratio emploi-population - le nombre de personnes ayant un emploi en pourcentage de la population adulte américaine - a chuté à 52,8 % en mai, ce qui signifie que 47,2 % des Américains sont sans emploi, selon le Bureau des statistiques du travail. Alors que les fermetures dues aux coronavirus ont déchiré le marché du travail, la part de la population employée a fortement diminué par rapport au récent sommet de 61,2 % en janvier, ce qui est encore plus éloigné du record de l'après-guerre de 64,7 % en 2000.

Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, nous sommes définitivement en territoire inconnu.

Nous n'avons jamais vu un effondrement de cette ampleur dans toute l'histoire des États-Unis, et il a été vraiment horrifiant de voir tant de gens perdre leur emploi.

Il serait difficile de surestimer l'ampleur de notre chute. Un analyste a souligné qu'il faudrait 30 millions de nouveaux emplois pour que le ratio emploi-population revienne au pic que nous avons connu en 2000...

"Pour ramener le ratio emploi/population à son niveau maximum en 2000, nous devons créer 30 millions d'emplois", a déclaré Torsten Slok, l'économiste en chef de la Deutsche Bank, dans un courriel.

Bien sûr, avant de pouvoir commencer à créer des emplois, nous devons d'abord arrêter l'hémorragie et, à l'heure actuelle, plus d'un million d'Américains continuent de déposer de nouvelles demandes d'allocations de chômage chaque semaine.

Et d'autres pertes d'emplois sont à venir, car les entreprises ferment à un rythme effarant. En fait, cette semaine, USA Today a averti que "les experts pensent que ce n'est que le début d'un tsunami de faillites qui va déferler sur les plus grandes entreprises du pays cet été"...

Douze entreprises de taille moyenne à grande - toutes avec plus de 10 millions de dollars de dettes - se sont placées sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites au cours de la troisième semaine de juin, une autre conséquence de la pandémie de coronavirus et des difficultés persistantes de l'industrie pétrolière américaine.

Les dépôts de bilan représentent le total hebdomadaire le plus élevé de l'année, et les experts pensent que ce n'est que le début d'un tsunami de faillites qui va s'abattre sur les plus grandes entreprises du pays cet été et qui va ensuite submerger les petites entreprises et les particuliers si les fonds de relance du gouvernement s'épuisent.

Ces deux paragraphes ressemblent presque à quelque chose que j'aurais pu écrire.

Mais à ce stade, il est très difficile pour quiconque de nier à quel point les choses sont devenues mauvaises. Tant d'entreprises font soudainement faillite qu'il est impossible de les suivre toutes, et le secteur de l'énergie est particulièrement touché...

Au moins 24 sociétés pétrolières et gazières ont déposé des demandes entre avril et juin, soit près de deux fois plus que pendant les trois premiers mois de l'année, selon Haynes and Boone LLP, un cabinet d'avocats international basé au Texas. Quatre de ces sociétés - NorthEast Gas Generation, basée au Texas, Extraction Oil & Gas, basée au Colorado, et Chisolm Oil and Gas et Chesapeake Energy, toutes deux de l'Oklahoma - ont déposé leurs demandes au cours des deux dernières semaines de juin.

"Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2020 et 2021", a déclaré Charles Beckham, un associé du cabinet de restructuration Haynes and Boone.

Bien sûr, il n'y a pas que les États-Unis qui souffrent de graves difficultés économiques.

COVID-19 a paralysé les économies de toute la planète, et le commerce mondial a chuté précipitamment...

Le commerce mondial de marchandises a chuté de 12 % en avril par rapport à mars, après avoir déjà baissé de 2,4 % en mars par rapport à février. Ce plongeon du Merchandise World Trade Monitor, publié par le CPB Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, a été de loin la plus forte baisse mensuelle dans l'histoire des données remontant à 2000.

Pendant si longtemps, beaucoup ont averti que "la prochaine dépression mondiale" allait arriver, et maintenant elle est là.

Nombre d'optimistes économiques espéraient un ralentissement très court suivi d'une "reprise en V", mais il est maintenant clair que cela ne se produira pas.

Le principal facteur de ralentissement de notre économie est la peur de COVID-19, et les médias grand public continuent d'alimenter cette peur jour après jour.

Au cours des dernières semaines, nous avons assisté à une recrudescence de nouveaux cas dans certaines régions des États-Unis, ce qui a amené un certain nombre d'États à suspendre leurs plans de réouverture...

Au moins 14 États ont interrompu ou annulé leurs plans de réouverture, car les États-Unis constatent une augmentation des cas de coronavirus dans tout le pays.

À l'approche des célébrations du 4 juillet, les autorités s'efforcent de ne pas répéter les scènes du Memorial Day, où des milliers de personnes ont afflué sur les plages, dans les bars et les fêtes, tandis que les experts avertissaient que les foules pourraient entraîner des pics de cas dans le futur.

J'aimerais pouvoir vous dire que les choses vont bientôt s'améliorer pour l'économie américaine, mais je ne peux pas.

Oui, il y aura des hauts et des bas au cours des mois à venir, mais un retour à la "normale" n'est certainement pas à l'ordre du jour.

J'encourage donc tout le monde à profiter de cette occasion pour se préparer aux temps difficiles qui s'annoncent, car nous sommes sur le point de voir se produire des choses que nous n'avons jamais vues auparavant.

« Racisme, quand la responsabilité sociale des entreprises mène à la dictature de la pensée ! »

par [Charles Sannat](#) | 30 Juin 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Le dossier seconde vague est disponible en téléchargement dans vos espaces lecteurs!

Quand la responsabilité sociale des entreprises mène à la dictature de la pensée !

On n'est pas un peu libre comme on n'est pas un peu enceinte ou un peu mort. On l'est ou on ne l'est pas.

Ces derniers temps, dans ce monde devenu totalement fou et qui ne répond qu'aux émotions les plus vives, des entreprises considèrent qu'il faut boycotter Facebook par exemple par ce que le réseau social ne lutterait pas

suffisamment contre les propos racistes. Du coup les grandes entreprises sont de plus en plus nombreuses à retirer les budgets publicitaires confiés à Facebook par exemple.

Ainsi dans la folie actuelle, Coca, parangon de vertu bien évidemment, ne veut plus faire de publicité, L'Oréal supprime les mots « blancs » et « blanchissant » de ses produits.

Nous sommes en plein délire.

Le racisme c'est quoi ?

Voilà ce que dit le Larousse. Faisons simple.

« Idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, les « races » ; comportement inspiré par cette idéologie.

Attitude d'hostilité systématique à l'égard d'une catégorie déterminée de personnes »

Un produit qui blanchit n'est pas raciste et ne postule aucunement une hiérarchie entre les groupes humains où tel groupe serait supérieur à tel autre.

Les lessives ne vont donc plus pouvoir laver plus blanc que blanc et j'attends avec impatience les nouvelles publicités pour les lessives qui vont laver plus noir que noir...

Laurent blanc devrait s'appeler comme Michel Noir...

D'ailleurs les Mercedes en Formule 1 seront noires pour la prochaine saison... elles n'étaient pas blanches, mais j'en déduis que toutes les voitures blanches de société sont racistes...

Je suppose que les blancs d'œufs sont encore plus racistes que les « jaunes » bien que je n'en sois pas certain...

Nous nageons en pleine folie collective.

Et tout cela pose de vraies questions démocratiques.

Personne n'a voté pour Coca-Cola, et le métier de Coca-Cola c'est de vendre des sodas très chers, fabriqués en ponctionnant gratuitement dans les nappes phréatiques et ces boissons sont généralement mauvaises pour la santé. En termes de responsabilité sociale, donc Coca-Cola pourra repasser, mais cela n'étouffe pas son management de s'acheter des vertus à bons comptes.

Coca donc va lutter contre le racisme en retirant ses budgets publicité à Facebook et en exigeant que le réseau de Mark Zuckerberg mette en place une véritable police privée de la pensée, car qui peut s'arroger le droit de savoir ce que l'on a le droit de penser ou de dire ?

Ne vous méprenez pas sur ce je dis.

Je ne justifierais aucun propos haineux, abjects ou débiles. Ils sont haineux, abjects et débiles et l'on ne construit rien en étant haineux, abject et débile. Il y a des choses simples à comprendre.

Celui qui écrit une insulte raciste du type « sale suivi de la couleur concernée » sait très bien qu'il écrit un propos raciste. Celui qui le lit sait que c'est raciste et celui qui doit éventuellement le modérer et le censurer sait aussi que c'est raciste. Tous les jours ce type de message est posté dans les commentaires, et ils ne sont évidemment jamais publiés sur ce site.

Le problème ce ne sont pas les cas simples, le problème c'est tout le reste.

Les entreprises n'ont pas à se mêler du débat politique public. Vous avez là un conflit d'intérêt objectivement monumental.

Les entreprises privées sont là pour délivrer de la valeur à leur actionnaires, elles ne sont pas là pour définir le bien ou le mal.

En cette période de pandémie, imaginez une seule seconde qu'on laisse aux laboratoires pharmaceutiques le droit de décider des traitements à donner aux malades ? Déjà que même sans ce droit, ils le prennent parfois allègrement ! Imaginez les dérives.

Ensuite, aujourd'hui nous parlons du racisme, mais plus généralement, et c'était le sens de la loi Avia, des propos dits « haineux » ce qui ne veut strictement rien dire.

Cela ne veut tellement rien dire que tout désaccord peut-être qualifié de haineux.

Or, je vous disais que l'on n'est pas un peu libre comme on n'est pas un peu enceinte ou un peu mort.

On l'est ou on ne l'est pas.

La liberté de penser et d'exprimer sa pensée, est une liberté fondamentale, elle est une garantie fondamentale, essentielle de toutes vos autres libertés.

La liberté de penser et d'exprimer, n'est pas une petite liberté, elle est la liberté mère de toutes les libertés.

Si vous ne pouvez pas avoir de liberté de penser et d'exprimer, vous n'aurez aucune liberté religieuse par exemple.

Si vous ne pouvez pas avoir de liberté de penser, vous n'aurez aucune liberté syndicale puisque cela interdit tout débat, toute possibilité de diffusion d'un message social par exemple.

Si vous ne pouvez pas avoir de liberté de penser, vous n'aurez pas de liberté politique puisqu'évidemment vous ne penserez pas comme le politiburo de Coca-Cola qui a décidé ce que vous deviez penser.

Si vous ne pouvez pas avoir de liberté de penser, vous n'aurez plus la possibilité de contester, de manifester, ou de râler ce qui est le cœur de mon noble métier !

Bref, vous avez compris inutile de continuer cette longue litanie d'exemples.

Nous sommes dans un monde de plus en plus étouffant, où des groupes de gens s'octroient le droit de penser ce que les autres doivent penser et peuvent exprimer.

La liberté de penser et de s'exprimer, même pour dire des âneries, des imbécillités, même pour les crétins et autres abrutis puisque l'on sera toujours le crétin de quelqu'un, ne doit pas se discuter ; ce qui donne lieu à des discussions d'ailleurs depuis fort longtemps.

Voltaire disait déjà en son temps... « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire. »

On n'est pas un peu libre comme on n'est pas un peu enceinte ou un peu mort.

On l'est, ou on ne l'est pas.

Tous ceux qui veulent lutter contre le racisme, ne doivent pas oublier que cela ne doit jamais se faire au détriment de la liberté, car, au fond, l'esclavagisme n'était rien d'autre qu'une privation organisée et systématique de la liberté des esclaves, les différences de couleurs de peau servant à justifier l'acte de privation de liberté.

Pour le reste nous vivons dans un monde d'abrutis incultes et stupides s'exprimant par onomatopées et émoticônes et nous ne sommes pas obligés de supporter tout cela.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Le géant américain du schiste dépose le bilan

Les choses se passent « comme prévu » à savoir que les autorités ne semblent pas intervenir pour sauver les sociétés de gaz de schiste qui déposent leur bilan.

Une crise est toujours l'occasion d'organiser le transfert des richesses des petits poissons vers les gros poissons.

Alors les gros vont pouvoir racheter les petits pour une bouchée de pain.

C'est toujours la même chose; malheur aux vaincus.

Charles SANNAT

Le géant américain du schiste dépose le bilan

Une vingtaine de producteurs américains de pétrole et de gaz se sont déclarés en faillite depuis début de 2020 à cause de la pandémie. Chesapeake Energy, l'un des leaders, a rejoint le 28 juin la liste. Avec une dette d'environ sept milliards de dollars, la société demande à être placée sous la protection du chapitre 11 de la loi.

Chesapeake Energy, l'un des leaders américains du marché du pétrole et du gaz de schiste, a déposé le bilan le 28 juin suite à une lourde dette et à l'impact du coronavirus sur le secteur de l'énergie, indique le site internet de la société.

«La société a déposé une demande volontaire de protection au titre du chapitre 11 auprès du tribunal des faillites des États-Unis pour le district sud du Texas afin de faciliter une restructuration complète du bilan», indique le communiqué.

La dette de la société s'élève à environ sept milliards de dollars. En vertu d'un accord avec les créanciers, Chesapeake Energy recevra un prêt de 925 millions de dollars. En outre, les prêteurs et les détenteurs de factures garanties lui accorderont 600 millions de dollars.

Selon le rapport de la société au premier trimestre 2020, la perte nette de Chesapeake Energy est de 8,3 milliards et sa liquidité de 82 millions de dollars.

CNN indique que des informations sur une faillite éventuelle de la société sont apparues dans le contexte de la chute des prix du pétrole et du gaz et des allégations sur une dette importante de Chesapeake Energy. Les problèmes ont été aggravés par la crise causée par la pandémie de Covid-19.

Depuis janvier 2020, les actions de Chesapeake ont chuté de plus de 93%, passant de 172 dollars à 11,85 dollars à la clôture des négociations vendredi 26 juin.

Le New York Times note que depuis début 2020, une vingtaine de producteurs américains de pétrole et de gaz, dont Ultra Petroleum et Whiting Petroleum, ont déclaré faillite.

Source agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

BCE, vers un nouveau plan à 1 000 milliards d'euros !

D'après cet article qui nous vient des Américains et de la chaîne économique et financière CNBC, la BCE pourrait augmenter ses achats d'obligations d'un autre paquet de 1 000 milliards d'euros.

Plus tôt ce mois-ci, la BCE a étendu son programme d'achat d'urgence en cas de pandémie (PEPP) de 600 milliards d'euros pour un total de 1 350 milliards d'euros dans le but d'atténuer les retombées de la pandémie de coronavirus.

L'ampleur sans précédent des achats d'actifs a réussi à apaiser les marchés financiers après un ralentissement historique alors que le coronavirus se répandait dans le monde, et les Européens devront maintenant porter leur attention sur l'inflation.

D'ailleurs il se pourrait que la décision la plus importante lors de la dernière réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE au début de ce mois soit la « révision à la baisse de l'inflation liée à la pandémie sur l'horizon de projection ».

Nous allons donc avoir des stimuli à une échelle qui n'a jamais été vue auparavant.

Alors que nous parlions de milliards de francs, puis de milliards d'euros, nous parlons désormais en paquet de 1 000 milliards d'euros, soit en demi PIB de la France !

Les risques d'inflation vont augmenter considérablement et nous aurons deux tendances lourdes dans les 3 années qui viennent.

Des taux 0 ou négatifs.

Des injections par milliers de milliards pour éviter l'effondrement.

C'est la fuite en avant qui a été décidé.

Au bout du processus de fuite en avant c'est la destruction de la monnaie.

Charles SANNAT

Travailler 4 jours pour travailler mieux

Par [Michel Santi](#) juin 27, 2020



Après la crise sanitaire – et alors même qu’elle sévit encore – la semaine de travail de 4 jours est incontestablement une piste viable pour reconstruire les économies. Pourtant, nos sociétés occidentales n’en ont pas – ou plutôt n’en ont plu – les moyens. Depuis la grande crise financière des années 2007-2008, les salariés et travailleurs travaillent en réalité plus afin de compenser des revenus en berne. Tandis que la poursuite de cette tendance (remise en question par l’appauvrissement de nos nations occidentales) nous aurait conduit, aujourd’hui en 2020, à bénéficier d’une semaine de travail en moins sur l’année en moyenne. C’est en fait le scénario inverse qui déroule ses effets pervers car des décennies de baisses graduelles de temps de travail fourni ont été brutalement interrompues en gros dès 2010.

Les ouvriers du net

De plus, l’automatisation, la digitalisation et l’intelligence artificielle censées soulager l’humain ne profitent qu’à une infime minorité. Elles produisent même parfois les conséquences diamétralement opposées puisque des centaines de milliers de ceux que je j’appellerai les «ouvriers du net» se retrouvent en pleine précarité car certaines plateformes que je ne citerai pas les exploitent à outrance en échange de revenus dérisoires. Les fondamentaux économiques ne favorisent donc aucunement la réduction du temps de travail à salaire égal, et notre monde semble condamné à perpétuer la semaine de 5 jours mise en place par Henry Ford il y a près d’un siècle, en 1926.

Des cas concrets

Nos entreprises gagneraient pourtant en compétitivité si la semaine de travail de 4 jours était instaurée, ainsi que l’ont démontré des expériences concrètes conduites au sein de PME, mais également au sein de la fonction publique, en Grande Bretagne et en Nouvelle Zélande. En effet, la réduction du stress, une meilleure santé, le gain en qualité de vie familiale combinés à la motivation des employés désireux de maintenir cet acquis y améliorent de 20 à 30% le taux de productivité. Comme la semaine de 4 jours est plébiscitée par la génération née entre 1980 et 1995, les entreprises qui décident de l’adopter pourraient même gagner considérablement plus en productivité car elles attireraient dès lors les candidats à la fois les plus talentueux et les plus déterminés à sauvegarder cette précieuse flexibilité. Car cette classe d’âge ne plaide pas pour la réduction du temps de travail pour la seule amélioration de sa vie personnelle, mais également afin de mettre à profit ce temps dans le but de parfaire sa formation et ses compétences. La crise sanitaire a démontré sans équivoque notre grande capacité d’adaptation à ce «télétravail» qui aura permis à nombre de salariés de travailler aux jours de leur choix et même aux heures de leur choix, sans devoir se conformer à une présence traditionnelle au bureau du lundi au vendredi de 9 à 17 heures. Pourquoi celles et ceux qui ont la chance d’avoir un travail de bureau, un ordinateur et une connection internet ne pourraient-ils pas accomplir leur tâche en petits bouts au cours d’une journée ?

Privilégier la qualité

A la faveur de la crise sanitaire et de la récession qui s'ensuivra, la semaine de 4 jours s'apprête à être propulsée sur le devant de la scène économique. Plus généralement, la flexibilité au travail est sur le point de devenir le thème dominant et le sujet brûlant auprès de toute une génération d'actifs qui est même disposée à échanger un peu de revenu pour plus de qualité dans la vie privée, pour moins de temps perdu dans les transports, pour une meilleure formation, pour une planète un peu moins sale et bien-sûr pour une productivité améliorée dans le cadre des tâches accomplies. Les entreprises – comme les Etats – qui décideront d'ignorer cette tendance lourde le feront à leurs propres risques, car la masse salariale dans son écrasante majorité est prête pour ce nouveau chapitre.

L'ODS Bernard Henry Levy (BHL), à la Lumière de Thomas Sowell.

Charles Gave 29 June, 2020

[ODS : Oint Du Seigneur]

Citation de la semaine – Thomas Sowell

« Il est difficile d'imaginer une façon plus stupide ou plus dangereuse de prendre des décisions qu'en laissant ces décisions entre les mains de gens qui ne paient jamais les conséquences de leurs erreurs. »



PARTAGEZ 

 INSTITUT DES LIBERTÉS

BHL est mondialement connu dans le Vème arrondissement à Paris, où personne n'a entendu parler de Thomas Sowell, qui lui, en revanche, est connu dans le reste du monde comme sans doute le plus important philosophe américain vivant.

Sowell qui est afro-américain, est né en 1930 dans une cabane du sud des Etats-Unis sans eau et sans électricité, son père mourant avant sa naissance et sa mère allant s'installer à New-York où il fait de brillantes études en tant que boursier dans l'une des meilleures écoles privées de NY, ce qui semble indiquer que tout ce que l'on nous raconte aujourd'hui sur les USA de l'époque n'est pas vrai. Il doit s'engager faute d'argent dans les marines à 17 ans où il devient instructeur après avoir fait la guerre en Corée.

Il fait ensuite des études d'économie à Harvard (BA), Columbia (Masters) et Chicago (PHD) -excusez du peu- où il obtient son doctorat sous la direction du futur prix Nobel d'économie George Stigler. Et c'est d'ailleurs un vrai scandale que ce même prix Nobel ne lui ait pas été attribué. Certains de ces livres ont été traduits en

Français et sont des livres à lire et à relire tant il rappelle Bastiat dans la qualité de l'expression et l'ironie dévastatrice de ses démonstrations.

C'est de lui que je tiens la notion de « Oint du Seigneur » (« anointed » en Anglais), ou ODS, que beaucoup de lecteurs ont adopté.

Les ODS sont ces gens que la Divinité a chargé de faire notre bonheur malgré nous, parce qu'ils sont intelligents, éduqués, généreux, préoccupés par le sort de l'humanité et bienveillants alors que nous nous sommes un peu limités, avec un esprit étroit, nous préoccupant de nos petites vies, de nos pays, de nos familles mais sans vraie vision à long terme.

Pour moi, et depuis toujours, BHL a toujours été l'ODS archétypal, tant il remplit toutes les cases telles que mises à jour par Sowell et donc Vendredi soir à 19 h, j'étais devant mon poste, car, dans sa grande bonté, BHL avait accepté de débattre avec un homme, Éric Zemmour, se voulant du peuple et donc d'une intelligence inférieure à la sienne. J'étais en fait anxieux de savoir où se situait le beau et le vrai dans le monde dans lequel nous vivons et désireux d'être instruit par une si grande intelligence.

Et je n'ai pas été déçu : Sowell dans l'un de ses grands livres a fait une typologie des astuces qu'utilisent les ODS lors d'une discussion publique et il n'y a pas un seul de ces artifices crasseux et usés jusqu'à la corde auquel BHL n'ait pas eu recours lors de son débat avec Zemmour.

Venons-en donc à la typologie de Sowell, mais avant je voudrais lancer un **concours pour les lecteurs de l'IDL.**

Jean-Baptiste Noé vient de sortir un nouveau livre, « Les Ombres de la Terre, Chroniques Géopolitiques », qui regroupe tous les articles qu'il a donné à l'IDL depuis qu'il écrit chez nous.

Ce livre, d'une valeur intellectuelle inestimable mais d'une valeur marchande très modérée (28 Euros), sera envoyé gratuitement aux trois lecteurs qui auront le mieux décortiqué les astuces sémantiques de BHL pour ne pas répondre aux questions de Zemmour et botter en touche.

Pour les aider, je résume dans le papier ci-après les travaux de Sowell sur la sémantique utilisée par les ODS. Le jury sera constitué de JJ Netter, Emmanuelle et moi-même. Réécouter BHL est certes un effort surhumain, mais je peux assurer le lecteur que le prix en vaut la peine.

Thomas Sowell a classé les manipulations verbales des ODS en quatre catégories

- La préemption du langage, qui permet d'éviter le débat.
- Le double langage en ce qui concerne le Peuple.
- L'introduction dans le débat de buts totalement irréalistes pour faire apparaître le contradictoire comme un homme sans vision et sans grandeur d'âme
- L'hypothèse que la nature humaine peut et doit être changée.

Première Méthode : La préemption du débat par l'utilisation de mots chargés de valeurs positives.

En voici quelques exemples

1. L'ODS ne vit que pour résoudre les crises qui accablent le genre humain. Le processus est toujours le même : l'ODS diagnostique une crise dont il faut s'occuper tout de suite et qui le plus souvent n'existe que dans son imagination (Pensez à l'euro qui était une solution à la recherche d'un problème, tout allant

très bien Europe avant son arrivée). Grâce à Dieu, notre ODS a LA solution à une crise dont il vient de découvrir l'existence, qui passe curieusement toujours par plus de pouvoir pour lui et pour ceux qui pensent comme lui, tout cela financé par le contribuable. Le problème qui n'existait pas devient réel, ce qui force notre homme à demander plus de pouvoir et d'argent pour faire encore plus **de ce qui a déjà échoué**, en donnant encore et toujours plus de pouvoir et d'argent à ceux qui nous ont amené dans le désastre (Voir l'Euro encore une fois, ou l'intervention française en Lybie préconisée par nul autre que BHL). Recommencer à l'infini, jusqu'à ce que le peuple les pendre haut et court car nul ODS n'admet jamais qu'il a eu tort.

2. L'ODS est naturellement favorable au **Service Public** (mot à connotation positive), (dont il est prêt à prendre la direction et naturellement **contre** la satisfaction des besoins par le **secteur privé** (pouah) en situation de **concurrence** (re-pouah). Bien entendu, le secteur privé le fait pour gagner de l'argent alors que lui ne le fait que par grandeur d'âme en oubliant de préciser que ses coûts sont supportés par les gens qui paient des impôts pour permettre aux ODS de rouler en voiture de fonction. Par exemple personne ne peut me forcer à acheter une voiture, mais madame Hidalgo se croit autorisée à m'empêcher de rouler avec, alors qu'elle a le bonheur de voir son chemin dégagé par des motards, payés par moi.
3. L'ODS se présente donc toujours comme fondamentalement désintéressé (je ne fais pas cela pour de l'argent disent les Jack Lang de ce monde...), ce qui implique que ceux qui travaillent pour de l'argent sont cupides. J'ai du mal à comprendre pourquoi quelqu'un qui a travaillé comme un fou pour devenir et rester indépendant (moi par exemple) serait cupide alors que l'ODS de base qui ne vit qu'en piquant mon pognon serait désintéressé. Comme Zemmour, je ne dois pas être assez intelligent pour comprendre.
4. L'ODS est pacifiste et contre toute violence et impliquent que les autres, qui veulent préserver la paix en préparant la guerre sont donc des va-t'en guerre militaristes et des beaufs favorables à la violence policière ...

Etc.. etc..

Deuxième constante : le nécessaire mépris du Peuple.

Voyez-vous, l'ODS a un avantage considérable sur vous et moi. Lui ne raisonne qu'en fonction de PRINCIPES immuables et éternels alors que le Peuple lui ne bouge qu'en suivant ses pulsions, ses passions et ses émotions. Toutes les actions des ODS seront fondées sur des **principes** tandis que les réactions du Peuple ne viendront que d'une **incapacité à conceptualiser** ce qui est nécessaire. L'ODS ne croit ni à la Démocratie, ni à l'Egalité de tous devant la Loi. A son corps défendant, il lui faut donc guider le peuple, qui a une fâcheuse tendance à penser qu'il sait mieux que les ODS ce qui est bon pour lui.

- Prenons par exemple la criminalité : Tout ODS, même tout au début de sa carrière, **sait** que si le criminel commet un forfait, c'est malgré lui et parce qu'il a eu une enfance malheureuse. Le mettre en prison serait donc contreproductif. Pour les gens du peuple, qui eux vivent aux endroits où sont commis les crimes, voilà qui apparaît comme stupide et ils le font savoir haut et fort, ce qui confirme les ODS dans la notion que le peuple se laisse dominer par ses émotions.
- Continuons avec l'école, dont les ODS, qui ont leurs enfants à Henri IV ou à l'Ecole Alsacienne (s'ils sont moins brillants), sont **très** contents alors que les enfants du peuple se retrouvent dans des classes où la moitié des enfants ne peuvent ou ne veulent parler Français. Encore une fois, le Peuple va se laisser aller à ses pulsions, et donc s'énervé pour rien, au lieu de faire comme les ODS et de se satisfaire de leur sort.
- Finissons avec l'écologie : pour l'ODS de service (public bien sûr), il faut sauver la planète alors que pour le peuple, le problème est de faire le plein du diesel pour aller voir une grand-mère à l'hospice qui souffre de la maladie d'Alzheimer. Encore une fois, le Peuple, quand les ODS augmentent le prix des carburants, va s'énervé en ne comprenant pas les principes généraux qui guident les actions des ODS. Par exemple, il est mauvais que le peuple se déplace d'Orange à Carpentras, mais bon que les ODS

aillent à New-York pour discuter à l'ONU avec d'autres gens qui, comme eux sont menés par des principes et non pas des émotions.

Troisième constante : Les ODS doivent être jugées en fonction de leurs intentions et non pas de leurs résultats.

Le pauvre politicien de droite va s'attacher à améliorer les transports publics, les hôpitaux, les écoles et à ce que l'ordre et la sécurité règnent dans une économie qui connaîtra si possible le plein emploi. Il sera donc facile de juger s'il a réussi ou non.

Foin de ces billevesées pour l'homme d'Etat ODS (tous les ODS sont des hommes d'Etat, aucun n'est un politicien): il va promettre la **Justice Sociale** (en piquant l'argent de ceux qui ont travaillé, pour le donner à ceux qui ne font rien, tout en en gardant une grande partie pour les ODS), **la Paix dans le Monde** (en coupant les budgets militaires de son pays pour ne pas énerver la Turquie), régler le problème de **la faim dans le monde** en subventionnant nos agricultures industrielles et en mettant des droits de douane sur les produits en provenance des pays du tiers monde et en passant la plus grande partie de son temps à Marrakech ou à Tanger, ou il ne paiera pas d'impôts etc...

Et, à l'arrivée, ils ne sont jamais responsables du désastre car le Peuple, dans son impatience ne leur a pas laissé le temps nécessaire au succès de leur politique. Et donc, quand tout cela, qui ne peut pas ne pas échouer, échoue lamentablement, l'ODS en arrive à sa solution finale : le problème étant le peuple, **il faut changer le peuple, voire changer de Peuple**

Quatrième et dernière idée des ODS; La nécessité de rééduquer le Peuple.

Malheureusement, cela suppose la rééducation des esprits, ce qui nécessite d'installer des camps entourés de miradors et de barbelés, car, hélas, on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs comme le disait leur modèles, Lénine, Staline, Trotski, les grands organisateurs de la liquidation des koulaks et de la famine qui fit plus de vingt millions de morts en Russie, ou Mao, qui lui a soixante millions de morts à son bilan. En général, on constate à chaque fois que beaucoup d'œufs ont été cassés et beaucoup de vies brisées, mais l'omelette n'est jamais arrivée sur la table.

Et tout cela à cause de ces salopards de sans-dents qui veulent continuer à penser à leurs petits intérêts, au lieu de devenir altruistes, comme les ODS, qui pourtant s'efforcent à leur expliquer que le but ultime de toute politique est de devenir tous **égaux** (la Liberté est un concept avec lequel les ODS ont du mal). Cela entraîne parfois, mais de façon temporaire bien sûr, que certains deviennent **plus égaux que d'autres** et ces « certains » sont toujours les ODS, ce qui ne surprendra que ceux qui n'ont pas lu « la Ferme des animaux, de George Orwell », qui est à la fois une lecture nécessaire pour comprendre et une occasion de rire un bon coup, ce qui se fait rare. Si les lecteurs n'ont pas vraiment envie de rire, Il leur faut relire 1984, du même auteur, tant la comparaison avec la situation actuelle est criante de vérité-et glaçante.

Conclusion

Le concours est donc ouvert et j'attends les contributions des lecteurs avec la plus grande impatience.

A la décharge de BHL, je tiens cependant à dire qu'il n'est pas aussi dangereux ni influent qu'il aimerait le croire. Il est juste un idiot utile de la cause ODS, un nouveau Trissotin, et dans vingt ans, il sera totalement oublié comme tous les autres Trissotin de l'histoire de France, et Dieu sait qu'ils n'ont jamais manqué dans notre littérature et chez nos journalistes.

Le **vrai** danger aujourd'hui vient comme toujours des ODS **qui ont pris le contrôle de nos états**, tels notre Président actuel, les hauts fonctionnaires de nos états profonds, et enfin certains élus du parti Démocrate aux USA qui espèrent reprendre en Novembre le contrôle du système politique là-bas, ce qui serait un vrai désastre, (ce que je ne crois pas, mais je peux me tromper), et pour le monde entier.

La vraie lutte est aux USA et l'élection de Novembre sera capitale.

Et donc, le but politique de tout citoyen qui aime son pays doit être de ne pas se tromper d'ennemi. C'est ce que disait déjà Frederic Bastiat il y a 160 ans : « *Il y a trop de grands hommes dans le monde ; il y a trop de législateurs, organisateurs, instituteurs de sociétés, conducteurs de peuples, pères des nations, etc. Trop de gens se placent au-dessus de l'humanité pour la régenter, trop de gens font métier de s'occuper d'elle.* » Ou ce que disait Pompidou en termes moins choisis, il y a cinquante ans à ses ministres qui grouillaient d'idées sur la façon dont ils voulaient faire le bonheur des populations « *Mais cessez d'emmerder les Français* ».

Notre seul but politique doit être de nous débarrasser des ODS. Et la solution est simple : pour se débarrasser des ODS, il faut et il suffit de **leur couper l'accès aux finances publiques**, pour qu'ils se mettent à être vraiment utiles, en allant travailler pour gagner leur vie. Et donc, il faut cesser toutes les nouvelles subventions proposées par les ODS et annuler ou racheter toutes les anciennes.

C'est à ce prix que nous redeviendront libres. Et plus personne ne parlera de dettes.

La BCE offre 1.300 milliards d'euros à -1% pour sauver les banques européennes

Publié par Philippe Herlin | 24 juin 2020

Le 18 juin, c'était Noël avant l'heure : la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé offrir de 1.000 à 1.500 milliards d'euros de prêts à long terme (3 ans, des "TLTRO") aux banques européennes à un taux d'intérêt de -1%. C'est finalement 1.300 milliards qui ont été souscrits. Il faut bien comprendre ce que signifie un taux d'intérêt négatif de 1% : la BCE va *payer* les banques pour qu'elles lui empruntent de l'argent. Elle leur prête 1.300 milliards, et en plus elle leur verse 13 milliards d'intérêts sur les douze mois à venir. C'est comme si votre banquier vous donnait de l'argent pour que vous lui fassiez un emprunt. Vous pourriez alors laisser dormir la somme recueillie et empocher l'argent (les intérêts) sans rien faire... le monde à l'envers !

La finance marche sur la tête mais, selon la BCE, c'est pour la bonne cause puisqu'il s'agit de soutenir le crédit. La BCE subventionne le crédit aux entreprises afin de sortir au plus vite de la récession due au coronavirus. Soit, mais la réalité n'est pas vraiment celle-ci : comme l'explique un analyste de UBS, ces prêts à long terme vont surtout servir à rembourser d'anciens prêts de la BCE, des TLTRO arrivant à échéance (pour 810 milliards d'euros). Il n'y aura donc que 500 milliards d'argent frais ([Les Echos](#)). Une somme conséquente, bien sûr, mais qui est déjà loin du chiffre de départ. On a surtout affaire à de la cavalerie (de nouveaux prêts pour en rembourser d'anciens) !

D'autant plus que les banques n'ont pas vraiment besoin de ce coup de pouce, puisque les États ont offert leur garantie sur les prêts aux entreprises pour des montants élevés (550 milliards d'euros pour l'Allemagne, 400 milliards pour l'Italie, 300 milliards pour la France, 112 milliards pour l'Espagne). La BCE n'est d'ailleurs pas dupe. Pour les précédents TLTRO, les banques devaient apporter la preuve qu'elles avaient augmenté leurs prêts à l'économie, mais désormais il leur suffira de le maintenir au niveau d'avant la crise du coronavirus...

La réalité est que cet argent sert surtout aux banques en difficulté, en mal de liquidités, qui connaissent des difficultés structurelles. D'ailleurs, les plus demandeuses de ces prêts à long terme, avant le 18 juin, étaient les banques italiennes (29,3%), françaises (24,4%), espagnoles (18,3%) et allemandes (12,2%, cf [Eric Dor](#)). Une

cartographie des déficiences bancaires, avec celles faisant face à de nombreux prêts en défaut (Italie, Espagne), les mégabanes à fort effet de levier (France, Allemagne), dont certaines pataugent dans les restructurations depuis des années ([Deutsche Bank](#)).

Voici le véritable objectif de la BCE, avec ses 1.300 milliards d'euros de prêts offerts avec un cadeau surprise (gagner de l'argent en empruntant) : sauver le système bancaire européen. Le "soutien à l'économie", c'est juste de la communication.

En faisant rouler la dette des banques en difficulté (de nouveaux prêts pour rembourser les anciens), la BCE leur donne une très mauvaise habitude, en l'occurrence celle des États en déficit perpétuel, qui s'exonèrent ainsi de tout effort budgétaire. À quoi bon nettoyer son bilan si la BCE apporte gracieusement les liquidités nécessaires ? La situation intrinsèque des grandes banques européennes ne va donc pas s'améliorer, pour le plus grand risque des épargnants...

«L'argent magique existe, nous en avons tous dans notre porte-monnaie»

Bruno Bertez 29 juin 2020

Rendons à César ce qui lui appartient. Emmanuel Macron est l'auteur de cette expression tirée d'un jeu vidéo, *Magic money*.

En visite au CHU d'Amiens en avril 2018, le président de la République avait alors répliqué à une infirmière qui lui demandait davantage de moyens pour l'hôpital: «à la fin, c'est vous qui payez aussi, vous savez. *Y a pas d'argent magique*» (*sic*). Le bon sens même, et la formule a fait florès comme une évidence biblique.

Mais est-ce si sûr?

On est aujourd'hui subjugué de voir l'État français trouver sans coup férir des centaines de milliards d'euros ([le déficit public atteindra 246 milliards en 2020](#)), lesquels seront refinancés à la fin des fins par la Banque centrale européenne (BCE), qui compte pour sa part en milliers de milliards d'euros. Au sens littéral du terme, voilà de la magie, «*l'art prétendu de produire des effets contre l'ordre de la nature*» selon les dictionnaires.

À vrai dire, les phénomènes monétaires les plus ordinaires paraissent très vite magiques. N'est-il pas stupéfiant d'être intimement persuadé qu'un billet de 100 euros, dont le coût de fabrication est d'à peine 8 centimes d'euro, vaille réellement 100 euros?

La monnaie fiduciaire s'appuie sur la confiance (*fides*) et le fait d'attribuer à un simple signe une valeur matérielle relève d'un miracle qui n'a pas toujours été admis.

Après des siècles de monnaies sonnantes et trébuchantes en or et en argent, l'introduction de la monnaie-papier a commencé, faut-il s'en souvenir, par une catastrophe retentissante en France (la «faillite de Law» de 1720).

Ne soyons pas rabat-joie et reconnaissons que l'argent qui ruisselle de Bercy et de Francfort, où siège la BCE, laisse pantois. Il serait d'autant plus ingrat de le nier que nous en avons tous dans notre porte-monnaie.

Chômeurs partiels, retraités, ou simples affiliés à l'assurance-maladie, nous sommes dépendants de «l'argent magique», sinon nous serions à sec.

Il est donc essentiel de comprendre comment fonctionne ce tour de magie.

De la même façon, les Français avaient dû s'acclimater à la monnaie fiduciaire et à ses deux piliers fondamentaux, qui sont devenus tellement naturels qu'on les a presque oubliés.

D'un côté «le cours forcé»: la Banque centrale n'a pas à échanger les billets contre de l'or – ce n'est d'ailleurs que depuis le 15 août 1971 que le dollar n'est plus convertible en métal jaune.

Et le second pilier, «le cours légal»: autrefois le franc et maintenant l'euro, sont la devise que personne ne peut refuser de recevoir à titre de paiement en France.

La BCE joue à plein ce rôle de Bon Samaritain et au profit de tous.

À quoi il faut ajouter la troisième force d'une Banque centrale digne de ce nom, sa fonction de plus en plus vitale de «prêteur en dernier ressort». L'expression, un brin pompeuse, signifie que la BCE refinance en urgence les États, les banques, les entreprises et les ménages quand ils ne peuvent obtenir les fonds auprès des marchés financiers faute de confiance suffisante.

La BCE joue à plein ce rôle de Bon Samaritain et au profit de tous. Les États d'abord, notamment la France dont la dette publique s'élève à 2 438,5 milliards d'euros au 31 mars ; or la BCE et la Banque de France en détiennent conjointement 480,7 milliards. Part énorme. Imaginons Emmanuel et Brigitte (prénoms fictifs) ayant obtenu le cinquième de leur emprunt immobilier auprès de leur grand-mère, laquelle se serait engagée tacitement à ne pas demander le remboursement et à venir à la rescousse pour agrandir la maison. Merci Christine Lagarde.

De plus, la présidente de la BCE a réactivé une deuxième ligne de secours en faveur de la filière bancaire. Les banques de la zone euro viennent d'obtenir une nouvelle enveloppe de prêts de long terme, dits TLTRO, d'un total de 1 310 milliards d'euros et à des taux négatifs allant jusqu'à -1 % pour les inciter à faire crédit aux entreprises et aux ménages.

La population des ménages – le «tiers-État» de la vie économique – se présente pourtant comme le laissé pour compte, à en croire la vox populi qui ne porte pas les banquiers dans son cœur.

Faudrait-il faire tomber l'argent du ciel au profit des «vraies gens», «l'hélicoptère monnaie» selon l'expression fameuse du prix Nobel d'Économie Milton Friedman? Or c'est ce qui se passe de facto estime Patrick Artus, l'économiste de Natixis, les États servant d'intermédiaire entre la BCE (qui les refinance pratiquement sans limite) et les ménages eux-mêmes. Sans la BCE, les secours pécuniaires publics, du chômage partiel aux chèques vacances, seraient impossibles.

Jeux d'écritures

Le pouvoir exorbitant des banques centrales à créer ex nihilo des signes monétaires, qui seront pris pour argent comptant et irrigueront l'ensemble de l'économie, est magique. Il n'est même plus nécessaire de faire tourner la légendaire «planche à billets» puisque l'essentiel se fait désormais par de simples jeux d'écritures!

Seul hic, l'argent ne fait pas le bonheur.

On se rappelle le roi Midas qui avait le don de transformer en or tout ce qu'il touchait au point de ne plus pouvoir s'alimenter, les fruits devenant métaux.

Le drame est que la débauche actuelle de monnaie parvient très difficilement à s'incarner dans l'activité des hommes et des femmes. Car le Covid-19 a brouillé les cartes, faisant surgir de nouveaux besoins, bouleversant

les qualifications, le travail et les comportements. On prendra cet exemple trivial: les Européens paient de moins en moins en espèces – prétendument «porteuses de virus» – et pourtant ils n'en ont jamais autant possédé.

La BCE a constaté qu'en quatre mois les encours de billets en circulation ont augmenté de 91 milliards d'euros (1361,1 milliards au 17 juin). Sauf que ces billets ne sont pas utilisés comme moyens de paiement, ils sont thésaurisés dans des coffres ou des matelas.

Étrange époque où le premier réflexe est de stocker le papier toilette et le papier-monnaie

Jean Pierre Robin

L'État veut faire main basse sur les 75 milliards d'épargne du confinement et bien plus encore !

Guy de La Fortelle 30 juin 2020



Ma chère lectrice, Mon cher lecteur,

Vous êtes COUPABLE !

Coupable d'avance, Coupable par *soupçon avéré*.

Et vous serez puni, rassurez-vous bien au-delà de votre crime, à moins que vous ne confessiez et que vous n'expiez volontairement votre crime.

Entendez-vous chers amis la petite musique médiatique qui vous tourne autour ?

Hier, c'est une étude de l'OFCE qui fait dire aux Échos que « la consommation de l'épargne accumulée sera la clé de la reprise ». [1]

L'OFCE estime en effet que 75 milliards d'épargne forcée a été accumulée depuis le début du confinement... Et loin de se résorber, celle-ci continue d'augmenter.

Et selon le vénérable directeur de l'OFCE, Xavier Timbaud : dépenser la totalité de cet excédent d'épargne, ces 75 milliards, permettrait de réduire de moitié la perte d'activité du confinement.

Voilà la solution à tous nos problèmes, **consommez : Dépensez sans compter, l'avenir de la nation en dépend !**

Enfin je devrais dire : l'avenir de la nation en *dépendrait*.

Car tout cela est foireux !

L'OFCE : une boussole qui montre le Sud

Nous allons parler aujourd'hui d'épargne, de ces hauts fonctionnaires qui ne supportent pas de vous voir en détenir et du mécanisme qui conduit diront-ils à la mobiliser, je dirais à la confisquer.

Commençons par l'**OFCE**, Observatoire Français des Conjonctures Économiques.

Cet observatoire affilié à Science Po est une espèce d'agence de propagande de l'État, mi-marxiste, mi-keynésienne et surtout une véritable boussole qui montre le Sud.

L'OFCE estimait en 1997 que les 35 heures étaient le « *moyen le plus efficace pour réduire de manière significative le niveau du chômage dans un délai raisonnable* ». On attend toujours. [2]

Entre 2014 et 2016, ils ont tenté contre vents et marées de voir une inversion de la courbe du chômage pour sauver les chances d'un second quinquennat de Hollande... Qui n'a jamais dépassé le stade du mirage ou d'hallucination. [3]

Ils ont tout de même réussi par la suite à prévoir une forte décrue du chômage jusqu'en 2021. ENCORE RATÉ. [4]

La guerre à l'épargne et à la propriété immobilière

Puis, en 2017, ils ont proposé de transférer le poids des prélèvements sociaux des entreprises vers les propriétaires immobiliers en imposant un loyer fictif aux propriétaires occupants : comme si l'on estimait que vous vous versiez un loyer à vous-même... Imposé sur le revenu bien évidemment. [5]

Eh oui mon cher lecteur, nous sommes dans un de ces cénacles de fonctionnaires où le salaire, c'est bien mais l'épargne c'est mal et la propriété encore plus !

Oh, ils ne sont pas les seuls ! Le coup du loyer fictif est également défendu par *France Stratégie*, petit rejeton du feu Commissariat au Plan et inspirateur du programme de Macron à l'époque (via son directeur Jean Pisani-Ferry).

Et à plus haut niveau, il y a Christine Lagarde qui n'hésitait pas à déclarer en octobre dernier que :

« On sera plus content d'avoir un emploi qu'une épargne protégée ». [6]

Peu importe que la BCE n'ait absolument AUCUN mandat politique, notre fringante présidente n'hésite pas à assumer l'incroyable transfert de richesse des épargnants... Non pas vers les salariés comme ils voudraient vous le faire croire mais vers les banquiers, les financiers et la très haute bourgeoisie d'affaires, eux-mêmes qui se sont extraordinairement enrichis depuis 2008.

Et aujourd'hui encore, pour aller sauver les groupes de milliardaires capricieux, vous et moi devons consommer, dépenser pour faire tourner la machine, payer des salaires, permettre aux entreprises de faire des profits...

Ceux que l'on sauve et vous que l'on sacrifie

Notez-bien que l'on ne nous a pas demandé notre avis : l'État l'a fait pour nous en sauvant au prix fort les actionnaires milliardaires de FNAC-Darty ou Air France dont on se demande bien comment les avions vont bien pouvoir continuer à voler sans émettre de CO2, cet ennemi invisible, habituellement si pratique.

L'État a déjà aligné les chèques, y compris pour tous les salariés qui ont bénéficié du chômage partiel... Maintenant, il n'y a plus le choix : Consommez, consommez ou périssez.

Quelle ironie.

Sur la page même de l'infâme article des Echos, le journal fait sa pub pour une de ses vidéos qui nous explique que *le pire est devant nous* : **Faillites, licenciements : pour le pire de la crise est devant nous.**

Voilà ces gens qui n'hésitent pas à relayer l'injonction de consommation du gouvernement tout en admettant que nous ne faisons qu'entrer dans cette crise et qu'au contraire nous ferions peut-être bien de nous préparer à affronter l'orage.

C'est la **guerre** mes chers amis, c'est la guerre pour les ressources, et la ressource suprême en ces temps de crise, c'est votre épargne !

Peu importe que vous l'ayez gagnée à la sueur de votre front et patiemment constituée pour vous mettre à l'abri du besoin et passer les crises, les orages et les tempêtes de la vie, votre sagesse est punie.

Aujourd'hui ils paniquent face à leur gestion catastrophique du confinement et l'explosion des dettes qui nous fait diverger de l'Allemagne et mais l'Euro en danger. Ils veulent vous faire consommer à tout prix, n'importe quoi à vrai dire.

Mais c'est tout l'inverse qu'il nous faut entreprendre.

S'adapter au lieu de consommer aveuglément

Il nous faudrait au contraire nous arrêter un instant, prendre le temps et nous poser la question : **à quoi nos têtes et nos bras sont-ils véritablement le mieux employés ?**

Faut-il vraiment mobiliser 15 % de notre industrie pour fabriquer des voitures et contribuer à faire de la France un embouteillage géant deux fois par jour ?

La question mérite certainement d'être posée avant de décréter que nous devons tous rouler en Tesla et Renault Zoé que nous ne pouvons même pas nous payer.

Faut-il continuer à dépenser des milliards dans des TGV transeuropéens et laisser à l'abandon nos transports locaux ?

Avons-nous réellement besoin d'autant d'avions, de voitures, de téléphones, d'écrans ?

Le seul moyen de savoir si nous avons vraiment besoin de partir en vacances à l'autre bout du monde, d'avoir la dernière voiture à la mode, ou une télé géante... Est de nous mettre au régime de la croissance afin de distinguer ce qui nous est réellement essentiel.

Mais comment voulez-vous que cette transition se fasse si nous continuons à payer les salaires de tout le monde quoi qu'ils fassent ?

Comment voulez-vous que cette transition se fasse si les nouvelles générations continuent à faire les mêmes métiers que nous et de la même manière à coups de grands plans publics aussi coûteux qu'inefficaces ?

Comment voulez-vous que cette transition se fasse si nous exigeons ensuite la dépense immédiate et irréfléchie de nos maigres revenus ?

Comment voulez-vous que nous accordions une valeur réelle à nos entreprises si nous sauvons le capital de tous ces milliardaires incapables de survivre sans des taux ultra-bas et le soutien aveugle de l'État ?

Cette économie dont rêve l'OFCE, France Stratégie ou Madame Lagarde où tout le monde à un travail et personne n'a d'épargne, cela existe, **cela s'appelle l'URSS et c'est une catastrophe.**

L'URSS et la catastrophe du plan Goelro

Lorsque 10 personnes dans un bureau décident de ce que nous devons produire et consommer, comme cela se dessine, on finit avec un **Plan Goelro**. [7]

Le plan Goelro, c'est Lénine qui un beau matin a décidé que

« Le communisme, c'est le gouvernement des Soviets plus l'électrification de tout le pays ».

Dix ans plus tard, ils étaient encore en train de construire des centrales au milieu de la Taiga et pour rien... Le plan avait donné un objectif de puissance délirant mais personne n'avait précisé que tant qu'à faire, il fallait que l'électricité puisse être accessible aux populations.

Mais ils sont en train de nous refaire le coup du plan Goelro.

Aujourd'hui, le progressisme, c'est la gouvernance mondialisée et la lutte contre les émissions de CO2.

C'est une aberration totale.

Le refus catastrophique de la liquidation

Il y a 3 étapes dans le cycle économique classique, tel que décrit par Clément Juglar en 1860 : l'expansion, la crise... **Et la liquidation !**

La liquidation est le moment nécessaire après une crise où les entreprises les plus faibles et les moins bien gérées font faillite ou se font absorber par les plus fortes et les mieux gérées, où les secteurs obsolètes laissent leur place aux nouvelles idées, ou nos économies se régénèrent.

Nous avons besoin de nous régénérer, pas de consommer.

Mais si nous n'avions liquidé aucune crise au XIXe siècle, nous serions encore avec une vingtaine d'entreprises de chemin de fer en France et il nous faudrait 2 jours et 5 changements pour aller de Lille à Marseille. Nous en serions encore au charbon et au bec à gaz !

Mais tous ces gens refusent de réfléchir, ils refusent de prendre leurs responsabilités, ils refusent de liquider et nous libérer enfin de nos erreurs passées. L'erreur est humaine mes chers amis, mais persévérer ainsi est diabolique.

Ils exigent donc de nous que nous consommions immédiatement notre épargne si nécessaire pour affronter la crise si longue, pénible et douloureuse qui s'étend devant nous.

C'est une folie et nous ne sommes pas fous : jamais nous n'accéderons à cette injonction contradictoire.

C'est une certitude.

Confisquer pour éviter de liquider

Alors ils viendront nous voir et ils nous traiteront de *mauvais Français*, ils verront en nous une nouvelle *peste brune* conspirant contre la France, qu'ils confondent avec eux-mêmes, ils nous souilleront de leurs insultes et nous forceront à consommer, saisiront nos. Cela viendra, soyez-en sûrs.

La réalité est que les banques centrales ont DÉJÀ perdu le contrôle et qu'elles savent DÉJÀ qu'il faudra bien baisser encore les taux, les baisser *profondément*, à -4 % peut-être moins -6 %.

Ils ont baissé de ces ordres de grandeur en 2001 et 2008.

Beaucoup prévoient une sorte de grand soir financier : un effondrement de nos monnaies, un retour à l'âge de pierre.

Mais avant cela, je peux vous assurer que nous aurons tellement souffert que cela sera pour nous presque un soulagement de revenir au troc !

Avant cela, les taux profondément négatifs sont notre horizon.

Ces taux seront directement prélevés sur nos comptes courants, nos épargnes, nos livrets, nos assurances vie, c'est inévitable.

Je ne dis pas qu'ils le souhaitent, mais en refusant de liquider, ils rendent cet horizon inévitable.

Cela signifie la taxe suprême, celle sur nos dépôts, notre épargne aussi petite soit-elle, l'interdiction d'être autonomes, autosuffisants.

Nos épargnes seront grignotées de plus en plus fort pour nous obliger à consommer jusqu'à ce que l'inflation reprenne, inflation puis hyperinflation et...

Consommez ET périssez

Je me suis trompé, je n'aurais pas dû mettre comme titre : *Consommez ou périssez* mais *Consommez ET périssez*.

Car consommer plus aujourd'hui ne résout rien, cela ne fait que retarder un peu l'heure des comptes, c'est tout, mais cela n'empêche pas que nos économies ne sont plus adaptées à notre époque et nous en mourrons.

Il n'y a pas d'échappatoire ?

Si bien sûr qu'il y en a une.

La grève de l'épargne

Et si le jeu démocratique a été détourné au point de nous ôter toute représentation véritable, il reste en notre pouvoir de faire la grève, la grève de l'épargne, la résistance passive des doux et des humbles, l'exercice de notre liberté fondamentale contre le vice et l'oppression de ces gens, la liberté de dire NON au-delà du simulacre de démocratie.

Ce n'est pas très difficile au fond : un peu d'or physique, d'immobilier, de foncier, les outils de notre subsistance (y compris en investissant dans des entreprises locales), quelques obligations d'État en direct pour remplacer avantageusement nos fonds euros d'assurance vie obsolètes et être à la fois liquide et générer un rendement positif. Ces quelques mesures permettent de se débancariser presque totalement notre épargne à notre avantage.

J'explore ces voies depuis des années inscrivez-vous à l'investisseur sans costume, essayez les conseils des dossiers d'investissement Risque et profit.

Et n'oublions pas le plus important : nos proches, amis et familles pour nous entraider.

S'il vous plaît, faites-leur suivre cette lettre, je crois qu'elle est importante.

Partagez-la sur les réseaux sociaux, transférez-là à votre carnet d'adresse : plus nous serons nombreux, plus nous serons forts.

À votre bonne fortune,

Guy de La Fortelle

**L'or, l'or, l'or ! Hausse boursière = besoin de destruction
augmenté= round de printing car la destruction serait
insupportable =hausse de l'or.**

Bruno Bertez 30 juin 2020

Le prix de l'or est passé de 1 591 \$ l'once le 1er avril à 1 784 \$ l'once à ce jour. C'est un gain de 12% en moins de trois mois et de 17% cette année.

Le prix actuel de 1784 \$ l'once est le plus élevé depuis 2012 et un gain de 70% par rapport au creux de 1050 \$ l'once à la fin du dernier marché baissier en décembre 2015.

L'histoire des marchés haussiers de l'or (1971–80 et 1999–2011) montre que les gains les plus puissants interviennent vers la fin du marché haussier, pas au début.

Qui stimule ce marché haussier de l'or?

Ce ne sont pas les investisseurs de détail et ce ne sont pas les investisseurs institutionnels, les allocations des portefeuilles institutionnel à l'or sont généralement d'environ 1 à 2%.

Les achats réguliers proviennent des banques centrales (en particulier de la Russie et de la Chine) et des super-riches, qui stockent généralement leur or dans des coffres privés non bancaires en Suisse et dans d'autres juridictions hors de portée de l'État de droit.

La tendance à l'augmentation des allocations de portefeuille à l'or (dans certains cas jusqu'à 10%) ne vient pas seulement des riches eux-mêmes, mais aussi de leurs gestionnaires de patrimoine et de leurs conseillers.

C'est un changement radical.

Pendant des décennies, les gestionnaires de patrimoine ont rejeté l'or et poussé leurs clients vers les actions, le crédit aux entreprises et les investissements alternatifs, y compris le capital-investissement.

Récemment, toutes ces allocations de portefeuille se sont révélées vulnérables.

Beaucoup croient à un nouveau round de GFC2, grande crise financière numéro 2.

Les banques centrales sont en mode panique non seulement au plan technique mais aussi politique car les voix sont de plus en plus nombreuses à dénoncer les inégalités qu'elles créent.

Powell est déjà le dos au mur et il est obligé de se défendre en mentant.

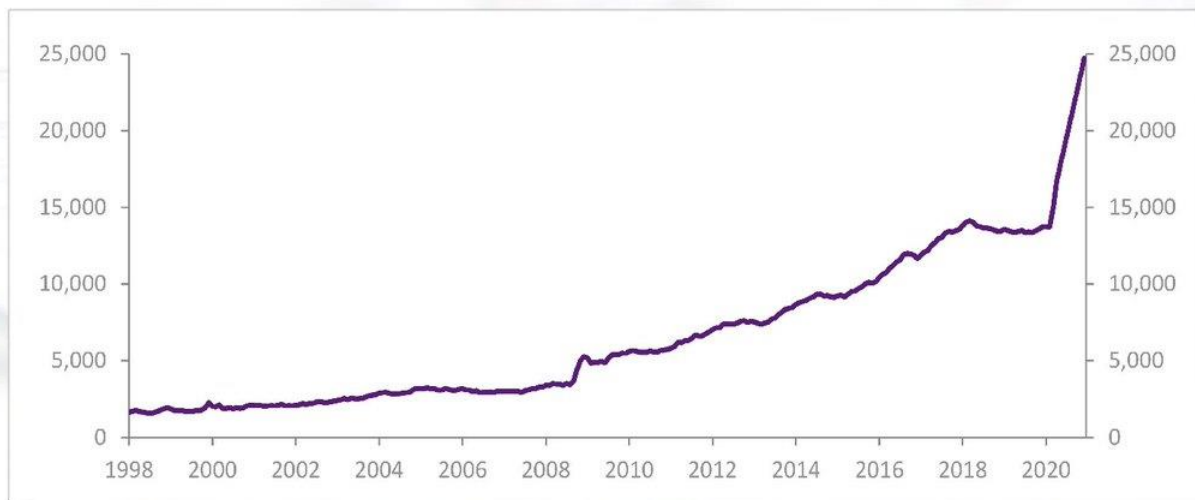
Les bases monétaires explosent et tous les spécialistes pensent qu'elles sont condamnées à exploser encore; quand la hausse boursière plafonnera, que les marchés se mettront en risk-off, alors le risque de dégringolade désordonnée sera tel que l'on sait que les banques centrales seront obligées de printer et printer.

C'est l'engrenage sans aucune stratégie de sortie.

Toute hausse des marchés boursiers contient en germe, c'est dire en potentiel une future fournée de création monétaire, comprenez bien ceci: la hausse appelle un besoin de destruction et la destruction étant inenvisageable, ce besoin appelle une nouveau round de printing.

Hausse boursière = besoin de destruction augmenté= round de printing car la destruction serait insupportable =hausse de l'or

OECD*: Monetary base (USD bn)



Sources: Datastream, Fed, ECB, BoE, BoJ, Natixis

(*) United States + United Kingdom + euro zone + Japan

La récente initiative de la Fed qui demande aux banques de restreindre leurs paiements de dividendes et les buy backs a sonné l'alarme: si la Fed le demande c'est qu'il y a anguille sous roche.

Les déclassements des notes de crédit aux entreprises sont à un niveau record et ce marché est soutenu par la Fed de manière non durable. Le capital-investissement semble de plus en plus illiquide alors que la plupart des investisseurs en hedge funds ont sous-performé.

L'un des scénarios dominants retenu par les économistes de renom est celui de la prochaine **stagflation**, c'est à dire celui de la coexistence du marasme économique avec une accélération de la hausse des prix; ce scénario, redoutable pour les marchés d'actions incite à regarder vers l'or .

Les tensions géopolitiques ont également augmenté après que le principal organe législatif chinois a approuvé une loi historique sur la sécurité nationale pour Hong Kong, une tentative radicale de mater la dissidence qui risque de déclencher des mesures de rétorsion des États-Unis et de nuire à l'attrait de la ville en tant que centre

financier. Pendant ce temps, l'administration Trump a déclaré plus tôt qu'elle suspendait les réglementations donnant un traitement spécial à Hong Kong.

Des nouvelles de demande de livraison de métal physique comme celle-ci dessous attirent évidemment l'attention!

L'or apparait comme l'une des classes d'actifs les plus performantes.

Mais il est encore tôt.

Pour la petite histoire je vous rappelle que je conseille l'or physique depuis ... 1971 à l'époque où je travaillais en Inde à Bombay chez un trafiquant/courtier en métaux précieux , puis à nouveau et sans discontinuer depuis l'été 1999 à la suite d'une rencontre avec Harry Schultz et Sinclair lorsqu'il était à 260 dollars l'once!

Jamais je n'ai conseillé d'acheter l'or dans une phase de Momentum haussier.

GOLD PRICE SINCE 1980

(Monthly average price of one ounce of fine gold based on the morning London gold fix price)



Alors que la confiance dans le dollar s'érode en raison de l'impression de dollars de la Fed et des super-déficits du Congrès, les investisseurs recherchent progressivement des réserves alternatives de richesse, y compris l'or.

Récemment Stephen Roach, l'économiste réputé de Yale a diffusé un article dans lequel il examine la possibilité d'une baisse de 35% du dollar contre les principaux partenaires des USA comme la Chine ou l'Europe. L'article est peu convaincant , mais il a été largement diffusé et Roach a une bonne réputation.



Tesla, 10 ans déjà...

rédigé par [Philippe Béchade](#) 29 juin 2020

Il y a 10 ans jour pour jour, [Tesla](#) faisait ses premiers pas en Bourse, à... 17\$.

En ce 29 juin, le titre cote 960\$ et affiche une capitalisation de 180Mds\$, soit bien plus que la totalité des autres constructeurs historiques américains (GM, Ford, Fiat-Chrysler) plus 4 constructeurs européens (Renault, PSA, BMW, Daimler).

Le titre a plus que doublé de valeur depuis le 2 avril après une profonde correction entre 968\$ et 350\$ du 4 février au 18 mars.

Mais le titre avait triplé de valeur à partir de la présentation fin 2019 de son pick-up Cybertruck de près de 6 mètres de long au design assez déroutant : il a en effet été pré-réservé par 700 000 fans de la marque... avec un bon de pré-commande de 100\$ (non-remboursable) et il n'est pas certain que toutes les options d'achat soient levées car c'est un véhicule qui coûtera entre 50 000 et 70 000\$ pour une autonomie allant de 480 à 800Km (version trimoteur affichant une vitesse de point de 200Km/h dont on ne peut profiter qu'en Allemagne !).

La valeur boursière titanesque (alors que le constructeur ne gagne pas d'argent en vendant ses quelques dizaines de milliers de voitures) résulte pour une bonne part de la confusion commise par beaucoup d'investisseurs particuliers avec Tesla "aerospace" (qui construit des fusées) qui est une entité totalement indépendante mais dont l'image de conquête spatiale et de "rêve américain" rejaillit sur Tesla "automobile".

Au nom du climat !

rédigé par [Etienne Henri](#) 30 juin 2020

On a assisté à une « vague verte » lors des municipales, et Emmanuel Macron a officiellement accusé réception des propositions de la Convention citoyenne pour le climat : creusons un peu...



C'est l'aboutissement de l'une des promesses de l'exécutif en réponse au mouvement des gilets jaunes.

La Convention citoyenne pour le climat, mise en place pour imaginer l'organisation de la France de demain, vient de rendre ses conclusions. Cent-cinquante préconisations imaginées par autant de participants ont été transmises au président de la République. Transcription dans la loi, publication de décrets, référendum, classement sans suite : à l'heure de l'écriture de ces lignes, aucune certitude sur la suite des événements.

Quel que soit leur avenir, il est bon de prendre connaissance dès aujourd'hui de ce nouveau modèle de société qui doit « changer en profondeur la société » et répondre à l'urgence climatique. Il représente les aspirations d'une partie de la population – et fait froid dans le dos.

L'inoxydable mythe de la lutte pour le climat

A la *Chronique Agora*, nous adorons [les grands mythes](#). Souvent basés sur un socle de faits précis avant d'être extrapolés jusqu'à influencer l'ensemble de nos activités, ils sont le ciment de nos sociétés.

La technicité des questions soulevées importe finalement peu. Ce qui compte, c'est que les citoyens s'en emparent et aient une opinion commune officiellement frappée du sceau du bon sens. Si le sujet peut en prime faire apparaître un ennemi ou un coupable, tous les éléments sont réunis pour que le consensus devienne un mythe social fédérateur.

La lutte pour l'urgence climatique fait partie de ces idées que plus personne n'ose remettre en question. Comme celles contre le terrorisme, contre la pédophilie, pour l'égalité des chances et contre le coronavirus, elle est devenue un combat d'urgence absolue qui justifie toutes les compromissions.

On reconnaît le basculement du débat d'idée vers l'idéologie lorsque la notion de bénéfice/risque disparaît des discours. Pour nous protéger des terroristes/des pédophiles/du SARS-CoV-2, nous avons accepté de renier de nombreuses valeurs fondamentales pour gagner « à tout prix ».

Visiblement, aux yeux de la convention citoyenne, [nous protéger du CO2](#) est un objectif tout aussi catégorique.

Que ferez-vous au nom du climat ?

Les préconisations des 150 membres touchent tous les aspects de notre vie quotidienne.

Au niveau des déplacements, grands émetteurs de CO2 et de particules nocives, la mesure la plus emblématique était, sans surprise, une nouvelle limitation de vitesse sur l'autoroute – les conventionnels préconisaient un passage de 130 km/h à 110 km/h dès l'an prochain [Cette proposition est l'une des trois rejetées par Emmanuel Macron hier, NDLR]. En parallèle, 200 millions d'euros devraient être débloqués pour financer la création de pistes cyclables.

Ces premières propositions qui ne sont que des ajustements aux dispositifs existants ne sont que des amuse-bouches. Là où la convention citoyenne frappe fort, c'est lorsqu'elle décide d'organiser toute la société autour de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre quitte à réduire les libertés de façon drastique.

Outre ces mesurette évoquées plus haut, ses membres proposent d'interdire dès 2025 la commercialisation de véhicules neufs très émetteurs (plus de 110 g de CO2/km), interdire la construction de nouveaux aéroports et l'extension de ceux existants, et rendre illégale la publicité pour les véhicules consommant plus de 4 l/100 km et/ou émettant plus de 95 grammes de CO2 au km.

Pour le bâtiment, le compte-rendu propose tout d'abord de contraindre les propriétaires occupants et bailleurs à rénover leurs logements de manière globale d'ici à 2040, et d'ici à 2030 pour les « passoires thermiques » (logements étiquetés F ou G).

Les ménages modestes ne devraient « rien avoir à payer ». Pour les autres, qui ont eu le malheur d'épargner et de devenir propriétaire-bailleur, une telle mesure sera catastrophique. Nombre de logements n'encaissent pas des loyers suffisamment élevés pour justifier une rénovation complète, et les propriétaires seront alors

contraints de sombrer dans l'illégalité ou de perdre leurs locataires (ces derniers seront certainement aussi très contents de perdre le toit qu'ils avaient au-dessus de leur tête).

Vous pensez que décréter d'un coup de baguette magique la consommation des véhicules et empêcher le marché de déterminer ce qu'est un logement acceptable est déjà perdre pied avec la réalité ?

Vous n'êtes pas au bout de vos surprises. La convention s'est également préoccupée de ce que nous mettons dans nos assiettes. Selon elle, nos repas devront comprendre 20% de viande et de produits laitiers en moins d'ici à 2030. De même, [50% des terres agricoles devraient fonctionner en agroécologie en 2040](#). Pour rendre ces mesures socialement acceptables, est également prévue la mise en place de chèques alimentaires « pour les plus démunis ».

Enfin, pour les plus récalcitrants, la convention citoyenne propose une loi pénalisant le crime d'écocide, défini comme « toute action ayant causé un dommage écologique grave en participant au dépassement manifeste et non négligeable des limites planétaires ».

Vers un nouveau modèle de société

Je vous épargne, cher lecteur, les mesures annexes mais [tout aussi infantilisantes](#) pour les citoyens comme l'interdiction de la publicité pour tous les produits « les plus émetteurs de gaz à effet de serre » ; celle concernant panneaux publicitaires dans les espaces publics extérieurs hors information locale et culturelle ; ou encore la réduction du temps de travail de 35 à 28 heures hebdomadaires avec augmentation du SMIC de 20%.

Obliger, interdire, faire payer les riches : à la lecture de ces mesures, vous avez compris que les préconisations de la convention citoyenne sont un programme politique de mise sous tutelle de l'individu et de l'économie au nom de la lutte pour l'environnement.

Cette interprétation n'est simplement pas celle de votre serviteur mais avant tout celle des 150 rédacteurs du rapport. Pour pérenniser leurs mesures, ils souhaitent amender le préambule de l'article premier de notre Constitution pour préciser que « la conciliation des droits, libertés et principes ne saurait compromettre la préservation de l'environnement, patrimoine commun de l'humanité » [Cette modification est l'une des trois propositions rejetées hier par Emmanuel Macron, NDLR].

Voilà ce qui résume en quelques mots la philosophie de toutes les mesures proposées : faire passer la préservation de l'environnement avant les libertés humaines.

Deux cents ans après la Révolution française et la Déclaration des droits de l'Homme, qui sacralisait pour la première fois les libertés fondamentales individuelles, et alors-même que ce mode d'organisation est encore aujourd'hui contesté par de nombreux pays où l'individu reste avant tout au service de la nation, la convention citoyenne propose de reconsidérer nos droits et nos libertés à l'aune de leur impact environnemental.

Sachant que toutes les activités humaines, du feu de camp au fond de la grotte il y a 790 000 ans à la centrale nucléaire de dernière génération, ont un impact environnemental, une telle formulation permettrait de mettre sous cloche une fois pour toutes l'ensemble des libertés individuelles.

La tentation du totalitarisme face aux idéaux libéraux n'est pas nouvelle. Ce qui change, c'est que la bataille n'est pas menée aujourd'hui au nom de Dieu, de la sécurité, ou de la santé, mais au nom du climat.

Ce sont les marchés qui commandent

rédigé par [Bruno Bertez](#) 30 juin 2020

Les marchés sont stupides... mais ce n'est pas pour autant qu'ils ne nous apprennent rien – en l'occurrence, ils montrent que l'inflation est pour bientôt.



[Comme nous l'avons vu hier](#), je soutiens que les marchés n'anticipent pas mais qu'ils appellent. C'est totalement différent. La charrue est avant les bœufs que sont les banquiers centraux.

Je n'ai jamais entendu développer cette idée ; elle m'est familière, je vous la fais partager.

Les marchés sont stupides, ils n'anticipent rien... mais ce n'est pas pour cela qu'objectivement, malgré eux, ils ne nous informent pas.

Moi, ils me disent que dans la mesure où la valeur d'un actif financier, c'est la somme actualisée des flux financiers que va recevoir son porteur pendant très longtemps – 40 ans pour une action –, et dans la mesure où les marchés commandent et sont les maîtres des banquiers centraux, ceux-ci vont s'exécuter : ils vont livrer aux marchés ce dont ces derniers ont besoin !

En d'autres termes, les banquiers centraux vont être obligés de gonfler nominalement les *cash-flows* futurs pour éviter la destruction du système.

Le choix de l'inflation

On fera donc [le choix de l'inflation](#) parce que l'on ne peut plus faire autrement. On va laisser filer au lieu de prévenir l'inflation.

En fait, on pourra dire que les marchés ne se sont pas trompés. Sans le savoir, dans leur ignorance ils auront vu juste – simplement, ce n'est pas pour les raisons que certains auraient pu croire.

Les marchés vont dicter aux maîtres-banquiers leur volonté : « Vous devez nous solvabiliser, vous devez livrer ce que, dans nos niveaux de cours, nous promettons. »

Idée originale, non ?

Entre choisir l'effondrement des actifs financiers, les faillites, la déflation de la dette, le chômage, la révolte sociale et l'inflation des *cash-flows*, le choix sera vite fait et il sera évident.

Warren Buffett a-t-il perdu la main ?

rédigé par [Bill Bonner](#) 30 juin 2020

L'Oracle d'Omaha est-il perdu, dépassé, obsolète... ou bien est-ce le reste du monde qui a entièrement perdu la tête ?

Ce pauvre Warren Buffett. Désormais âgé de 89 ans, il n'arrive plus à suivre. Il est déconnecté des marchés. Une relique d'une époque disparue.

Le Sage des Plaines n'a fait qu'un gain de 11% en 2019 avec sa holding, Berkshire Hathaway, tandis que le S&P 500 grimpait de plus de 30%.

Aujourd'hui, il fait pire encore. Dans la *Financial Review* :

« Le célèbre investisseur a enregistré en 2019 sa pire performance par rapport au S&P 500 depuis une décennie, et 2020 s'annonce comme étant presque aussi épouvantable. Au lieu de tirer avantage de la crise du coronavirus qui a frappé les marchés en mars, Buffett en a été la victime. »

La question se pose plus nettement encore aujourd'hui que depuis que Berkshire est passé à côté du boom des dot.com : Buffett a-t-il perdu la main ? »

Notre question du jour :

Est-ce que c'est [l'Oracle d'Omaha](#) qui a perdu la main... ou les autres investisseurs qui ont perdu la tête ?

Un marché de bulle

Tout le monde sait que [le marché actuel n'est pas fait pour un « investisseur par la valeur »](#) comme Buffett. Il perd son temps à tailler ses crayons et éplucher des bilans... équilibrant soigneusement actif et passif.

[Personne ne se soucie de l'actif](#) – ou du passif. Les investisseurs actuels pensent qu'un bilan à l'équilibre est un exercice de yoga. C'est un monde nouveau... avec une différente sorte de marché.

Nous sommes en effet dans un marché de bulle... le quatrième de ces 21 dernières années. Le premier a pris fin en 2000... le suivant en 2008... le suivant en 2020... et désormais, à peine trois mois plus tard... un de plus !

Merci la Fed.

Procédure standard

Pour bien comprendre ce qu'il se passe... et mettre tous nos lecteurs à l'unisson... nous devons revenir au monde qui a formé Warren Buffett. En d'autres termes, nous devons revenir à l'époque où la devise était réelle – avant 1971.

Il n'y a eu que deux bulles sur l'ensemble du XXème siècle. L'une d'entre elles a explosé juste au moment où le siècle prenait fin (mentionnée ci-dessus). L'autre s'est effondrée juste avant la naissance de Buffett en 1930.

[Toutes les bulles explosent](#). La meilleure chose à faire, c'est de simplement laisser les marchés ramasser les morceaux et se remettre au travail le plus vite possible.

Mais l'année de naissance de Warren Buffett, les autorités sont intervenues pour contrecarrer le processus naturel de reprise, transformant la décennie qui a suivi en Grande dépression. C'est devenu la procédure standard.

En 1971, [les Etats-Unis ont changé leur devise](#), passant d'un dollar limité et adossé à l'or... à une « note de la Réserve fédérale », quasiment illimitée et adossée à rien du tout. La différence clé : sans l'appui de l'or, les autorités pouvaient imprimer autant de billets qu'elles le souhaitaient... et intervenir à bien plus grande échelle.

Le put Greenspan

Ce n'est pas avant qu'Alan Greenspan arrive aux commandes de la Réserve fédérale en 1987 que la banque centrale américaine a vraiment profité de la folie qu'elle avait à portée de main.

Après le bref krach boursier de 1987, [la doctrine du put Greenspan est arrivée](#). Elle indiquait aux investisseurs que si les actions en venaient à chuter... la Fed interviendrait avec toujours plus de faux dollars flambant neufs pour faire remonter les cours.

Difficile d'imaginer plus grosse idiotie pour une banque centrale. La Fed a fait savoir qu'elle soutiendrait les investisseurs... et que, aussi cinglée que soit leur sélection d'actions, quels que soient les sommets insensés auxquels ils pousseraient les cours, la Fed s'assurerait qu'ils ne perdent pas d'argent.

« On ne lutte pas contre la Fed » – cette antique vérité a régné sur Wall Street pendant longtemps. Mais le *put* Greenspan a fait naître un corollaire : « et on anticipe les pauvres idiots ». En d'autres termes, achetez des actions et des obligations avant que la Fed fasse grimper les prix.

Où est-ce que cela nous a menés ? C'est ce que nous verrons dès demain.